



Comité de Formación Sindical
Comité de la Formation Syndicale
Trade Union Training Committee

Comité de la Formation Syndicale

Rapport sur les activités de formation syndicale
exécutées en 2013, les activités en 2014,
les activités prévues pour 2015 et les activités
proposées pour 2016

28 – 29 avril 2014
Turin, Italie

CIF 
Centre international de **formation**

www.itcilo.org

A. RÉSUMÉ ET REMARQUES GÉNÉRALES

B. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2013

- B.1 Le système d'exécution didactique du Programme
- B.2 Actions menées en relation avec les conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2013
- B.3 Activités et participants en 2013
- B.4 Cours réguliers
- B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain
- B.6 Enseignement à distance
- B.7 Projets
- B.8 Questions de genre
- B.9 Liberté syndicale et droit à la négociation collective
- B.10 Évaluation
- B.11 Matériel didactique et technologies de l'information et de la communication
- B.12 Rapport financier
- B.13 L'équipe d'ACTRAV-Turin
- B.14 Spécialistes
- B.15 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bipartites et tripartites

C. RAPPORT PRÉLIMINAIRE POUR 2014

D. PROPOSITIONS POUR 2015 ET PLANS INDICATIFS POUR 2016

Appendice 1:

Rapports régionaux:

- a) Afrique
- b) Amériques
- c) Asie-Pacifique
- d) Europe
- e) États arabes
- f) Activités interrégionales

Annexes:

Annexe 1	Conclusions du Comité de la formation syndicale 2013
Annexe 2	Résumé des descriptions de cours 2013
Annexe 3	Cours réguliers 2013 par région
Annexe 4	Cours réguliers (répartition par région 2000-2013)
Annexe 5	Activités à Turin en 2013, hors cours réguliers et projets
Annexe 6	Activités à Turin en 2013, hors projets
Annexe 7	Activités d'enseignement à distance en 2013, hors projets
Annexe 8	Activités liées à un projet en 2013 par région
Annexe 9	Répartition selon le genre
Annexe 10	Évaluation
Annexe 11	Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
Annexe 11bis	Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
Annexe 12	Tableaux détaillés des activités bipartites et tripartites
Annexe 12bis	Tableau détaillé des académies
Annexe 13	Cours réguliers 2014
Annexe 14	Activités prévues et exécutées en 2014
Annexe 15	Plans indicatifs pour 2015-16
Annexe 16	Généralités sur le Programme

A. RÉSUMÉ ET REMARQUES GÉNÉRALES

Commencer ce rapport en exprimant une fois encore le profond chagrin causé par le départ prématuré de Marc Blondel, qui nous a quittés en mars dernier, est plus qu'un simple devoir. Marc était un grand défenseur des droits des travailleurs, de la liberté et de la démocratie; il était aussi un dirigeant syndical engagé dans son action aussi bien dans son pays qu'à travers le monde.

Il a longtemps été un membre éminent et actif du Groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT: pendant plus de 25 ans, il s'est consacré, au sein de l'OIT, à la promotion des normes internationales du travail et des droits des travailleurs pour toutes les travailleuses et les travailleurs de tous les pays et dans toutes les situations professionnelles.

Il était, de surcroît, un grand allié et défenseur du CIF-OIT. Le Programme pour les travailleurs pouvait toujours compter sur son indéfectible soutien. Il jouait toujours un rôle décisif dans le Conseil du Centre et dans la Commission PFA du Conseil d'administration du BIT, en faisant particulièrement attention à l'importance fondamentale de la formation pour les organisations de travailleurs et à l'intégration entre le Centre et l'OIT et à la priorité absolue du Centre de contribuer au mandat fondamental de l'OIT, en tant qu'organisation tripartite et normative.

Marc Blondel incarnera toujours l'insigne exemple de l'aptitude à jouer un rôle de premier plan dans le mouvement syndical au niveau national et à rester en parallèle un dirigeant actif, engagé et extrêmement respecté au sein de l'OIT. Il était également une personne très intéressante; travailler à ses côtés ou pouvoir échanger avec lui était toujours une expérience positive profondément empreinte d'humanité.

Il nous manquera: chacun de nous au sein de l'équipe d'ACTRAV à Turin se souviendra toujours de lui avec affection, sympathie et gratitude pour sa précieuse et durable contribution à notre travail. Nous exprimons, une fois encore, nos sincères condoléances à sa famille et tout particulièrement à sa petite-fille Gaëlle, qui a travaillé avec nous ici à Turin, faisant preuve de qualités humaines et professionnelles supérieures.

2013: de bons résultats mais aussi des difficultés et incertitudes majeures

En 2013 le Programme des activités pour les travailleurs a exécuté ses activités dans le cadre de son mandat visant:

- au renforcement institutionnel et au développement des capacités des syndicats en relation avec l'Agenda du travail décent, la Déclaration sur la justice sociale de 2008, les normes internationales du travail et les droits des travailleurs, la liberté syndicale, l'organisation et la négociation collective;
- au développement de la capacité des syndicats de représenter et de défendre les intérêts des travailleurs dans les négociations collectives, le dialogue social et décisionnel, les programmes par pays pour la promotion du travail décent et les PNUAD;
- à la diffusion des capacités en matière de formation et d'éducation;
- à l'amélioration du tripartisme et de la participation des travailleurs dans les activités du Centre de Turin et au renforcement du rôle capital joué par les valeurs et le mandat de l'OIT dans les activités du Centre.

En 2013, le Programme a organisé 57 activités de formation (dont 11 cours réguliers à Turin, 31 sur le terrain, 4 cours d'éducation à distance et 11 autres activités de formation à Turin, dont 1 mixte). Le Programme a formé 1 460 participants, issus de 127 pays, dont près de 40 pour cent étaient des femmes.

En 2013 nous avons enregistré une augmentation considérable du nombre de travailleurs assistant à nos activités et aux activités du Centre en général (1 999 participants parmi les travailleurs). Cette augmentation a été possible grâce à l'affectation imprévue de ressources de la part de l'OIT et en grande partie réservées à la mise en œuvre des domaines de première importance identifiés par le Conseil d'administration dans le cadre de la réforme amorcée par le Directeur général.

Cependant, les fluctuations des ressources disponibles, liées en partie au cycle de deux ans du programme et budget de l'OIT (2013 était la deuxième année de la période biennale) ont rendu difficile la conception et exécution de parcours pédagogiques correctement planifiés, qui sont pourtant les plus adaptés pour tirer parti au maximum de l'incidence de la formation sur le renforcement des capacités des syndicats à travers le monde.

Principales réalisations du Programme:

- Augmentation du nombre d'activités, de participants et de jours de formation par participant.
- Augmentation de l'attention portée à l'organisation syndicale, la négociation collective (et notamment la politique salariale et les conditions de travail), les relations professionnelles précaires et vulnérables (les travailleurs domestiques, les travailleurs migrants et les travailleurs de l'économie informelle) et le développement durable.
- Renforcement de l'intégration entre la formation et l'action syndicale ainsi que rapidité à aborder les nouvelles priorités de l'OIT et des syndicats.
- Amélioration de nouveaux plans d'études sur: les droits des travailleurs, l'organisation et la négociation collective dans les entreprises multinationales, le travail domestique, le développement durable et les emplois verts, la communication syndicale, la politique salariale et la négociation collective.
- Renforcement des partenariats – récents et anciens – avec des centres de formation syndicale et avec des institutions favorables au mouvement ouvrier, notamment l'amorce d'une communauté de pratique sur les méthodes et les techniques de formation en collaboration avec l'Institut syndical européen et Solidar.
- Accroissement de la portée des services en organisant des activités sur mesure avec des FSI (IndustriAll), des entreprises multinationales (ENEL) et des syndicats appartenant à des pays de l'OCDE.
- Confirmation de sa première place dans les résultats d'évaluation de fin de cours et les évaluations de suivi parmi les programmes du CIF-OIT.
- Nouveaux produits disponibles en ligne: les Écoles du travail décent.

Nous avons également enregistré **des faits négatifs**, essentiellement liés aux difficultés rencontrées pour doter le Programme de ressources prévisibles adéquates permettant de faire face à nos priorités:

- Déséquilibre croissant entre les régions qui pénalise surtout les États arabes et l'Afrique
- Diminution de la participation des femmes
- Participation insuffisante des travailleurs aux activités du Centre (notamment les académies) en dehors du Programme pour les travailleurs
- Aucun nouveau projet spécifique aux travailleurs n'a été réalisé et les ressources disponibles de l'OIT n'étaient pas suffisantes pour des programmes de formation directement liés aux priorités de base des travailleurs.

De **nouveaux principes directeurs du tripartisme dans le Centre** ont été adoptés et nous nous efforcerons de les mettre en œuvre pendant les deux années restantes du Plan stratégique CIF-OIT 2012-2015 afin d'obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine pertinent.

Un mécanisme pilote pour apporter une contribution supplémentaire au Programme pour les travailleurs et au Programme pour les employeurs (lié à l'excédent d'exploitation du Centre) et pour alléger le poids de la contribution aux coûts fixes (CFC) a été défini avec la Direction du Centre en 2013 et sera mis à l'essai en 2014: nous exprimons notre gratitude pour cette décision et espérons que ces mesures puissent être pérennisées. Néanmoins, ces aspects positifs sont en contradiction avec d'autres tendances dans l'activité du Centre: la priorité absolue octroyée à l'engagement d'augmenter les recettes et la CFC a permis de générer un excédent mais a également créé une pression excessive sur le personnel et les programmes de formation, ce qui a entraîné une forte concurrence entre les Programmes du Centre. Nous sommes toujours inquiets de la transformation du Centre en une structure à deux vitesses et nous espérons que les tendances positives récentes allant dans le sens de la reprise puissent réconcilier les activités du Centre avec les valeurs de l'OIT et le tripartisme, en tant que priorité absolue de chaque Programme, depuis le Programme pour les travailleurs jusqu'à celui de la Turin School of Development.

2014-15: objectifs et problèmes spécifiques

Le Programme des activités pour les travailleurs procède de manière à maintenir et à accroître la qualité et l'incidence de son offre de formation. Il est axé sur une utilisation sélective des ressources disponibles pour l'exécution de programmes didactiques ancrés dans les priorités du Groupe des travailleurs et dans les secteurs de travail syndical, anciens et nouveaux, liés à la situation actuelle. Le Programme s'efforce également d'attirer des ressources supplémentaires et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la coopération avec ACTRAV-Genève et aux niveaux régional et national, ainsi qu'avec les organisations syndicales à tous les niveaux, afin d'établir des parcours et programmes pédagogiques cohérents assurant la promotion de méthodes de formation participatives et un plus grand partage des connaissances et des expériences en vue d'une contribution aux politiques et aux actions syndicales.

Toute l'équipe d'ACTRAV-Turin est convaincue qu'une telle approche est nécessaire pour exercer une influence sur le développement des institutions et des capacités au sein des organisations de travailleurs. Cet engagement se reflète dans le plan des activités prévues pour 2014 et 2015.

Notre équipe **participe pleinement à la réorganisation d'ACTRAV** par le biais de groupes thématiques et le partage de plans de travail. Nous souhaitons jouer un rôle central dans **l'amélioration de la pertinence des programmes éducatifs complets d'ACTRAV pour les organisations syndicales**. L'expérience d'une réunion de planification régionale d'ACTRAV en Afrique a illustré **la force de la coordination de la planification**. Nous espérons que **des séminaires spécifiques à la planification intégrée des activités de formation puissent être mis en place dans chaque région**. Il est nécessaire d'augmenter le flux d'informations entre ACTRAV, le Groupe des travailleurs et les organisations syndicales nationales, régionales et internationales ainsi que d'instaurer une **coordination permanente avec les centres éducatifs des syndicats à travers le monde**.

Afin d'**améliorer la pertinence des formations pour les syndicats** nous restructurons notre travail en tentant de mieux intégrer les activités de formation régionales, les approches thématiques et les gros investissements dans les activités interrégionales, qui sont une caractéristique spécifique de l'offre de formation de Turin.

Afin de parvenir à ces résultats en 2014 et 2015, nous travaillons à:

- un renforcement de l'intégration et du dialogue s'exerçant dans les deux sens avec les autres activités de formation mises en place à différents niveaux par ACTRAV;
- une évaluation plus concrète de l'incidence de la formation associant également les organisations syndicales, par l'augmentation des initiatives de suivi;
- la planification des activités sur une base biennale pour les principales priorités du Programme, en fonction des fonds limités disponibles;
- l'amélioration de l'intégration entre formation, recherche et actions et campagnes syndicales, en mettant l'accent sur les nouvelles priorités soulignées par les discussions de la Conférence et le mouvement syndical.

Nouveaux et anciens problèmes:

- Des liens plus étroits et manifestes avec les priorités du Groupe des travailleurs et l'ordre du jour de la Conférence.
- Des liens plus étroits et manifestes avec le Cadre stratégique de l'OIT et les nouveaux instruments de l'OIT adoptés par la Conférence.
- Le rôle spécifique accordé à la formation des travailleurs et des syndicats dans les domaines de première importance de l'OIT.
- Les effets convergents pour élaborer un nouveau produit spécifique sur la formation et le renforcement des capacités pour les mandants de l'OIT, notamment les travailleurs, dans la coopération technique de l'OIT.
- L'évolution entre des activités isolées et des parcours pédagogiques et de formation.
- La conception et la réalisation de nouveaux projets interrégionaux sur les entreprises multinationales, l'économie informelle et les compétences des syndicats pour la promotion du

travail décent, basés sur la Déclaration sur la justice sociale (et également sur des initiatives de coopération Sud-Sud).

- Le renforcement de la coopération et de la participation des syndicats des pays de l'OCDE aux activités et projets d'ACTRAV-Turin.
- L'augmentation de l'utilisation des installations du Centre par les organisations syndicales nationales et internationales, à commencer par les confédérations italiennes.

Concernant les ressources, notre objectif en 2014 est de mobiliser au moins la même somme que l'année passée – bien que nous nous trouvions dans la première année de la période biennale – afin de nous rapprocher des cibles fixées par le Plan stratégique du CIF-OIT 2012-2015.

Les ressources disponibles seront mises à profit pour parvenir à:

- L'amélioration de l'équilibre entre les régions
- La poursuite de nouveaux partenariats et l'évolution des partenariats existants
- La simplification des procédures
- La construction d'expériences bipartites positives, comme dans le cas d'ENEL, ou d'activités réservées aux travailleurs, y compris dans le secteur public européen et mondial (FSI)

Pour faire de ces objectifs une réalité, nous avons besoin de bénéficier de l'appui résolu de la Direction du Centre, basé sur une évaluation partagée d'un certain nombre de questions:

- Le Programme des activités pour les travailleurs (tout comme celui des activités pour les employeurs, mais avec cette différence non négligeable qu'ACTRAV investit depuis longtemps des ressources considérables dans le Centre) joue un rôle décisif dans l'entretien de liens solides entre le Centre et le mandat de l'OIT et en aucun cas ne peut être perçu comme un «fardeau» pour le Centre.
- La nature spécifique du Programme, au service des travailleurs en tant que mandants de l'OIT, exige une stratégie de mobilisation des ressources clairement définie, harmonisée avec la stratégie générale du Centre tout en gardant sa spécificité. De plus, les performances financières du Programme devraient être évaluées en fonction de sa nature spécifique. Il offre, en effet, des bourses intégrales à 99 pour cent des participants à ses activités, et il n'est pas envisagé de revenir sur ce trait distinctif dans les années à venir.

Cette appréciation s'applique aussi au contenu tripartite des activités du Centre en ce qui concerne la participation, toujours insuffisante des travailleurs, et la conception de plus d'activités totalement tripartites.

B. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2013

B.1 Le système d'exécution didactique du Programme

L'exécution didactique du Programme s'articule en:

- des cours réguliers résidentiels à Turin d'une durée de deux semaines (ainsi que la visite d'étude, le cas échéant, parrainée par des organisations partenaires européennes ou d'ailleurs);
- des cours et ateliers sur le terrain et à Turin (généralement de deux à cinq jours);
- des activités d'enseignement à distance;
- des cours mixtes (à distance et en présentiel);
- le suivi des cours et projets principaux.

Certaines activités s'inscrivent dans le cadre de projets financés par des institutions partenaires externes.

Le Programme propose également des services consultatifs pour l'organisation de cours ou d'ateliers pour des syndicats nationaux, européens et des organisations internationales (y compris les fédérations syndicales internationales) et contribue à l'organisation d'activités de perfectionnement et de formation pour le personnel d'ACTRAV.

Le Programme vise aussi à l'intégration du tripartisme et de la participation des représentants des travailleurs dans les activités de formation du Centre.

Les objectifs du Programme sont conformes aux résultats attendus du programme et budget de l'OIT, en particulier au résultat 10: **«Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives»**, et à ses indicateurs:

- Les organisations de travailleurs intègrent l'Agenda du travail décent dans leurs programmes de planification stratégique et de formation.
- Les organisations de travailleurs obtiennent un meilleur respect des droits fondamentaux des travailleurs et des normes internationales du travail grâce à leur participation à des débats d'orientation aux niveaux national, régional ou international.

De plus, nous portons une attention particulière à l'actualisation de nos cours en fonction de:

- l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail;
- les priorités des organisations syndicales internationales;
- l'élargissement réel des droits des travailleurs aux secteurs les plus vulnérables du monde du travail, comme ceux des travailleurs précaires, des travailleurs à contrats temporaires, des travailleurs de l'économie informelle, des femmes, des migrants, des travailleurs domestiques ou des ZFE.

L'action du Programme est orientée par **l'attention portée à des domaines stratégiques** dont l'objectif général est d'améliorer le renforcement des capacités des organisations de travailleurs au niveau national, régional et mondial dans le cadre d'une approche fondée sur les droits, ancrée dans les priorités du Groupe des travailleurs et d'ACTRAV:

- Normes internationales du travail et Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, en donnant la priorité à la liberté syndicale, le droit à la négociation collective et le recours au système de contrôle de l'OIT.
- Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et l'Agenda du travail décent et ses quatre piliers.

- Incidence de la mondialisation sur les travailleurs et les syndicats et des politiques macroéconomiques pour le développement durable et le plein emploi stable.
- Lutte contre la discrimination et les inégalités, y compris les politiques salariales et les politiques des revenus.
- Organisation syndicale, négociation collective et conditions de travail en mettant spécialement l'accent sur la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale.
- Politiques sociales et sécurité sociale, SST (accent spécial sur le VIH et le sida sur le lieu de travail).
- Gestion rationnelle des syndicats, technologies de l'information et de la communication pour les syndicats.
- Formation de formateurs et gestion des systèmes de formation.
- Égalité hommes-femmes et droits des travailleuses.

Après consultation d'ACTRAV (à Genève et sur le terrain) et du Secrétaire du Groupe des travailleurs, et en recherchant le plus haut degré possible de coopération avec les organisations internationales, régionales et nationales – y compris les fédérations syndicales internationales – le Programme élabore et met continuellement à jour ses plans d'études centraux.

Parmi les plans d'études les plus pertinents, nous citerons les suivants:

- *Les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*
- *Le renforcement des capacités des syndicats pour la promotion du travail décent et des priorités des travailleurs dans les PPTD et le PNUAD (projet «Travail décent au cube»)*
- *Sécurité sociale et protection sociale*
- *Sécurité et santé au travail (SST) et VIH et sida*
- *Analyse économique et financière des entreprises pour la négociation collective*
- *Compétences en matière de négociation collective et conditions de travail*
- *Relations professionnelles et travailleurs en situation d'emploi précaire*
- *Travailleurs de l'économie informelle*
- *Dialogue social (également au niveau sectoriel)*
- *Économie internationale et économie politique*
- *Organisation et gestion des syndicats*
- *Communication à l'usage des syndicats*
- *Droits des travailleuses et intégration du principe d'égalité entre hommes et femmes*
- *Technologies de l'information et enseignement à distance pour les syndicats*
- *Méthodes de formation et systèmes de formation syndicale*
- *Travail décent, développement durable et emplois verts*
- *Politiques de l'emploi en mettant spécialement l'accent sur les jeunes et les femmes (nouveau)*

- Organisation syndicale et négociation collective pour les droits des travailleurs dans les entreprises multinationales (nouveau)
- Travail décent pour les travailleurs domestiques (nouveau)

Le Programme s'engage à mener ses activités dans le cadre d'un ensemble de programmes de formation, dont le but est d'améliorer leur pertinence pour les organisations syndicales participantes. Pour parvenir à cet objectif, le Programme utilise différents moyens, tels que l'élaboration d'un ensemble pédagogique dans lequel on peut retrouver des outils d'aide en ligne, la promotion et le soutien à la création d'un réseau de spécialistes régionaux, nationaux et sous-régionaux sur des sujets spécifiques et l'ouverture totale à la synergie et la coordination de la planification avec les spécialistes sur le terrain.

B.2 Actions menées en relation avec les conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2013

Au cours de sa 32^e réunion qui s'est tenue à Turin les 9 et 10 mai 2013, le Comité de la formation syndicale est parvenu à un consensus sur une série de points majeurs (le texte intégral des conclusions de la 32^e réunion du comité figure en Annexe 1).

En suivant ces recommandations, et en surveillant soigneusement l'utilisation de ses ressources, le Programme a mené un certain nombre d'actions visant à :

- a) renforcer la mobilisation des ressources pour le programme des travailleurs;**
- b) appuyer l'intégration du Centre avec l'OIT;**
- c) renforcer l'intégration du Programme des activités pour les travailleurs de Turin** dans l'ensemble des activités de formation menées par les spécialistes d'ACTRAV sur le terrain;
- d) dispenser les programmes de formation approuvés par le comité;**
- e) actualiser les plans d'études des cours réguliers en proposant de nouveaux programmes sur les entreprises multinationales et les travailleurs domestiques;**
- f) engager le Programme dans la conception et l'exécution d'activités traitant de problèmes transversaux liés aux PPTD;**
- g) réviser et élaborer des manuels et des supports de formation syndicale;**
- h) élargir et développer davantage la coopération avec les réseaux régionaux de formation syndicale, les réseaux et les institutions de recherche;**
- i) rechercher une interaction approfondie avec la CSI et ses structures régionales ainsi que les FSI;**
- j) appuyer la participation des travailleurs aux cours de formation générale** menés par le Centre de Turin.

En ce qui concerne les perspectives du Centre et du Programme, une affectation supplémentaire des ressources provenant de l'excédent du Centre nous a été attribuée (ainsi qu'au Programme pour les employeurs) à titre expérimental en 2014. Cette nouvelle affectation va dans le bon sens. Néanmoins, les efforts devraient être intensifiés pour mobiliser des ressources plus structurelles et prévisibles afin de répondre aux besoins fondamentaux des mandants de l'OIT en matière de formation, et surtout des travailleurs.

L'année dernière le Programme a continué **d'élargir sa coopération avec des institutions favorables au mouvement syndical et avec des centrales syndicales nationales ou des fédérations syndicales internationales** en vue de cofinancer des activités ou d'exécuter des activités sur mesure, **cependant que la coopération avec des instituts et des écoles de formation syndicale s'amplifiait** à la satisfaction générale des partenaires.

Toutefois, **la limitation des ressources disponibles pour mener des activités sur le terrain** et la diminution des fonds mis à disposition pour les projets ont constitué **des freins à la conception et à l'exécution de programmes de formation complets dans chaque région qui ont été associés à des stratégies de partage du renforcement des capacités**. Des difficultés dans la mise en œuvre de la coordination nécessaire au niveau régional, au-delà des efforts de notre équipe et des organisations qui sont nos partenaires régionaux, sont toujours présentes et devraient être prises en charge dans le cadre de la réorganisation d'ACTRAV.

Nous avons pu notamment, en dépit des limitations subjectives de la capacité du Programme de mener des activités en français et en arabe, et grâce à la collaboration de spécialistes d'ACTRAV et des bureaux régionaux et aux contributions de collaborateurs externes, élaborer des activités destinées à l'Afrique francophone et aux États arabes. Nous devrions cependant chercher une solution plus structurelle à cette carence avec l'appui de la Direction du Centre. À partir de 2015, les pays lusophones participeront également aux cours réguliers destinés à l'Afrique, tout en renouvelant l'expérience des cours interrégionaux dispensés en portugais uniquement (Brésil et Afrique) – peut-être également avec la participation du Timor-Leste.

Il est prévu de réviser le site Web du Programme ainsi que la lettre d'invitation et la description des cours destinées aux organisations invitées, le but étant de diffuser davantage d'informations sur les activités et les programmes et que ces informations soient le plus claires et complètes possible, pour que les candidatures présentées par les syndicats correspondent au contenu du cours.

Si l'on examine **la cible de participation des travailleurs aux activités du Centre fixée par le Plan stratégique du CIF-OIT, les chiffres indiquant la participation des représentants syndicaux en général sont toujours inférieurs aux objectifs** et notamment en ce qui concerne les activités tripartites et les académies, qui accueillent un très faible nombre de travailleurs, outre de fréquents problèmes pour respecter le processus de désignations par l'intermédiaire du Secrétaire du Groupe des travailleurs.

B.3 Activités et participants en 2013

En 2013, le Programme a organisé **57 activités de formation (4 de plus que l'année précédente): 21 activités à Turin, dont 11 cours réguliers à Turin et 31 sur le terrain, 4 cours à distance et 1 cours mixte (à distance et sur le campus)**. On trouvera une description sommaire de chaque activité en Annexe 2.

Seize activités ont été totalement financées ou cofinancées par des projets (28,1 pour cent du total et 11 de moins qu'en 2012) **avec 444 participants** (30,4 pour cent du total et 270 de moins que l'année précédente): 3 activités à Turin, 12 sur le terrain et 1 en ligne.

En 2013, **1 460 participants ont pris part au Programme. Ils étaient issus de 127 pays** (soit 10,8 pour cent du nombre total de participants aux activités du Centre), chiffre en diminution de 18,4 pour cent par rapport à 2012 (voir Tableau 1). Les participants en 2013 se sont répartis en 874 hommes (59,9 pour cent) et 586 femmes (40,1 pour cent); *à noter une nette diminution du nombre de participantes (-9,3 pour cent)*.

Le Programme a organisé **trois activités bipartites** (deux sur le dialogue social dans le secteur commercial en Europe et une activité pour les représentants syndicaux et les dirigeants de l'entreprise italienne ENEL). De plus, 44 employeurs et 33 travailleurs ont participé à deux activités bipartites menées par le Programme pour les employeurs. Trois fonctionnaires internationaux ont assisté aux activités du Programme en tant que participants.

Par conséquent, les travailleurs assistant aux formations représentent un total de 1 404 (sans compter les **33** participants aux activités bipartites gérées par le Programme pour les employeurs).

Dans ce cadre, **une bonne gestion des ressources a permis d'offrir le nombre d'activités le plus élevé possible et de maintenir le niveau de qualité de l'offre de formation**. La contribution de l'ensemble du personnel à ces résultats a été précieuse et très efficace.

Les activités de l'année passée ont porté sur les sujets suivants (certaines activités abordant plus d'un sujet):

- Approche intégrée de l'Agenda du travail décent (13)
- Dialogue social, notamment l'aspect sectoriel (11)
- Normes internationales du travail, liberté syndicale (9)
- Salaires et négociation collective (9)
- Organisation et gestion syndicale (7)
- Mondialisation, politiques de l'emploi, Pacte mondial pour l'emploi (6)
- SST et VIH et sida (6)
- Entreprises multinationales, Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales (5)
- Formation de jeunes dirigeants (3)
- Protection sociale et sécurité sociale (3)
- Formation de formateurs et techniques et méthodes de formation (3)
- Séminaires de suivi (3)
- Travailleurs en situation précaire et relations professionnelles (3)
- Travailleurs de l'économie informelle (3)
- Migrations (3)
- Développement durable et emplois verts (2)
- Travailleurs domestiques (2)
- Intégration des questions d'égalité hommes-femmes (2)
- Travailleurs du secteur rural (1)
- Communication syndicale (1)

Tous les cours ont été organisés et dispensés par le personnel du Programme. Des spécialistes extérieurs sont intervenus pour certaines parties spécifiques du programme.

Les désignations des organisations invitées à participer à toutes les activités ont été approuvées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

Tableau 1 - Programme des travailleurs: participation annuelle (de 1996 à 2013)

Année	Participants
1996	274
1997	253
1998	293
1999	442
2000	433
2001	739
2002	865
2003	688
2004	962
2005	835
2006	1 065
2007	1 565
2008	1 833
2009	1 268
2010	1 218
2011	1 982
2012	1 233
2013	1 460

Tableau 2 - Programme des travailleurs: participants par région* (2013)

Région	Total	Différence	Hommes	Femmes	Femmes en 2012
Afrique	176	-63	59,1 %	40,8 %	54,4 %
Amérique latine	339	+67	52,8 %	47,2 %	51,9 %
Asie-Pacifique	326	+113	55,2 %	44,8 %	45,5 %
Europe	611	+116	66,4 %	33,6 %	46,8 %
États arabes	5	-8	33,3 %	66,7 %	23,1 %
CEI	3	+2			
TOTAL	1 460	+227	874	586 (40,1 %)	49,4 %

* Les participants des activités interrégionales se répartissent de la façon suivante: 24 participants d'Afrique, 21 d'Amérique latine, 9 d'Asie-Pacifique, 181 d'Europe et 5 des États arabes.

Tableau 3 - Programme pour les travailleurs: participants par type d'activité (2013)

Type d'activité	Participants		
	Nombre	%	Diff. 2012
Cours réguliers (Turin)	166	11,4	-18
Autres activités (à Turin et activités mixtes: à distance et à Turin)	396	27,1	+122
Activités sur le terrain	706	48,3	-4
Total présentiel	1 268	86,8	+100
Enseignement à distance	192	13,2	+127
TOTAL	1 460	100,0	+227
<i>Projets</i>	<i>444</i>	<i>30,4</i>	<i>-270</i>

Ces résultats sont positifs mais ils confirment la faiblesse structurelle de la stratégie de mobilisation des ressources du CIF-OIT pour le Programme des activités pour les travailleurs, faiblesse qui a été soulignée de manière récurrente au cours des précédentes réunions du Comité de la formation syndicale.

Les fluctuations dans le nombre de participants et d'activités enregistrées d'une année à l'autre sont exclusivement liées à l'augmentation ou à la diminution des ressources mises à disposition du Programme pour les travailleurs, **sans réelle possibilité de planifier des programmes de formation sur la base de ressources disponibles en amont** (*au-delà des cours réguliers approuvés annuellement par le Comité de la formation syndicale*). Cet état de fait a également une incidence sur les ressources très limitées disponibles pour les activités de suivi.

Un meilleur équilibre entre les différentes régions dans la prestation de cours est également dû à cette imprévisibilité des ressources disponibles, qui est surtout défavorable à l'Afrique et aux États arabes. Nous avons remarqué une tendance positive dans la région Asie-Pacifique (avec des résultats très efficaces dans la gestion partagée de plusieurs activités avec des partenaires syndicaux locaux) et en Amérique latine (où d'énormes efforts ont été déployés pour compenser l'abandon du projet avec l'Espagne). En Europe, le Programme s'est surtout consacré à des projets financés par l'Union européenne; le nombre d'activités organisé avec nos propres fonds ayant été très limité. L'Europe est cependant une région plus grande que d'autres qui n'ont par ailleurs pas accès à des fonds venant de projets.

Une évolution positive de l'année examinée a été liée à l'augmentation des nouvelles activités interrégionales exécutées en partenariat avec les FSI et les syndicats des pays de l'OCDE, qui confirment l'existence d'un nouveau secteur d'activité pour le Programme des travailleurs de Turin.

La coopération au niveau régional a également été très positive. Ainsi, en Afrique, presque toutes les activités sur le terrain ont été organisées dans des établissements de formation appartenant à des syndicats, à savoir: le Centre de formation de la CSI-Afrique à Lomé, le Kwame Nkrumah Labour College de l'OUSA à Accra et le Tom Mboya Labour College de la COTU-Kenya à Kisumu; en Asie, nous avons développé une collaboration renforcée avec des institutions comme la JILAF au Japon et la KOILAF en Corée, ainsi que de solides partenariats avec l'ACFTU en République populaire de Chine et la FTUM à Myanmar; dans les Amériques et en Europe, notre Programme a coopéré de manière soutenue avec la CSA, la CES, l'ISE et les fédérations sectorielles européennes.

Les réalisations les plus remarquables de l'année sont:

- La première activité bipartite sur les relations professionnelles internationales à l'échelle de l'entreprise avec la participation de la société ENEL, qui s'emploie à mettre en œuvre un accord-cadre international qu'elle vient de signer.
- Le premier atelier régional cofinancé par ACFTU dans la région Asie-Pacifique et qui s'est tenu à Beijing.
- Un séminaire commun organisé par ACTRAV-Turin/ISE/Solidar pour amorcer la mise en place d'une communauté de pratique en ligne sur les méthodes et techniques de formation.
- L'élaboration et mise à l'essai d'un nouveau produit, les «Écoles du travail décent» dans les Amériques.

B.4 Cours réguliers

Le Programme a organisé **11 cours réguliers pendant l'année**. Un cours destiné aux États arabes a été repoussé à mars 2014 et remplacé par une autre activité, à la demande de la région. Vous trouverez les détails des cours réguliers dans l'Annexe 3.

Tous les cours réguliers se sont déroulés sur le campus de Turin – ils ont réuni 166 participants, ce qui correspond à 11,4 pour cent de tous les participants – et sur une durée de deux semaines. Trois de ces cours comprenaient une visite d'étude auprès d'une organisation syndicale dotée d'un savoir-faire spécialisé en rapport avec le cours (deux en Espagne et une au Portugal).

Les cours réguliers ont été spécialement conçus **pour soutenir l'objectif de formation visant à renforcer les capacités des syndicats dans les domaines de l'organisation et de la négociation collective, en mettant spécialement l'accent sur les entreprises multinationales et la chaîne d'approvisionnement, et à aborder des problèmes émergents comme ceux des travailleurs domestiques.** Par conséquent, sur onze cours cinq ont été consacrés à ces thèmes. En outre, **deux nouveaux plans d'études** ont été testés sur un public interrégional dans les domaines suivants:

- Renforcement des capacités concernant les droits syndicaux et le travail décent pour les travailleurs domestiques
- Organisation et gestion syndicale dans les entreprises multinationales pour les droits des travailleurs

Le nouveau programme sur le «Travail décent, développement durable et emplois verts» a été mis en place dans la région Afrique, alors que le plan d'études sur les compétences communicatives pour les syndicats a été testé en Asie-Pacifique.

Trois cours ont été dispensés en anglais, deux en espagnol, un en portugais, un en français, un en russe et anglais et deux en anglais et espagnol. Un cours destiné à l'Afrique a été organisé avec une interprétation en anglais et en français afin de favoriser l'intégration et l'échange d'expériences entre les deux principaux groupes linguistiques du continent.

Trois cours ont été organisés pour l'Afrique, deux pour les Amériques, deux pour l'Asie-Pacifique, un pour l'Europe et trois pour un public interrégional (dont un pour l'Afrique lusophone et le Brésil).

Les cours réguliers ont été les suivants:

AFRIQUE

- **A1-06021 - Formation syndicale sur le développement durable et le travail décent pour tous** (en français et anglais)
- **A1-06025 - Formation syndicale de renforcement des capacités pour organiser et gérer un syndicat** (en anglais)
- **A1-06030 - Formation syndicale de renforcement des capacités des syndicats en matière de négociation collective** (en français)

AMÉRIQUES

- **A2-06022 - Formation syndicale sur les politiques de l'emploi et l'économie informelle** (en espagnol)

Visite d'étude: Espagne (CC.OO.)

- **A2-06026 - Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail et le VIH/sida** (en espagnol)

Visite d'étude: Espagne (UGT)

ASIE-PACIFIQUE

- **A3-006024 - Formation syndicale de renforcement des capacités des syndicats pour la promotion du travail décent**
- **A3-060028 - Formation syndicale sur la communication dans les syndicats** (en anglais)

EUROPE

- **A4-06032 - Formation syndicale de renforcement des capacités de négociation collective** (en russe et en anglais)

INTERRÉGIONAL

- **A9-06031 - Formation syndicale sur la protection et la sécurité sociale** (en portugais pour l'Afrique lusophone et le Brésil)
- **A9-06029 - Formation syndicale sur les droits syndicaux et les normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques** (en anglais et espagnol)
- **A9-06027 - Formation syndicale sur l'organisation syndicale et la négociation collective dans les entreprises multinationales pour le respect des droits des travailleurs** (en anglais et espagnol)

B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain

Parallèlement à ses cours réguliers, le Programme a mené d'autres activités en présentiel à Turin et dans les différentes régions. En 2013, le Programme a réalisé **42 activités de formation: 11 à Turin** (deux de plus que l'année précédente) **et 31 sur le terrain** (deux de plus que l'année d'avant). Une des activités menées à Turin était en fait un cours mixte (enseignement à distance et cours sur le campus). Parmi les activités susmentionnées, 16 ont été organisés par des projets financés par des organes externes.

Ces activités ont été suivies par **1 102 participants**: 706 participants aux activités sur le terrain et 396 pour les activités à Turin.

On trouvera la liste complète des activités menées à Turin, sur le terrain et des activités basées sur des projets en Annexes 5, 6 et 8, respectivement.

Les activités organisées à Turin se sont réparties comme suit:

- Asie-Pacifique: 2
- Europe: 5
- États arabes: 1
- Interrégional: 3

Les activités organisées sur le terrain se sont réparties comme suit:

- Afrique: 5
- Amérique latine: 7
- Asie-Pacifique: 11
- Europe: 8

B.6 Enseignement à distance

L'année dernière, le Programme des activités pour les travailleurs de Turin a organisé **quatre cours à distance** pour les Amériques (un dans le cadre d'un projet) et un cours mixte pour l'Europe (à distance et sur le campus) rassemblant **32 participants** (dont 17 femmes) et représentant 256 jours de formation/participant. La liste des cours à distance figure en Annexe 8.

Les participants à ces cours ont atteint un nombre de 192, dont 115 femmes (59,9 pour cent), pour un total de 1 380 jours de formation/participant.

Tableau 4 - Programme des travailleurs: enseignement à distance (2006-2013)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre total de cours	7	10	13	17	5	3	3	4
Nombre total de participants (final)	167	190	327	245	155	93	65	192
Nombre moyen de participants (par cours)	24	19	25	15	31	31	22	48

B.7 Projets

Au cours de l'année écoulée, le Programme a mené **16 activités dans le cadre des cinq projets** suivants, qu'il a directement gérés (pour plus d'informations, veuillez consulter l'Annexe 7):

- **Dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats (en partenariat avec IndustriAll Europe)**

Parrainé par la Commission européenne (dans le cadre d'un accord de gestion conjointe entre la Commission européenne et l'OIT)

Activités: **six** activités menées en Croatie, Hongrie, Lituanie, République tchèque, Turquie et à Turin.

- **Dialogue social dans le secteur du commerce (en partenariat avec UNI-Europe et EuroCommerce, projet bipartite en coopération avec ACT/EMP-Turin)**

Parrainé par la Commission européenne

Activités: **deux** activités menées à Bruxelles et en Pologne.

- **Renforcement des modalités d'information et de consultation pour les membres du comité d'entreprise européen d'ENEL et les responsables des ressources humaines dans une dimension internationale (en partenariat avec ISP, IndustriAll Global et IndustriAll Europe, projet bipartite en coopération avec ACT/EMP-Turin et ENEL).**

Parrainé par la Commission européenne

Activité: **une** activité menée à Turin.

- **Plusieurs projets financés par l'Italie (MENA, Myanmar)**

Parrainé par le gouvernement italien

Activités: **trois** activités à Myanmar et **un** cours à Turin pour l'Afrique du Nord.

- **Une activité d'enseignement à distance** sur l'approche intégrée du travail décent a été dispensée avec le soutien du Fonds d'innovation du Centre et cofinancée par des institutions partenaires espagnoles dans le but de tester de nouveaux supports en ligne pour la formation.

En outre, deux activités en Afrique sur le VIH/sida et la migration de main-d'œuvre et sur la SST et le VIH/sida (suivi) ont été cofinancées par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), dans le cadre d'un projet géré par ACTRAV-Genève.

B.8 Questions de genre

Le bilan de la participation des femmes aux activités du Programme pour l'année 2013 est présenté en Annexe 9.

Le pourcentage total de participantes à l'ensemble des cours du Programme des activités pour les travailleurs a atteint 40,1 pour cent (9,3 pour cent de moins que l'année précédente). Ce résultat constitue une grave diminution par rapport à la tendance à la hausse enregistrée en 2011 et 2012.

Ces résultats peuvent s'expliquer en partie par le nombre prédominant de participants masculins au projet de dialogue social sectoriel européen qui, l'année dernière, visait des secteurs employant majoritairement des hommes: dans ce projet les femmes étaient représentées par 73 participantes sur un total de 204 personnes (35,8 pour cent). En outre, les femmes ont été très peu présentes dans les activités avec les représentants syndicaux de sociétés multinationales – ENEL, Fiat-Chrysler et Case-New Holland. On compte 32 femmes sur un total de 162 participants, ce qui correspond à 19,8 pour cent. La participation féminine globale est également en baisse dans toutes les régions, à l'exception des États arabes (Asie: –2 pour cent, Europe: –13 pour cent, Afrique: –13 pour cent et les Amériques: –5 pour cent). Cette tendance négative est confirmée par la moindre participation féminine aux 11 cours réguliers, représentant seulement 46 pour cent. Il en a été de même pour les activités de terrain, avec un pourcentage global de 39 pour cent, et pour l'enseignement à distance, avec un taux de participation féminine de 60 pour cent.

Les résultats enregistrés pour la participation féminine montrent que nous devons consacrer une attention particulière à l'objectif de la participation des femmes à nos cours, en travaillant également en étroite collaboration avec le Programme des questions de genre du Centre, d'autant plus que son efficacité a encore été démontrée en 2013. Il est nécessaire de procéder à une analyse spécifique de la situation dans chaque région pour trouver les moyens les plus efficaces de pérenniser la participation élevée des femmes aux activités du Programme et de mieux intégrer une perspective de genre dans nos cours, cela passant également par des activités spécifiques sur la discrimination à l'égard des femmes et les conditions de vie et de travail des femmes.

Le Programme d'activités pour les travailleurs de Turin continuera à encourager les syndicats à désigner davantage de femmes syndicalistes pour les activités de formation, en confirmant les critères de sélection et les exigences explicites existants. Il devrait être envisagé de trouver des moyens d'exprimer notre désapprobation et peut-être même de sanctionner les organisations qui ne respectent pas ces critères et exigences dans la présentation des candidatures.

B.9 Liberté syndicale et droit à la négociation collective

La liberté syndicale et le droit à la négociation collective constituent des éléments essentiels des activités du Programme, et ils bénéficient d'une coopération de longue date avec les programmes techniques du Centre en matière de normes internationales du travail et de dialogue social. Tous les cours réguliers prévoient au moins une session sur la liberté syndicale, les normes internationales du travail et les mécanismes de contrôle.

Ces dernières années, ces questions ont progressivement gagné de l'importance pour le Programme et des activités spécifiques ont été organisées afin de renforcer les capacités des syndicats à organiser les travailleurs, même ceux qui travaillent dans un secteur marginalisé du marché du travail. Le Programme travaille également en étroite coopération avec les fédérations syndicales internationales, sur le thème des entreprises multinationales et leur chaîne d'approvisionnement. Qui plus est, nous portons un intérêt croissant à l'analyse des résultats financiers appliquée à la négociation collective et aux compétences en matière de négociation collective.

Lors de l'année écoulée, la liberté syndicale et la négociation collective ont constitué l'une des thématiques principales des 34 activités, y compris 11 activités sur le dialogue social sectoriel et 8 des 11 cours réguliers.

B.10 Évaluation

Le Programme procède à une évaluation détaillée de ses cours. En 2013, les participants à ces activités ont accordé au Programme une note globale de 4,42 sur 5. Un aperçu plus détaillé des évaluations figure en Annexe 10.

Une fois de plus, le Programme se classe au-dessus de la moyenne du Centre en termes de notes d'évaluation. La qualité d'ensemble des activités a reçu une note de 4,60 avec 96 pour cent de réponses entre 4 et 5. Les résultats du secrétariat et de l'organisation des activités sont très positifs; nous remercions donc tout particulièrement l'équipe administrative pour son dévouement. L'intégration des questions de genre récolte des résultats moins positifs et révèle des faiblesses dans les méthodes d'apprentissage (mais des résultats positifs concernant le matériel didactique) et la pertinence par rapport à la fonction actuelle des participants, ce qui met en lumière la nécessité d'une plus grande rigueur dans la sélection des candidats et l'engagement des organisations nationales).

L'évaluation de suivi réalisée selon la même notation pour 11 activités a donné de bons résultats, toujours au-dessus de la moyenne du Centre:

- Grande ou très grande amélioration des compétences 3,90 (Centre: 3,67)
- Grande ou très grande amélioration des performances professionnelles 3,80 (Centre: 3,47)
- Grande ou très grande amélioration des performances organisationnelles 3,07 (Centre: 2,99)
- Utilisation des réseaux établis 2,89 (Centre: 2,89)
- Utilisation du matériel de formation 3,32 (Centre: 2,43)
- Participation aux cours considérée comme un bon investissement 4,21 (Centre: 3,86)

Il est toujours nécessaire de créer un mécanisme plus utile d'évaluation de l'incidence et de la pertinence des formations pour les organisations participantes. Il devrait être mis en place par l'amélioration de la coordination avec les structures extérieures et les bureaux régionaux d'ACTRAV et l'analyse permanente des besoins de formation au niveau national et régional.

B.11 Matériel didactique et technologies de l'information et de la communication (TIC)

En 2013, le Programme a poursuivi la révision, la mise à jour et le développement du matériel didactique faisant partie de la formation globale «Travail décent au cube»; parmi ce matériel, une mention spéciale doit être faite aux guides suivants, qui mettent l'accent sur l'égalité de genre:

- Lacunes en matière de protection sociale
- Socles de protection sociale et égalité de genre
- La durabilité de la vie examinée depuis la responsabilité des soins
- Guide d'intervention syndicale pour l'équité dans la protection sociale

De plus, deux guides élémentaires en rapport avec le domaine de première importance 6 ont été élaborés au cours de l'année dans le cadre du projet régional FORLAC avec le soutien du bureau régional d'ACTRAV:

- Guide pour recueillir des données sur l'économie sociale
- Guide du socle de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle.

Le travail accompli l'année dernière a permis de donner lieu à une nouvelle caractéristique importante: le volet de recherche ou d'enquête a été ajouté à de nombreuses activités, ce qui a eu pour conséquence une meilleure adaptation du contenu de la formation aux besoins des participants et l'élaboration de présentations et documents pouvant être utiles aux prochaines formations. Par exemple, une

enquête en ligne sur la négociation collective a été réalisée avant le cours portant sur ce sujet en Europe (en anglais et en russe); une enquête en ligne a été mise en place avant cinq ateliers destinés au secteur du commerce; une conférence en ligne a été organisée pour ETF, une recherche a été effectuée pour le projet ENEL; une enquête en ligne sur les stratégies et pratiques d'organisation syndicale a été menée, etc. ACTRAV a toujours défendu des méthodes d'apprentissage actif qui passent par la participation aux travaux préalables aux cours, l'élaboration de présentations et rapports nationaux, la participation active aux débats et groupes de travail et la rédaction de plans d'action.

Les ressources mises à disposition par l'OIT et affectées au développement des domaines de première importance ont permis d'investir dans la préparation d'un nouvel ensemble pédagogique sur les travailleurs de l'économie informelle à partir du matériel existant et qui sera adapté en fonction des résultats de la discussion de la Conférence de 2014.

Les technologies de l'information et de la communication – l'utilisation des ordinateurs et des communications informatiques – constituent un outil essentiel pour le développement des capacités syndicales. Ces dernières années, le Programme a donc accumulé une expérience appropriée de la conduite de cours résidentiels sur ces technologies, organisé des séminaires d'une semaine et des activités mixtes d'un an sur ce sujet, fourni des services consultatifs, produit des matériels didactiques spécifiques et dispensé des cours entièrement en ligne. L'année dernière, le Programme a cherché à actualiser et adapter les services de TIC existants, en mettant l'accent sur les besoins émergents des syndicats et sur le Programme en lui-même ainsi que sur une utilisation optimale des ressources.

L'évaluation très positive de l'expérience réalisée avec les équipes des deux institutions et avec le bureau régional d'ACTRAV en Amérique latine et le bureau de l'OIT à Madrid a permis de proposer une adaptation à la région des activités de formation professionnelle intégrant le contenu du travail décent grâce au kit didactique «Travail décent au cube». Les expériences significatives de la CGT-Argentine et des trois centrales brésiliennes, par l'intermédiaire de l'institut syndical DIEESE et de CINTERFOR, constituent les principales contributions de la région en rapport avec le domaine de première importance 2, à savoir le développement des qualifications professionnelles des jeunes.

Le développement des «Écoles ou Académies du travail décent» en tant qu'espaces d'apprentissage tout au long de la vie, grâce à la collaboration syndicale espagnole, a été déterminant dans le succès de cette démarche et le renforcement de l'offre de formation intégrale d'ACTRAV, après traduction dans d'autres langues.

Enfin, le projet lancé en collaboration avec l'Institut syndical européen et Solidar – visant à créer une communauté de pratique pour faire partager son expérience des méthodes et techniques de la formation syndicale – permet aux organisations de partager des informations utiles et pertinentes. Il favorise aussi la création, l'expérimentation et l'innovation dans le domaine du partage des connaissances. En définitive, il détermine et anticipe les besoins communs des futurs apprenants et soutient le développement de l'innovation technique et scientifique en la matière.

B.12 Rapport financier

En 2013, le Programme a financé ses activités de plusieurs manières. ACTRAV nous a octroyé une partie de la somme correspondant à la coopération technique financée par le budget ordinaire (CTBO), le Centre a apporté des fonds provenant de la contribution volontaire italienne – rétablie en 2013 –, de l'excédent d'exploitation et de la CTBO régionale. Des fonds de l'OIT (nouvelle répartition des ressources et fonds en glissement réservés en partie aux domaines de première importance) ont également été utilisés. Un certain nombre d'organisations syndicales ou favorables au mouvement ouvrier, nationales et internationales, ont cofinancé nos activités. Enfin, des projets surtout financés par l'Union européenne ont contribué à l'exécution d'un nombre important d'activités, nonobstant une considérable réduction de leur quantité totale. Pour plus d'informations sur l'utilisation des contributions en 2013, veuillez consulter l'Annexe 11 et l'Annexe 11bis.

Les fonds captifs ont représenté plus de 65 pour cent des recettes (contre 42,7 pour cent en 2012 et 29,6 pour cent en 2011) et la contribution de la CTBO régionale a subi une légère baisse. D'autres sources externes de financement ont représenté 9,1 pour cent des recettes (9,3 pour cent en 2011 et 8,81 pour cent en 2010). Les chiffres sur les ressources liées aux projets montrent à quel point elles sont imprévisibles. En 2013 elles ont représenté 32,4 pour cent des recettes totales du Programme (contre 44 pour cent en 2012 et 53,3 pour cent en 2011).

La CFC a atteint 35,9 pour cent du total, correspondant à 97,1 pour cent de la cible attendue (le résultat le plus élevé des sept dernières années).

Tableau 5: Programme des travailleurs: ressources financières (2012-13)

Sources de financement	2012	2013	Diff.	Notes
Contribution italienne	511 145 €	546 090 €	+34 945 €	Dont le report de l'année précédente.
ACTRAV	693 318 €	535 006 €	-158 312 €	La contribution du CTBO d'ACTRAV est versée à 60 % la première année de la période biennale et à 40 % la deuxième année.
CTBO/OIT/CT	215 000 USD	195 454 USD	-19 546 USD	La contribution CTBO/OIT/CT est versée à 60 % la première année de la période biennale et à 40 % la deuxième année.
OIT	= =	348 338 €	+348 338 €	Fonds de glissement de l'OIT pour les activités et les domaines de première importance et nouvelle affectation de l'OIT.
TOTAL	2 207 151 €	2 196 886 €	+9 485 €	
Contribution des projets	971 751 €	712 841 €	-258 910 €	
Contribution aux coûts fixes (CFC)	659 730 €	770 733 €	+137 784 €	
% CFC par rapport au total	29,9 %	35,9 %	+6,0 %	

Contribution des projets en 2013:

Union européenne: (commerce + dialogue social sectoriel + ENEL) 499 833 €

Italie: (MENA et Myanmar) 99 786 €

Suède: (SST en Afrique) 113 222 €

B.13 L'équipe d'ACTRAV-Turin

Les personnes rattachées au Programme en 2013 ainsi que leurs responsabilités, figurent ci-après:

M. Giacomo Barbieri,	chef du Programme et chargé des activités interrégionales; point focal pour l'intégration des questions d'égalité hommes-femmes
M. Jesús García Jimenez,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes
M. Mban Kabu,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Afrique
M. Arun Kumar,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Asie et le Pacifique
Mme Evelin Toth,	responsable de programmes, chargée du programme régional pour l'Europe
Mme Martha Tirelli,	assistante du Programme
Mme Daniela Klein,	secrétaire de programmes, point focal pour l'intégration des questions d'égalité hommes-femmes
Mme Clelia Pellerino,	secrétaire de programmes
Mme Daniela Ciot,	secrétaire de programmes adjointe (sur projet)

Le personnel a déployé tous ses efforts pour répondre aux demandes découlant des activités et pour maintenir des normes de qualité élevées. Il y est parvenu grâce à son engagement permanent.

B.14 Spécialistes du CIF-Turin, d'ACTRAV, de l'OIT et spécialistes externes

Le Programme recourt à des spécialistes externes pour ses cours et autres activités, ce qui permet aux participants de se familiariser avec des points de vue et des expériences provenant de différentes régions et de nombreuses organisations syndicales à travers le monde. En outre, en ayant recours à ces spécialistes externes nous permettons à des experts d'intervenir dans des domaines particuliers abordés par le Programme.

En 2013, le Programme a sollicité l'intervention de 146 spécialistes externes, dont 65 étaient des ressortissants de pays extérieurs à l'Europe et 40,1 pour cent étaient des femmes. Ils provenaient de 31 pays situés hors Europe et 16 étaient européens. Parmi eux, se trouvaient 24 fonctionnaires du siège et des bureaux régionaux – lesquels ont dirigé des cours et activités de formation – et 17 fonctionnaires d'ACTRAV-Genève et des bureaux extérieurs, qui ont animé des sessions faisant partie de cours et d'activités de formation. Enfin, 12 spécialistes d'autres programmes techniques du Centre ont contribué aux activités d'ACTRAV-Turin. La plupart des spécialistes externes sont venus directement des organisations syndicales nationales ou internationales ou ont participé activement à des activités syndicales. Tous possédaient une grande expérience en tant que formateurs syndicaux et étaient des spécialistes des thèmes spécifiques traités par le Programme. Neuf représentants des syndicats italiens ont mené des sessions sur la structure du mouvement syndical en Italie et en Europe et des visites d'étude ont eu lieu à Turin dans les bureaux d'organisations syndicales italiennes pour les cours dispensés au Centre.

B.15 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bipartites et tripartites

L'année dernière, 595 travailleurs (dont seulement 23,7 pour cent étaient des femmes) ont suivi des cours au Centre qui n'étaient pas organisés par le Programme des activités pour les travailleurs, tandis qu'ils étaient 300 en 2012, 566 en 2011 et 785 en 2010. Ces chiffres constituent une augmentation en valeur absolue, mais ce n'est toujours qu'un faible pourcentage (4,4 pour cent) du nombre total de participants aux activités du CIF-OIT. Les travailleurs qui ont assisté aux cours organisés par ACTRAV-Turin représentent 70,2 pour cent du nombre total de travailleurs ayant pris part aux activités du Centre. On trouvera des informations

détaillées à ce sujet en Annexe 12 et 12bis. Qui plus est, dans la situation actuelle, la majorité absolue des travailleurs participant au cours non organisés par ACTRAV-Turin est financée par des sponsors (au sein de l'OIT ou dans le cadre de projets), **ce qui occasionne de sérieux problèmes dans le processus de désignation de candidats par le Secrétaire du Groupe des travailleurs**, qui est trop fréquemment contourné par des décisions prises en d'autres lieux.

En ce qui concerne les académies, **elles ont été au nombre de dix à Turin l'année dernière, avec 972 participants. Seuls 20 travailleurs** (0,21 pour cent) **et 19 employeurs** (0,20 pour cent) y ont participé. Une académie a été organisée à l'extérieur et elle a réuni 54 participants, dont cinq travailleurs et onze employeurs (respectivement 9,3 pour cent et 20,4 pour cent) – illustrant une tendance de participation supérieure pour les activités extérieures.

Si l'on considère la participation globale des travailleurs et des employeurs, les chiffres sont tout aussi insatisfaisants: **les travailleurs et les employeurs participant aux activités non organisées par ACTRAV ou ACT/EMP représentent seulement 7,1 pour cent du nombre total de participants aux activités du CIF-OIT**. En tout état de cause, ce niveau extrêmement bas de participation des travailleurs et des employeurs aux activités du Centre, et en particulier aux académies, mettent en évidence un déficit inacceptable de représentation tripartite et de tripartisme en général.

En effet, lors de l'année passée seulement 38 cours peuvent être considérés bipartites ou tripartites. Le nombre de travailleurs y ayant participé est de 405, tandis qu'en 2012 ils étaient au nombre de 243 et 416 l'année précédente. Il convient de souligner que parmi ces activités **six étaient réservées aux travailleurs** (quatre menées par ILS/GEN et une par DELTA et PRODEV respectivement), **avec la participation de 123 travailleurs**. Nous réitérons notre souhait d'être étroitement associés à la conception et exécution des activités lorsque celles-ci ne concernent que les travailleurs. Dans la pratique, les activités tripartites n'ont été qu'au nombre de 29 avec 282 participants, comparées au nombre total de participants qui est de 13 524 (0,2 pour cent du total).

Tableau 6 - Ensemble du Centre (à l'exclusion du Programme des travailleurs): participation des travailleurs, toutes activités confondues (2013)

Programme	AFRIQUE		AMÉRIQUES		ASIE		EUROPE		ÉTATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/FPR	63	12	5	5	65	10	9	2	8	2	181
EPSD	19	8	0	1	3	0	2	1	1	0	35
ERAS	11	2	0	1	1	1	0	0	1	0	17
EMLD	3	0	5	1	1	1	0	0	4	0	15
SOCPRO	24	6	17	8	8	5	0	4	0	0	72
SOCDIA	15	2	41	9	29	7	49	18	0	0	170
ACT/EMP	0	0	0	0	0	0	19	14	0	0	33
SDG	12	1	1	1	1	0	0	1	0	0	17
DELTA	0	0	10	3	3	2	7	6	0	0	31
PRODEV	12	4	0	0	0	0	5	3	0	0	24
TOTAL 2013	159	35	79	29	111	26	91	49	14	2	595
<i>TOTAL 2012</i>	<i>84</i>	<i>36</i>	<i>40</i>	<i>18</i>	<i>37</i>	<i>12</i>	<i>62</i>	<i>21</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>311</i>

Tableau 7 - Participation des travailleurs (2013): ensemble du Centre et ACTRAV-Turin

Répartition des travailleurs-participants par région									
Région	Travailleurs (ensemble du Centre)			Travailleurs (ACTRAV seulement)			Travailleurs (autres Programmes)		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Afrique	263	107	370	104	72	176	159	35	194
Amériques	258	189	447	179	160	339	79	29	108
Asie-Pacifique	291	172	463	180	146	326	111	26	137
Europe	473	225	698	382	176	558	91	49	140
États arabes	17	4	21	3	2	5	14	2	16
TOTAL	1 302	697 (35 %)	1 999	848	556 (40 %)	1 404	454	141 (23,7 %)	595

Tableau 8 - Ensemble du Centre (2013): travailleurs ayant participé à des activités de caractère bipartite ou tripartite* (par Programme)

*Activités clairement bipartites ou tripartites, ou pour lesquelles la participation cumulée des travailleurs et des employeurs dépassait 40 pour cent du total des participants, ou la participation des travailleurs dépassait à elle seule 25 pour cent du total des participants.

PROGRAMME	AFRIQUE		AMÉRIQUES		ASIE		EUROPE		ÉTATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/GEN (6 activités)	28	1	2	0	60	8	8	1	8	2	118
EMLD (2 activités)	0	0	4	1	0	0	0	0	4	0	9
SOCPRO (4 activités)	0	0	5	7	2	3	0	4	0	0	21
SOCDDIA (12 activités)	9	0	39	9	29	7	46	14	0	0	153
ERAS (2 activités)	8	1	0	0	1	1	0	0	1	0	12
SDG (1 activité)	9	1	0	0	0	0	0	0	0	0	10
EPSD (2 activités)	11	1	0	0	0	0	0	0	0	0	12
PRODEV (1 activité)	12	4	0	0	0	0	0	0	0	0	16
DELTA (3 activités)	0	0	4	1	1	2	7	6	0	0	21
Sous-total autres Programmes (33 activités)	77	8	54	18	93	21	61	25	13	2	372
ACT/EMP (2 activités)	0	0	0	0	0	0	19	14	0	0	33
ACTRAV (3 activités)	0	0	1	0	0	0	45	19	0	0	65
Sous-total ACTRAV-ACT/EMP (5 activités bipartites)	0	0	1	0	0	0	64	33	0	0	98
TOTAL GÉNÉRAL (sans ACTRAV)	77	8	54	18	93	21	80	39	13	2	405
<i>TOTAL 2012 (21 activités)</i>	<i>59</i>	<i>24</i>	<i>36</i>	<i>13</i>	<i>33</i>	<i>6</i>	<i>54</i>	<i>17</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>243</i>

C. RAPPORT PRÉLIMINAIRE POUR 2014

Remarques générales

Le contexte budgétaire de ce début d'année semble confirmer la tendance positive enregistrée en 2013. Nous espérons donc qu'il nous sera possible de confirmer les résultats de l'année passée concernant le volume des activités.

Néanmoins, la possibilité d'organiser un programme d'activités adapté au développement des capacités des mandants de l'OIT dépend de l'obtention de ressources supplémentaires prévisibles en amont et de la disponibilité en temps opportun des ressources.

La Direction du Centre a mis en place à titre expérimental en 2014 un nouveau mécanisme pour alléger le poids de la CFC sur le Programme pour les travailleurs et apporter une contribution supplémentaire provenant de l'excédent budgétaire. Nous saluons cette décision et espérons que ce mécanisme sera entériné. Cependant, si nous voulons profiter pleinement de sa portée, nous devons nous employer à placer le mandat de l'OIT et le tripartisme au centre de toutes les activités et Programmes du CIF-OIT, y compris la Turin School of Development, afin de ne pas courir le risque de devenir une structure à deux vitesses.

Et pour y parvenir, l'OIT doit prendre part à cette démarche en s'efforçant de mettre en pratique une stratégie adéquate liée au processus de réforme de l'Organisation elle-même. L'expérience a été amorcée avec la mise en place des domaines de première importance. Cette méthode de travail de l'OIT est l'occasion d'aller dans ce sens.

D'un autre côté, nous rencontrons des difficultés accrues concernant l'allocation au Programme de ressources provenant de la CTBO régionale attribuées au Centre, difficultés essentiellement liées aux conflits de priorités entre notre Programme et les bureaux régionaux, et à une concurrence croissante entre les programmes techniques à l'intérieur du Centre, qui accroissent la possibilité de choix unilatéraux de la part des bureaux régionaux.

Le Programme des activités pour les travailleurs, conjointement avec ACTRAV et avec le Groupe des travailleurs, s'efforce d'élaborer **un produit spécifique pour le volet formation d'un plus large processus de développement des capacités institutionnelles des syndicats et autres mandants de l'OIT, dans le cadre de la coopération technique**. Quelques premiers pas prometteurs dans cette direction semblent réalisables, en coopération avec la nouvelle organisation conçue par la réforme du siège et des bureaux extérieurs de l'OIT.

Les résultats financiers positifs du Centre lors de l'exercice 2013 confirment la tendance de ces dernières années et offrent la possibilité de rééquilibrer la situation. C'est aussi le moment de mieux prendre en compte l'extraordinaire contribution du personnel du Centre à ces réalisations – y compris les collègues depuis longtemps rattachés à des projets – malgré l'éprouvante augmentation de la charge de travail.

Le Programme compte, comme toujours, sur le plus haut degré de coopération et d'intégration possible avec ACTRAV et avec le Groupe des travailleurs, condition nécessaire pour déterminer le meilleur équilibre entre les différents types d'activités et renforcer sa pertinence et stabilité à long terme. Il s'est, de plus, pleinement engagé dans la réorganisation d'ACTRAV lancée lors de récentes journées d'études et visant à améliorer le travail en équipe et la communication et définir un ensemble de priorités.

Activités prévues en 2014

Afin de contribuer à cette démarche, le Programme devra poursuivre et ajuster ses efforts pour consolider et améliorer, par le biais d'un ensemble d'actions, la qualité, l'efficacité et la pertinence pour les organisations syndicales de ses activités de formation:

- **Conception de parcours pédagogiques intégrés visant à renforcer le développement des capacités** par la formation de réseaux d'experts spécialisés dans des sujets spécifiques et dans la promotion des capacités de formation en vue d'une plus ample diffusion.

- **Intégration et partage d'informations accrus avec d'autres activités de formation** réalisées sur le terrain par des spécialistes d'ACTRAV et par des organisations syndicales internationales, régionales et nationales.
- Réalisation d'activités dans le cadre de projets, **avec un accent particulier sur le renforcement du nombre de ces activités.**
- **Meilleure interaction avec les organisations nationales et une évaluation plus concrète de l'incidence de la formation**, ce qui pourrait également déboucher sur une sélection plus adéquate des participants à nos cours.
- **Plus d'insistance sur les priorités identifiées de manière collective par ACTRAV et le Groupe des travailleurs.**
- Coopération renforcée avec les autres programmes techniques du Centre afin, entre autres, d'accroître la valeur ajoutée des contributions des travailleurs à leurs activités.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, outre la nécessité de disposer d'un financement adéquat prévisible, nous allons aussi tenter de planifier nos activités sur une base biennale, en partant de l'utilisation des ressources prévisibles et en essayant de **renforcer le volet de formation – planifié de façon approprié – des projets de coopération technique organisés par le siège d'ACTRAV.**

Conformément aux ressources disponibles cette année, **66 activités et projets sont prévus par le Programme**: 25 à Turin, 34 sur le terrain et 7 à distance ou en modalité mixte – 1 400 participants étant attendus à la réalisation de ces activités. Treize de ces activités concernent l'Afrique, 13 pour l'Asie-Pacifique, 18 pour les Amériques, 14 pour l'Europe, 2 pour les États arabes et 6 activités interrégionales. Nous sommes cependant convaincus que d'autres fonds pourraient y être affectés et des activités supplémentaires seraient alors mises en place (cela sera par exemple le cas de l'industrie de l'habillement au Bangladesh). Pour plus d'information, veuillez vous reporter à l'Annexe 14.

Du point de vue de l'offre de formations, le Programme des activités pour les travailleurs incorpore aux plans d'études existants des sujets liés aux priorités du Groupe des travailleurs en actualisant l'offre ancienne et en élaborant de nouveaux programmes sur le développement durable et le travail décent, l'organisation syndicale et la négociation collective dans les entreprises multinationales pour le respect des droits des travailleurs ainsi que les droits syndicaux et les normes internationales du travail.

Les efforts tendant à lier les thèmes de base – normes internationales du travail, liberté syndicale et droit à la négociation collective, travail décent et intégration d'une perspective de genre – aux préoccupations les plus urgentes et actuelles des travailleurs de l'économie mondiale continueront d'orienter l'activité du Programme, en vue d'apporter une contribution efficace au développement des capacités des syndicats à travers le monde.

L'organisation et la négociation collective, ainsi que les entreprises multinationales, les conditions de travail, la lutte contre les inégalités, la pauvreté et le chômage des jeunes sont quelques-uns des principaux domaines dans lesquels le Programme des activités pour les travailleurs sera engagé dans l'offre de formation visant à favoriser l'action collective des syndicats.

Des efforts particulièrement importants seront également déployés en 2014 pour poursuivre la promotion de ***l'ensemble de modules de formation répondant aux besoins de développement des capacités rencontrés par les syndicats dans le processus de conception et de mise en œuvre des PPTD***, à travers une approche basée sur la Déclaration sur la justice sociale de 2008 et sur l'interdépendance des quatre piliers de l'Agenda du travail décent. Ce programme de formation (appelé «Travail décent au cube») est étroitement lié à l'identification des possibilités de recevoir des ressources supplémentaires réservées à sa mise en œuvre. Nous souhaitons également mieux intégrer nos priorités, sélectionnées par ACTRAV et le Groupe des travailleurs, aux anciennes et nouvelles priorités de l'OIT, comme dans le cas des domaines de première importance, qui viennent d'être identifiés.

En ce qui concerne les cours réguliers, le Programme a prévu cette année d'en mener jusqu'à 13, mais nous devons contrôler avec soin la disponibilité des ressources afin de maintenir un bon équilibre avec d'autres activités menées sur le terrain. Depuis 2010, nous organisons chaque année un cours en anglais et en français pour la région Afrique.

Les cours réguliers déjà programmés en 2014, parmi ceux qui ont été approuvés par le Comité de la formation syndicale en 2013, sont les suivants (voir aussi l'Annexe 14):

Afrique

- Travail décent et lutte contre la pauvreté dans le programme de développement pour l'après-2015 (nouveau) en français et en anglais
- Formation syndicale sur la protection sociale *en français et en anglais*
- Communication à l'usage des syndicats *en anglais*

Amérique latine

- Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable dans les entreprises multinationales *en espagnol*
- Développement des capacités des syndicats en matière de relations d'emploi et de travail précaire *en espagnol*

Asie-Pacifique

- Promotion des droits syndicaux et des normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques de l'économie informelle *en anglais*
- Organisation syndicale et négociation collective pour les syndicats en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes *en anglais*

Europe

- Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable dans les entreprises multinationales *en russe et en anglais*

États arabes

- Plus d'emplois décents: développement des capacités des syndicats en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes (nouveau) en arabe et en anglais
- Développement des capacités des syndicats sur l'intégration du principe de l'égalité de genre et l'autonomisation des travailleuses (prévu en 2013 et différé) *en arabe et en anglais*

Interrégional

- Promotion des droits des travailleurs et des normes internationales du travail: formation pour dirigeants syndicaux *en anglais, espagnol et français*
- Renforcement des syndicats par l'organisation et l'action syndicale *en portugais*
- Lutter contre les inégalités: renforcement des capacités des syndicats en matière de politiques salariales (nouveau) en anglais et espagnol

D'autres cours et activités font l'objet de décisions au cours de l'année, en consultation avec les bureaux régionaux d'ACTRAV-Genève. Pour le moment, quelque 50 activités sont prévues à Turin et sur le terrain. Les invitations à participer aux activités sont approuvées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

En 2014 le Programme réalisera les projets suivants:

- Projet multisectoriel sur le dialogue social
Parrainé par la Commission européenne (dans le cadre de l'accord de gestion conjointe avec l'OIT)
Partenaires: fédérations syndicales européennes et CES
- Renforcement des syndicats dans la région des Grands Lacs et en Afrique en matière de protection sociale
Parrainé par la Communauté wallonne
Partenaires: centrales syndicales en Belgique et dans la région
- Projets au Myanmar et dans la sous-région MENA
Parrainés par le gouvernement italien
- Projet au Bangladesh dans l'industrie de l'habillement
Parrainé par le bureau de l'OIT à Dhaka

Dans un contexte en mutation, de nouveaux projets sont extrêmement importants pour le Programme. Explorer la possibilité de nouveaux partenariats avec la Commission européenne en matière de coopération au développement ou dans d'autres domaines, ainsi qu'avec d'autres partenaires, devrait être pour nous une priorité, en coopération avec ACTRAV, avec les organisations syndicales et avec la Direction du Centre. Une attention particulière devrait être portée aux projets ayant une composante interrégionale et concernant l'Afrique et les États arabes (dans ce domaine, un projet bipartite conjointement avec la CES et BusinessEurope pour la région du Maghreb est en attente depuis 2013).

En 2014, le Programme des activités pour les travailleurs cherchera aussi à renforcer la coopération avec les FSI et avec les syndicats des pays développés, ainsi qu'à organiser davantage d'activités sur mesure pour les centrales nationales.

Les évolutions positives dans ce sens sont les suivantes en 2014:

- Introduction d'un volet formation élargi dans les activités menées avec IndustriAll concernant le réseau syndical du groupe FIAT-Chrysler.
- Organisation, pour la première fois, d'un atelier de formation pour l'Asie et le Pacifique financé par l'ACFTU, ce qui améliore la coopération déjà existante avec cette organisation.
- Confirmation et extension des partenariats avec des institutions, des structures éducatives et des centres de formation d'Asie-Pacifique et d'Afrique favorables au mouvement ouvrier.
- Signature d'un mémorandum de coopération avec l'École de formation syndicale des Commissions ouvrières et l'ISCOD (Institut de coopération au développement) de l'UGT, en Espagne.
- Mise en place de la communauté de pratique avec ISE et SOLIDAR sur le thème «Promouvoir la coopération méthodologique et technologique pour une meilleure formation syndicale» et le passage à la dimension mondiale après son amorce au niveau européen.

Le suivi des initiatives bipartites sera mené en Europe en 2014 et 2015 en coopération avec la société italienne ENEL et le comité d'entreprise européen d'ENEL sur l'application de l'accord-cadre international récemment conclu.

La création de nouveau matériel de formation et l'actualisation du matériel existant se poursuivront, l'accent étant mis sur l'économie informelle et sur les nouveaux modules de formation consacrés à l'Agenda du travail décent, à la sécurité et santé au travail et l'environnement et au développement durable, ainsi qu'à l'expérience accumulée dans le domaine du dialogue social sectoriel en Europe.

La révision du site Web du Programme ainsi que du format de la lettre d'invitation et de la description des cours s'inscrivent dans une nouvelle stratégie de communication des activités du Programme allant vers une meilleure intégration avec les activités d'ACTRAV en général, avec l'Université ouvrière mondiale et le réseau des centres de formation des organisations syndicales (à établir sur la base des liens de coopération existants et renforcés). Nous suggérons d'organiser des séances d'informations périodiques sur le Programme des activités pour les travailleurs de Turin (une fois par an, pendant les sessions du Conseil d'administration) et des séminaires de planification régionale (qui pourraient avoir lieu en même temps que des réunions d'ACTRAV du même type) qui seraient particulièrement axés sur la coordination des activités de formation.

Tripartisme

Le développement des capacités institutionnelles des mandants de l'OIT est un objectif explicite du Plan stratégique du Centre axé sur les résultats pour 2012-2015. Le renforcement de la dimension tripartite de ses programmes, qui est l'un des grands principes directeurs qui orientent le travail du Centre, repose sur deux piliers: a) le renforcement de programmes de formation spécifiques pour les travailleurs et les employeurs, ainsi que la consolidation du programme d'administration du travail; et b) une pertinence accrue des différentes activités du Centre pour les partenaires sociaux et leur implication dans ces activités. Pour l'exécution de ce mandat, une stratégie spécifique de mobilisation conjointe des ressources de l'OIT et du CIF-OIT est nécessaire pour garantir l'apport de ressources en amont, notamment en provenance de la CTBO régionale – au-delà de la somme limitée attribuée au Centre à chaque période biennale, de la coopération technique et du CSBO.

En ce qui concerne le renforcement de l'apport tripartite aux activités de Turin, de nouvelles lignes directrices, qui vont dans la bonne direction, ont été établies en mars 2013 et examinent les programmes existants pour leur conférer un contenu et une conception plus explicitement tripartite. De plus, cette méthodologie sera appliquée à un public plus tripartite, en particulier dans le domaine des académies. Une liste actualisée d'experts, qui devront être utilisés en tant que personnes spécialisées dans des sujets spécifiques aux travailleurs, sera également transmise aux autres programmes techniques.

En 2014, nous attendons avec impatience de pouvoir mettre à l'essai un nouveau moyen d'attirer plus de participants aux académies, en organisant des cours spécifiques aux travailleurs en parallèle (il s'agit dans ce cas de l'Académie sur l'économie sociale, prévue au Brésil pendant l'été 2014), avec un chevauchement partiel des horaires.

Par ailleurs, le nombre croissant des activités promues par le Centre en partenariat avec l'OIT, qui sont fréquemment des ateliers de débats sur des sujets très pertinents et parfois controversés, exige des efforts renouvelés et opportuns, coordonnés entre l'OIT et le CIF, pour assurer l'information des travailleurs et des employeurs et leur implication dans ces activités dès l'origine, dans le plein respect des procédures de désignation des représentants des travailleurs appelés à participer par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

D. PROPOSITIONS POUR 2015 ET PLANS INDICATIFS POUR 2016

Les cours réguliers du Programme sont classés par région et par sujet (voir l'Annexe 4). Compte tenu des cours menés ces dernières années et en vue de maximiser les possibilités d'aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD, les plans suivants sont présentés pour 2015 (voir l'Annexe 16).

Les plans indicatifs pour 2016 seront distribués et feront l'objet de discussions pendant la réunion du Comité de la formation syndicale.

Plan provisoire pour les cours réguliers prévus en 2015

Afrique

- Renforcement des capacités des syndicats sur l'amélioration de la création d'emplois pour les jeunes travailleurs et du système d'information sur le marché du travail – en anglais et en portugais, en lien avec le domaine de première importance 2
- Normes internationales du travail et droits syndicaux en mettant l'accent sur les travailleurs domestiques et l'économie informelle – en anglais et en français, en lien avec le domaine de première importance 6
- Le travail décent, le développement durable et les emplois verts – en anglais et en français en lien avec le domaine de première importance 1

Amérique latine

- Formation syndicale sur les stratégies à l'égard des jeunes et de l'organisation syndicale – en espagnol, en lien avec le domaine de première importance 2
- Lutter contre les inégalités: renforcement des capacités des syndicats en matière de politiques salariales – en espagnol

Asie-Pacifique

- Formation syndicale sur le développement durable, les emplois verts et le travail décent – en anglais, en lien avec le domaine de première importance 1
- Formation syndicale sur les politiques salariales et la sécurité sociale pour la promotion du travail décent (l'accent est mis sur les politiques des revenus, les salaires minima, la protection sociale et la négociation collective) – en anglais, en lien avec le domaine de première importance 3

Europe

- Formation des jeunes dirigeants pour les nouveaux États indépendants sur les stratégies et compétences en matière d'organisation syndicale – en anglais et en russe

États arabes

- Renforcement des capacités sur le travail en réseau des syndicats au niveau de la région – en arabe et en anglais

Interrégional

- Normes internationales du travail et droits syndicaux pour les travailleurs de l'économie informelle par l'organisation syndicale et le dialogue social – en anglais et en espagnol, en lien avec le domaine de première importance 6
- Renforcement des capacités des syndicats sur la mondialisation – en portugais (*pour l'Afrique lusophone et le Brésil*)
- Renforcement des capacités des syndicats en matière de migration (*lié à l'académie du CIF-OIT sur les migrations*) – en anglais, espagnol et français, en lien avec le domaine de première importance 8

A. AFRIQUE**Contexte et stratégie de formation**

La croissance économique africaine a encore été dynamique en 2013. Cette croissance n'a cependant pas créé suffisamment d'emplois décents pour absorber la demande émanant du grand nombre de travailleurs sans emploi; elle n'a pas généré assez de richesse pour améliorer la qualité de vie de la plupart des habitants; elle n'a pas comblé les inégalités, ni permis à des millions d'africains de s'affranchir de la précarité de l'emploi et de la pauvreté. En moyenne, soixante pour cent de la population active africaine travaille dans l'économie informelle – qui se caractérise par la précarité de ses conditions de travail. L'enjeu essentiel de ce continent est donc de mener des politiques réussissant à stimuler et maintenir une croissance élevée et rendre la croissance économique plus équitable et profitable à tous.

Afin de renverser cette triste situation, les pays africains doivent mettre davantage l'accent sur le processus d'intégration régionale, mener une approche de la politique macroéconomique fondée sur les droits, notamment dans leurs programmes par pays de promotion du travail décent et se diriger vers la production de valeur ajoutée et l'industrialisation des produits de base. De forts investissements dans la recherche et le développement des ressources humaines sont également nécessaires en fixant des exigences en matière de ressources locales. En outre, l'économie doit être stimulée par le développement d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre, la promotion de la protection de l'environnement par la transition vers l'Initiative pour une économie verte et un engagement durable envers la réalisation des objectifs de l'Agenda du travail décent. Toutes ces mesures doivent reposer sur les principes et les valeurs de l'OIT figurant dans les déclarations, les orientations politiques et les normes internationales du travail de l'OIT.

Dans ce contexte, ACTRAV-Turin a poursuivi son travail de renforcement des capacités des syndicats africains par la réalisation d'activités de formation pertinentes destinées à un public divers. Dans une perspective à long terme, ces interventions avaient pour but de promouvoir l'approfondissement des connaissances et le développement des capacités d'éducation ouvrière des organisations de travailleurs, dans le but de renforcer les connaissances, l'influence des syndicats et leur réelle participation aux programmes par pays de promotion du travail décent, à travers le dialogue social et la négociation collective. Concrètement, ACTRAV-Turin a organisé un total de huit cours de formation, dont trois cours réguliers au Centre de Turin et cinq activités sur le terrain. Un total de 140 syndicalistes, dont 59 femmes (soit 41,24 pour cent), ont participé à ces formations.

Les cours et les groupes cibles ont été identifiés grâce à une consultation avec le bureau d'ACTRAV pour l'Afrique, avec les spécialistes de terrain d'ACTRAV, ainsi que par l'attention portée aux résolutions et plans stratégiques de la CSI-Afrique et de l'OUSA, les priorités du Groupe des travailleurs et la décision du Comité de la formation syndicale. Les profils des candidats visés ont été utilisés comme références pour déterminer la portée de la formation, les plans d'études et le choix des spécialistes pour chaque cours. Les programmes ont été organisés autour de problèmes, plutôt qu'autour de simples sujets, et ces problèmes reflétaient les préoccupations des syndicats quant aux principaux défis que doit relever le monde du travail. Les activités de formation ont été élaborées en phase avec le mandat de l'OIT tel qu'il est exprimé dans les quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent, et plus généralement dans les domaines de première importance.

Les objectifs de chaque cours de formation ont permis de créer des supports pédagogiques et des produits didactiques qui traitaient non seulement des aspects techniques mais abordaient aussi les préoccupations profondes des syndicats africains. Les suggestions et les contributions des membres du personnel des différents programmes techniques du Centre de Turin (ILSGEN et EPSD), le BIT (ACTRAV, ILOAIDS et le Département des emplois verts et de la politique salariale), la CSI, la CSI-Afrique, l'OUSA, la CES, le Congrès des syndicats de Grande-Bretagne et celui du Ghana, Sustainlabour et le Fourah Bay College-Université de Sierra Leone, qui sont intervenus en tant que spécialistes, ont façonné la structure, le contenu et le calendrier des cours de formation.

Ces cours ont été menés dans un cadre propice et selon des approches participatives qui assuraient la pleine participation de tous à travers l'échange d'expériences. Les méthodes de formation qui ont été utilisées sont la présentation, la discussion en plénière et l'analyse de problème en groupe. Le travail en groupe favorisant l'intégration sociale, les participants ont pu s'auto-corriger, envisager des perspectives multiples, comprendre le contexte plus large d'un problème, lier la théorie à la pratique ou encore partager des expériences réelles sur les points sujets à discussion. La diversité des participants, de leurs expériences et de leur savoir-faire a enrichi et renforcé les formations en les rendant plus pertinentes et bénéfiques pour les participants. C'est ce qui a permis aux participants d'améliorer leurs compétences et de comprendre combien il est important pour l'autoformation de se servir de ses propres expériences, compétences et valeurs syndicales. En outre, ils ont eu l'occasion de développer des politiques, des outils et des stratégies pour orienter la direction politique et les actions de leurs organisations sur les thèmes des différents cours.

La stratégie de formation a consisté en la création et réalisation de modules de formation contribuant à renforcer les capacités institutionnelles des syndicats afin qu'ils soient capables de participer à un dialogue social productif et au débat politique public concernant les questions socio-économiques et relatives au travail. De plus, la création de réseaux, la coopération et la coordination entre les syndicats du continent africain et avec leurs homologues en Europe, Asie et les États arabes a été renforcée.

Presque toutes les activités organisées sur le terrain ont eu lieu dans des établissements de formation appartenant à des syndicats, à savoir: le Centre de formation de la CSI-Afrique à Lomé, le Kwame Nkrumah College (KNALC) de l'OUSA à Accra et le Tom Mboya Labour College de la COTU-Kenya à Kisumu. Nous espérons que les activités organisées par ACTRAV-Turin continueront d'apporter une contribution positive à l'effort de création d'un institut de recherche de la CSI-Afrique et à l'objectif de l'OUSA de former les travailleurs au KNALC de façon plus régulière et durable. Le BIT, ACTRAV-Genève, la Région wallonne, l'Agence suédoise de développement international et le gouvernement italien sont nos principaux partenaires.

Les activités de formation mises en œuvre au cours de la période considérée ont contribué à la réalisation du résultat 10 de l'OIT, à savoir: «Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives», mais aussi du résultat 1: «Davantage de femmes et d'hommes bénéficient d'un emploi productif et de possibilités de travail et de revenus décents », du résultat 7: «Un plus grand nombre de travailleurs migrants sont protégés, et un plus grand nombre de travailleurs migrants ont accès à l'emploi productif et au travail décent», du résultat 6: «Les travailleurs et les entreprises bénéficient de meilleures conditions de sécurité et santé au travail», du résultat 8: «Le monde du travail réagit de façon efficace à l'épidémie de VIH/sida», du résultat 12: «Le tripartisme et une gouvernance renforcée du marché du travail contribuent à un dialogue social efficace et à de bonnes relations professionnelles», du résultat 13: «Une approche sectorielle du travail décent est appliquée», du résultat 14: «La liberté syndicale et le droit de négociation collective sont largement connus et exercés» et du résultat 18: «Les normes internationales du travail sont ratifiées et appliquées».

Concrètement, ces activités de formation ont contribué au développement des capacités des syndicats africains sur les questions d'organisation et de gestion des syndicats, la lutte contre la propagation et l'atténuation des effets du VIH et de l'épidémie de sida, la promotion d'une culture préventive de sécurité et

de santé au travail, la promotion de la participation réelle des travailleurs aux instances de dialogue social, l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité de genre et de l'équité et la promotion du travail décent pour les travailleurs migrants. Elles ont également développé les compétences des cadres syndicaux, formateurs et autres délégués syndicaux sur les questions socio-économiques, relatives au travail et la planification stratégique. Ces compétences renforcées devraient représenter une valeur ajoutée pour l'institution et une aide pour les dirigeants syndicaux dans la formulation des politiques de négociation collective orientées sur l'avenir au sein des forums de dialogue social, y compris pour les PPTD en cours.

En outre, nos interventions ont continué à renforcer les capacités de sensibilisation et les campagnes des syndicats favorisant la transition vers un modèle de croissance alternatif recherchant l'équilibre entre la croissance économique, le progrès social (le travail décent) et la protection de l'environnement. Les activités de formation interrégionales et régionales ont permis un débat éclairé sur les nouvelles questions d'intérêt pour les syndicats. Elles ont également constitué des occasions de renforcer les interactions entre les syndicalistes africains anglophones et francophones – notamment sur la nécessité d'un renouveau syndical –, conforter la coopération Sud-Sud et Nord-Sud et développer les perspectives des syndicats pour faire face aux enjeux issus de la mondialisation et l'intégration régionale.

L'élaboration de plans d'action individuels par les participants dans le cadre de chaque activité leur a permis de transmettre les connaissances et les compétences acquises à leurs organisations syndicales nationales et sectorielles, leur lieu de travail et leur milieu local. Nous espérons que ces formations constituent un atout pour les syndicats qui leur permettra d'augmenter le nombre d'affiliés, lutter pour les droits des travailleurs migrants et des autres groupes vulnérables de la population active, appeler à l'autonomisation des femmes et des jeunes afin de réduire les inégalités, élargir la portée de l'action syndicale, incorporer les problèmes des travailleurs aux conventions collectives, soutenir les programmes de SST et de lutte contre le VIH et le sida dans le but d'instaurer une culture de prévention et élargir la protection et la couverture sociale des travailleurs de l'économie informelle et rurale.

Le réseau d'éducateurs bénévoles possédant des compétences très développées en matière de médiation et de communication – acquises par leur participation à nos activités de formation –, il aidera les syndicats à profiter de la dynamique créée par la mise en œuvre des cours. Nous espérons que les connaissances et compétences acquises par ceux qui ont pris part à nos activités seront ensuite relayées au sein du mouvement syndical en vue d'obtenir un effet multiplicateur et de plus grandes répercussions.

B) AMÉRIQUES

Contexte et stratégie de formation

Au cours de l'année 2013, le travail a été mené conformément à la logique d'intégration des années précédentes, se concrétisant par l'organisation de différentes activités – présentiels et à distance, à Turin ou sur le terrain – destinées à former les organisations syndicales aux objectifs stratégiques du travail décent en adoptant une approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes.

La ligne tracée précédemment concernant la planification et l'organisation de la formation a donc été maintenue: des parcours de formation thématiques, des expériences de développement concrètes des équipes techniques syndicales liées au travail décent et l'adaptation et l'application de la formation «Travail décent au cube» à certaines centrales syndicales nationales. Ce travail a été effectué dans un cadre de coordination et coopération avec les organisations syndicales nationales et internationales – aussi bien les centrales syndicales que les fédérations.

Un nouvel outil de formation a été conçu afin de faciliter ces futures démarches et venir en aide aux organisations syndicales dans la systématisation de leur travail. Cet outil d'apprentissage tout au long de la vie offre un accès à la formation, l'information, l'échange, la coopération et la collaboration entre les organisations syndicales et entre leurs membres, dans le but de renforcer les connaissances et d'élaborer des stratégies d'action syndicale. En ayant recours à différents types de moyens, ces «Écoles du travail décent» favorisent le développement des capacités pour que les organisations syndicales participent de façon concrète et articulée à la prise de décisions concernant tous les aspects du travail décent.

Certains sujets figurant à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail ont été l'objet d'activités de formation; de la même manière, au cours du deuxième semestre 2013 l'offre de formation a été adaptée afin d'aborder certains domaines de première importance, notamment en ce qui concerne l'économie informelle, le secteur rural et le développement des qualifications des jeunes.

Coordination au sein d'ACTRAV

À l'instar des années précédentes, tous les cours réguliers ayant lieu à Turin ont été définis par le Comité de la formation syndicale au cours des réunions auxquelles était également présente la direction d'ACTRAV. Ces cours sont ensuite conçus et mis en place en collaboration avec le personnel du bureau régional d'ACTRAV et d'ACTRAV-Genève

Quant aux activités sur le terrain, là encore le bureau régional d'ACTRAV et ACTRAV-Turin ont déterminé ensemble les plans de travail, ce qui constitue un atout indéniable en matière d'efforts à fournir et de gain d'efficacité. Cette association s'est matérialisée dans quatre domaines:

- La planification et le développement d'activités de protection sociale avant la Conférence internationale du Travail, la protection sociale étant une des questions inscrites à l'ordre du jour.
- L'approfondissement de la formation en économie politique et travail décent des organisations syndicales et universités de la région.
- La réalisation d'activités concernant trois domaines de première importance tels que définis par le Conseil d'administration: économie informelle, secteur rural et développement des qualifications des jeunes.
- Le travail de formation des fédérations syndicales internationales (FSI) dans différents domaines, renforçant ainsi leur coordination avec la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA).

La planification de l'enseignement à distance a été effectuée en fonction de la programmation d'ACTRAV; le choix du calendrier et le déroulement des activités a eu lieu en accord avec le bureau régional.

C'est également de cette façon qu'est organisé le travail des «Écoles du travail décent».

Il convient de souligner le soutien précieux apporté par le projet norvégien d'ACTRAV-Genève «Des syndicats pour la justice sociale» à plusieurs initiatives de formation pendant le second semestre de l'année.

Coordination avec les organisations syndicales régionales

Tout au long de l'année 2013, la collaboration systématique entre ACTRAV (régions, siège et Turin) et la CSA-CSI s'est prolongée pour tous les cours réguliers à Turin sur les questions soulevées par le Comité de la formation syndicale. D'autre part, pour les activités sur le terrain le Programme a travaillé avec la CSA à l'organisation des connaissances et produits en matière de protection sociale, en coordonnant les expériences de l'équipe de sécurité sociale du continent et le réseau régional d'économie informelle.

L'expérience formative qui se déroule depuis deux ans avec la CSA est également fructueuse. Elle offre une réponse au défi représenté par l'analyse de l'incidence de l'économie politique et du travail décent à partir des expériences et points de vue du milieu universitaire. En organisant cette activité pendant la même période que la réunion continentale de la CSA pour concevoir la Plate-forme syndicale de développement (PLADA), la coopération technique entre ACTRAV-Turin et le bureau régional d'ACTRAV a été possible.

Il faut également souligner que tout au long de l'année 2013, un ensemble d'activités corrélatives dans le domaine de la sécurité et santé au travail (SST) ont été organisées à Turin, sur le terrain ou à distance. Elles sont venues soutenir le plan de travail de la CSA en la matière et le mettre en rapport avec le poids que possèdent les fédérations syndicales internationales dans la négociation collective syndicale.

Une collaboration a eu lieu avec la plupart des fédérations syndicales internationales mais le travail mené avec ICM en matière de SST, et avec UITA dans le secteur rural en tant que domaine de première importance a été particulièrement brillant.

Coordination avec des centres nationaux de formation et des instituts de recherche

Une année de plus, les participants des cours réguliers ont pu se rendre à Madrid pour une visite d'étude, dans le cadre des accords avec l'École syndicale de la Confédération syndicale des commissions ouvrières espagnoles (CCOO) et avec l'Institut syndical de coopération au développement (ISCOD) de l'Union générale des travailleurs espagnols (UGT). Une délégation de syndicalistes de la République populaire de Chine a également effectué une visite d'étude avec le soutien de la coopération syndicale espagnole.

ACTRAV-Turin, en collaboration avec FOREM, la Fondation Miguel Escalera pour la formation et l'emploi (www.forem.es), et IFES, l'Institut de formation et études sociales (www.ifes.es), ont réalisé une expérience pilote de formation de formateurs pour intégrer le concept du travail décent à la formation professionnelle pour les jeunes et la formation continue. L'objectif de cette expérience était de renforcer les capacités des formateurs et explorer de nouvelles manières d'analyser les avantages que présente l'adoption de l'approche intégrée du travail décent pour la formation et l'apprentissage de la vie des travailleurs.

L'évaluation très positive de l'expérience réalisée avec les équipes des deux institutions et avec le bureau régional d'ACTRAV et le bureau de l'OIT à Madrid a permis de proposer une adaptation à la région des activités de formation professionnelle intégrant le contenu du travail décent grâce au kit didactique «Travail décent au cube». Les expériences significatives de CGT-Argentine et des trois centrales brésiliennes, par l'intermédiaire de l'institut syndical DIEESE et de CINTERFOR, constituent les principales contributions de la région en rapport avec le domaine de première importance 2, à savoir le développement des qualifications professionnelles des jeunes.

Le développement des «Écoles du travail décent» en tant qu'espaces d'apprentissage tout au long de la vie, grâce à la collaboration syndicale espagnole, a été déterminant dans le succès de cette démarche et le renforcement de l'offre de formation intégrale d'ACTRAV dans cette région.

Il convient de mentionner cette année encore le travail réalisé avec l'équipe syndicale multidisciplinaire de formation et recherche d'UOCRA-CGT et la Banque de prévoyance sociale (BPS) d'Uruguay.

Coordination avec d'autres programmes du Centre

Le Programme de protection sociale du Centre de Turin ayant prévu au mois d'avril une de ses activités de formation, il a été possible d'organiser des journées de travail commun sur la SST. Un soutien technique sur les migrations a aussi été apporté au Programme dans le cadre de la formation interrégionale sur le travail domestique.

D'autre part, des spécialistes du département des normes et du genre sont intervenus dans toutes les activités d'ACTRAV réalisées à Turin; cette coopération a été très appréciée par les participants.

Le projet des «Écoles du travail décent» a bénéficié du soutien du Centre qui lui a affecté une partie du fonds d'innovation.

Coordination avec les bureaux extérieurs et le siège de l'OIT

Toutes les activités menées sur le terrain en 2013 ont pu compter sur la participation de spécialistes de différents bureaux, en fonction du sujet traité, à condition de fournir au préalable la description et le programme de l'activité au bureau régional d'ACTRAV.

La planification régionale en accord avec les domaines de première importance et les conclusions des différentes équipes régionales multidisciplinaires constituées par le bureau régional à cet effet, a représenté la plus grande partie du travail.

La collaboration du bureau régional avec FORLAC, le programme de formalisation de l'économie informelle de l'OIT, a été primordiale dans le cadre de la réalisation de la plupart des activités sur le terrain ainsi que pour l'élaboration de supports et outils de formation, avec la coopération technique d'ACTRAV-Turin.

Il convient aussi de mentionner l'aide apportée par CINTERFOR au travail réalisé par le bureau régional d'ACTRAV en matière de développement des compétences professionnelles dans le domaine du travail décent.

Enfin, étant donné l'importance particulière de la coopération syndicale entre l'Espagne et l'Amérique latine, l'accompagnement et le soutien du bureau de l'OIT à Madrid à différentes initiatives de collaboration a été essentiel.

Coordination avec des acteurs de la coopération internationale

Le travail avec différentes fondations de coopération internationale des syndicats espagnols Commissions ouvrières (CCOO) et Union générale des travailleurs (UGT) a été poursuivi, ce qui a permis d'identifier des domaines prioritaires communs et de réaliser des collaborations ponctuelles.

La communication continue avec les acteurs de la coopération syndicale permet de continuer à envisager de présenter des projets communs de coopération au niveau national et européen.

Matériel didactique

En 2013, le Programme a poursuivi la révision, la mise à jour et le développement du matériel didactique faisant partie de la formation susmentionnée et intitulée «Travail décent au cube»; Parmi ce matériel, une mention spéciale doit être faite aux guides suivants, qui mettent l'accent sur l'égalité de genre:

- Lacunes en matière de protection sociale
- Socle de protection sociale et égalité de genre
- La durabilité de la vie examinée depuis la responsabilité des soins
- Guide d'intervention syndicale pour l'équité dans la protection sociale

De plus, deux guides élémentaires en rapport avec le domaine de première importance 6 ont été élaborés au cours de l'année dans le cadre du projet régional FORLAC avec le soutien du bureau régional d'ACTRAV:

- Guide pour recueillir des données sur l'économie informelle
- Guide du socle de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle

C. ASIE ET PACIFIQUE

Contexte et stratégie de formation

La croissance de la région Asie-Pacifique est régulière depuis plusieurs années déjà. Cependant, avec deux tiers de la population active mondiale elle n'accomplit pas de véritable progrès dans la promotion du travail décent. La croissance est accompagnée d'une augmentation du travail précaire et peu rémunéré ainsi que d'un accroissement de l'économie informelle, ce qui confirme que la croissance économique ne suffit pas à créer des emplois décents. Si l'on ne tient pas compte de la Chine, les salaires réels dans le reste de l'Asie sont inférieurs aux niveaux de 2007. En 2013, alors que le chômage mondial atteignait les 202 millions de personnes, les plus fortes hausses se sont produites en Asie de l'Est et Asie du Sud. Concernant les droits syndicaux, les mécanismes de dialogue social sont fragiles dans la plupart des pays d'Asie; les syndicats doivent faire face à de nombreuses difficultés dans l'exercice de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective.

Selon les déclarations des participants lors des formations, les principales priorités des syndicats de la région sont: la promotion de la protection sociale, le travail décent pour les travailleurs occupant des emplois précaires, le respect de la liberté syndicale, la négociation collective et le tripartisme. En ce qui concerne les besoins de formation, les domaines de compétences des syndicats devant être renforcés sont: l'organisation des travailleurs dans l'économie informelle, la gestion syndicale, les compétences en matière de négociation collective (notamment dans le secteur privé et les entreprises multinationales), le développement des connaissances sur les salaires et les politiques de l'emploi pour le développement durable (y compris les salaires minimums et les emplois verts) et la réforme de la législation du travail.

Eu égard aux recommandations du Comité de la formation syndicale et aux conseils des collègues d'ACTRAV, les activités de formation pour l'Asie et le Pacifique visent à répondre aux besoins exposés précédemment et à contribuer à la réalisation du résultat 10 de l'OIT: «Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives».

Au cours de l'année 2013, le Programme a réalisé 15 activités de formation pour la région Asie-Pacifique: quatre cours à Turin (dont deux pour la Fédération des syndicats de Chine) et 11 ateliers sur le terrain, dont trois activités de formation pour des syndicats de Birmanie. Au total, 319 syndicalistes, dont 144 femmes (soit 45 pour cent), ont participé aux activités du Programme. En outre, six syndicalistes asiatiques (dont quatre femmes) ont également participé à d'autres programmes interrégionaux d'ACTRAV-Turin (voir l'annexe pour plus de détails sur ces activités).

Domaines des activités de formation

Les domaines des activités de formation sont les suivants: les normes de l'OIT et les mécanismes de contrôle de l'OIT, les stratégies et compétences en matière d'organisation, la liberté syndicale et la négociation collective, les politiques salariales, les relations professionnelles et la réforme de la législation du travail, la protection sociale et la sécurité sociale, la communication syndicale, le développement durable, les emplois verts et le travail décent dans l'économie informelle (travailleurs migrants et travailleurs domestiques). En général, le contenu des programmes de formation était axé sur les priorités syndicales dans le cadre des quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent et visait également à incorporer les questions d'égalité hommes-femmes dans les cours, parfois complétés par des sessions spécifiques sur l'intégration d'une perspective de genre dans l'action syndicale.

S'il est vrai que toutes les activités de formation contribuent explicitement au résultat 10 («Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives»), le programme de formation d'ACTRAV-Turin contribue également à la réalisation d'autres résultats de l'OIT – les grands thèmes des programmes de formation se concentrant aussi sur des questions spécifiques liées à l'Agenda du travail décent – tels que le résultat 1 (possibilités de travail décent), le résultat 4 (sécurité sociale), le résultat 5 (meilleures conditions de travail), le résultat 6 (sécurité et santé au travail), le résultat 7 (travailleurs migrants), le résultat 12 (tripartisme et dialogue social), le résultat 14 (liberté syndicale et négociation collective), le résultat 17 (lutte contre la discrimination) et le résultat 18 (normes internationales du travail).

Dans le cadre de la nouvelle initiative des domaines de première importance, les activités de formation pour la région Asie-Pacifique peuvent être reliés au domaine 8 (la protection des travailleurs contre les formes de travail inacceptables), domaine 1 (des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une croissance inclusive), domaine 6 (la formalisation de l'économie informelle) et domaine 3 (la protection sociale).

Processus et méthodes de formation

La formation est conçue comme un processus prévoyant le partage d'informations, de connaissances et d'expériences en vue de l'élaboration de politiques et d'actions syndicales. Les méthodes de formation utilisées reconnaissent l'expérience pratique des participants dans le domaine de l'action syndicale et cherchent à améliorer cette base de connaissances et ces compétences à travers l'apprentissage collaboratif. Des démonstrations de méthodes et d'outils didactiques font partie de cette démarche lors de discussions de groupe, travaux collectifs et présentations, en groupe ou individuelles. Les programmes de formation puisent également dans l'expérience interrégionale et les participants asiatiques ont souvent eu l'occasion de partager les pratiques et d'apprendre des expériences des syndicats d'autres régions. Le contenu des activités est constamment mis à jour afin de refléter les nouveaux enjeux et les besoins de formation des syndicats de la région.

Chaque activité de formation encourage le suivi en vue de renforcer l'action des syndicats qui les ont désignés. Les participants ont également l'occasion de discuter et de formuler leurs propres solutions et actions afin de résoudre les problèmes identifiés.

Formation pour la FTUM et les organisations de travailleurs associées au Myanmar: Le principal objectif était de renforcer les capacités organisationnelles et techniques des syndicalistes dans le domaine de l'organisation des travailleurs, la négociation collective et le dialogue social; il s'agissait également de sensibiliser et d'approfondir le sujet des normes de l'OIT, ses politiques et son mécanisme de contrôle pour défendre les droits à la liberté syndicale. En 2013 ACTRAV-Turin a réalisé, avec le soutien du projet du Centre financé par le gouvernement italien, deux activités de formation pour FTUM et d'autres groupes, ainsi qu'un atelier bipartite et tripartite sur le thème de la «Promotion de la liberté d'association, du droit d'organisation et de la négociation collective». Ces activités ont été organisées en coopération avec la CSI et le bureau de l'OIT à Yangon. L'idéal serait qu'ACTRAV puisse se doter d'un projet pour développer durablement les capacités des organisations de travailleurs birmanes dans les domaines de l'organisation syndicale, de la gestion et des compétences de négociation collective.

Dans le cadre de *l'accord de coopération avec l'ACFTU*, deux activités de formation sur mesure sont menées et cofinancées chaque année par l'ACFTU. Les visites d'étude pour les représentants de l'ACFTU font partie de cette formation et se déroulent généralement auprès de syndicats européens. En 2013, les syndicats UGT (Espagne) et OGB (Autriche) y ont apporté leur soutien.

L'évaluation de ces activités a été très positive de la part des participants et les dirigeants de l'ACFTU se sont félicités de cette coopération. De cette façon, en 2013 une activité de formation d'ACTRAV-Turin destinée

à la région asiatique a été soutenue par ACFTU, dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre ACTRAV et ACFTU.

Coordination des activités de formation

En général, les activités de formation sont planifiées en consultation avec le bureau d'ACTRAV pour l'Asie et le personnel sur le terrain, en gardant à l'esprit les recommandations générales du Comité de la formation syndicale. Cette coordination permet également de prendre en compte les priorités de la région telles que communiquées par les spécialistes de terrain d'ACTRAV, qui participent souvent à l'exécution des activités de formation. Des discussions sont en cours avec le responsable du bureau dans l'optique d'une amélioration de la coordination, qui s'étend également à la mobilisation des ressources et à l'établissement de partenariats pour les activités de formation avec d'autres programmes de l'OIT (à Genève et sur le terrain) et avec les syndicats de la région pour un partage des ressources financières et techniques (comme c'est le cas avec la Fondation du travail de Corée ou l'ACFTU).

Étant donné qu'il n'est pas facile de trouver des donateurs pour les activités d'un Programme pour les travailleurs basé à Turin mais destinées à la région Asie-Pacifique, nous nous sommes orientés vers la recherche de partenariats avec d'autres syndicats nationaux et des organisations de défense des travailleurs de la région afin de coorganiser et cofinancer les activités de formation. Cela a débouché sur des parrainages de visites d'étude par des syndicats européens et sur le cofinancement de programmes de formation sur le terrain par JILAF (Japon), KLF (Corée), SNTUC (Singapour), ACFTU (Chine) et le Global Trade Union Programme de la FES. Non seulement les partenariats avec les syndicats nationaux en Asie reflètent la reconnaissance de l'action d'ACTRAV dans le domaine de la formation des travailleurs, mais ils donnent aussi l'occasion au Programme de contribuer aux activités de formation de ces syndicats au niveau du contenu et des méthodes.

Les défis à relever

Le financement de la formation syndicale: nécessité de trouver des fonds supplémentaires pour développer la formation des travailleurs en Asie, notamment à travers les bureaux extérieurs de l'OIT et les fonds CTBO du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique destinés au Centre de Turin.

La nécessité de réaliser une planification biennale pour les activités de Turin, en phase avec les plans de travail des spécialistes de terrain d'ACTRAV, de sorte que les activités du Centre complètent celles de ces derniers. Il est souhaitable de prévoir une formation d'ACTRAV-Turin dans le programme de coopération technique d'ACTRAV.

L'amélioration de la coordination et de la collaboration avec les bureaux extérieurs de l'OIT, où de plus en plus de fonds destinés à la coopération technique sont décentralisés.

Le renforcement du suivi au niveau national avec les syndicats qui envoient des participants aux activités d'ACTRAV-Turin.

Les méthodes d'enseignement à distance pour les syndicats asiatiques (obstacles: l'absence de langue commune, à la différence de l'Amérique latine; réticence des participants syndicaux à lire et écrire; la préparation de modules en ligne et de plate-formes fiables, la connectivité Internet et son coût pour les participants en Asie).

La nécessité de promouvoir l'intégration d'une perspective de genre dans l'action des syndicats asiatiques et d'offrir de meilleures perspectives aux dirigeantes syndicales.

D) EUROPE

En 2013, ACTRAV a formé 611 participants européens, dont 205 femmes (34 pour cent). Ce nombre élevé de participation masculine est attribué à la prédominance des hommes dans les secteurs industriels visés par ces activités. Plus de la moitié des participants ont reçu une formation conçue et exécutée dans le cadre de projets plus étendus. Quatorze activités ont été organisées – six à Turin (dont une mixte) et huit sur le terrain – obtenant ainsi un meilleur équilibre que lors des périodes précédentes à dominante locale des activités. Sur demande, des contributions ont été apportées à plusieurs activités organisées sur le terrain par des fédérations syndicales européennes.

L'année dernière, les projets de renforcement des capacités financés par l'Union européenne ont de nouveau été très présents dans l'offre de formation d'ACTRAV en Europe. Ces projets ont été mis en œuvre à travers différentes modalités et ont abordé différentes thématiques. Ils se sont adressés à des groupes cibles et groupes de pays différents et le Programme a exercé une fonction différente dans chaque projet spécifique. Alors qu'ACTRAV-Turin a été le responsable de certains projets, dans le cadre d'autres projets le Programme était l'un des partenaires du groupement ou bien encore un prestataire de services auprès d'un autre responsable de projet, qui avait externalisé la gestion du volet formation du projet au CIF-OIT. Sur les quatre projets exécutés l'année dernière, deux étaient des projets bipartites et les deux autres s'adressaient exclusivement aux syndicats. Trois projets étaient destinés à des secteurs particuliers (commerce, transport et énergie) et un autre était multisectoriel et dirigé aux affiliés d'IndustriAll Europe, regroupant des secteurs allant du textile, cuir et chaussures à l'industrie métallurgique, la chimie, l'énergie et l'industrie d'extraction. Concernant la répartition géographique des participants, deux projets ont ciblé tous les pays de l'Union européenne et deux autres étaient orientés au sous-groupe des nouveaux États membres et des pays candidats. Sur 13 activités organisées dans le cadre de ces projets, trois ont eu lieu à Turin et dix sur le terrain (dont sept ont été directement gérées par ACTRAV, les trois autres ayant bénéficié du savoir-faire et de la participation d'ACTRAV). Plusieurs projets étaient des activités de suivi de récentes expériences positives qui sont venues renforcer le partenariat productif et prospère entre ACTRAV et ses partenaires européens et mondiaux.

L'année dernière était la deuxième année de la mise en œuvre de l'accord de gestion conjointe entre l'Union européenne et l'OIT, dans le cadre duquel ACTRAV-Turin était chargé d'exécuter un projet intitulé «Travail décent pour les travailleurs dans les secteurs d'IndustriAll» visant à renforcer le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats de l'Union européenne, dans les secteurs dans lesquels le syndicat européen IndustriAll est représenté. En coopération avec ACT/EMP, le Programme pour les travailleurs a élaboré un projet bipartite sur mesure pour le groupe ENEL sur le renforcement des modalités d'information et de consultation pour les membres du comité d'entreprise européen d'ENEL et les dirigeants de la société dans une dimension internationale. Dans le cadre d'un troisième projet ACTRAV a apporté une contribution appréciable à l'exécution du projet d'EuroCommerce et UNI Europa Commerce, intitulé «Promouvoir le renforcement des capacités et améliorer le dialogue social dans le secteur du commerce pour les organisations des nouveaux États membres et des pays candidats», en se chargeant des activités de recherche et des ateliers. En outre, en mettant à contribution sa solide expérience dans la formation de jeunes dirigeants, le Programme a animé un atelier du projet ETF sur la formation et autonomisation des jeunes syndicalistes européens du secteur des transports afin d'aborder les questions de l'emploi des jeunes et des difficultés en matière de politique sociale en Europe (Projet «Transunion Youth») et contribué à la réalisation de la conférence de ce projet.

Outre les activités en lien avec le projet, le cours régulier et les ateliers sur mesure ont été réalisés avec le bureau d'ACTRAV du siège de l'OIT, l'équipe d'appui technique au travail décent des bureaux de pays de Budapest et de Moscou, et des partenaires tels qu'ETUI et SOLIDAR.

Coopération et partenariats

Conformément à la décision du Comité de formation syndicale, le seul cours régulier pour l'Europe a été donné en russe pour la Communauté d'États indépendants et a abordé la négociation collective. Dans la mesure du possible, les sessions ont eu lieu en regroupement avec un autre cours sur la négociation collective pour la région Afrique, les deux groupes profitant ainsi des connaissances des spécialistes du siège de l'OIT. Le cours a été dispensé en collaboration avec les équipes d'appui technique au travail décent des bureaux de pays

de Budapest et de Moscou, l'OIT (EMPLOYMENT et DIALOGUE), le CIF-OIT (ILS-FPR) et en coopération avec IndustriAll, EPSU et d'autres institutions et experts.

Les activités du projet «Travail décent pour les travailleurs dans les secteurs d'IndustriAll» ont été exécutées en partenariat avec IndustriAll Europe, et une forte collaboration de l'OIT (DIALOGUE, SECTOR et l'équipe d'appui technique au travail décent du bureau de pays de Budapest), différents programmes du CIF-OIT (ILS-FPR et DELTA), IndustriAll Global, ETUC, ETUI ainsi que des représentants nationaux de syndicats, organisations d'employeurs et gouvernements. Il convient de remarquer que la pertinente coïncidence entre l'activité prévue en Croatie pour la région Sud-Est les 1^{er} et 2 juillet et l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne a renforcé la visibilité du projet, et notamment du fait de la thématique du programme abordant l'intégration européenne.

Le projet mené dans le secteur du commerce avec EuroCommerce et UNI Europa était une activité de suivi, après un projet similaire mis en œuvre par les Programmes pour les activités des travailleurs et des employeurs du CIF-OIT en 2011, s'appuyant sur les partenariats créés lors du projet précédent. Il a été conçu et exécuté par les partenaires sociaux européens du secteur du commerce, qui ont sous-traité les volets de recherche et formation du projet à ACTRAV et ACT/EMP, par l'intermédiaire du CIF-OIT.

Le projet avec ENEL a été l'occasion d'une première expérience dans la gestion d'un projet bipartite transnational pour une entreprise multinationale et en lien direct avec l'activité du comité d'entreprise européen et du comité d'entreprise mondial. Il a été réalisé en étroite collaboration avec ACT/EMP et les représentants du groupe ENEL, ce qui a permis de mettre en rapport les thématiques prioritaires de l'accord-cadre international avec la formation. Outre l'équipe du CIF-OIT et le groupe ENEL, d'autres organisations et institutions ont été associées aux activités du projet: l'OIT, IndustriAll Global et IndustriAll Europe, FSESP, OIE, Sindnova, TUAC et certaines entreprises multinationales qui ont fait part de leurs bonnes pratiques concernant les sujets choisis en participant à la recherche ou lors de la formation présentielle.

Suite à l'expérience positive de la mise en place du projet «Un travail décent pour les travailleurs du secteur des transports» en 2011, il a été demandé à ACTRAV/CIF-OIT de se joindre au groupe du projet «Transunion Youth» afin d'y contribuer, étant donné sa solide expérience dans la formation des jeunes dirigeants syndicaux et ses connaissances dans les sujets liés aux jeunes. Le projet était dirigé par ETF, ACTRAV jouant un rôle particulier dans la conception et animation de l'atelier des jeunes d'ETF à Turin et apportant sa contribution à la gestion du volet formation du projet et de la Conférence des jeunes d'ETF.

Les activités sur mesure ont confirmé le partenariat durable avec l'équipe d'appui technique au travail décent du bureau de pays de Budapest, la Confédération européenne des syndicats et les départements de recherche et éducation de l'Institut syndical européen. Elles ont également offert de nouvelles occasions de collaborer avec SOLIDAR dans le domaine de l'éducation ouvrière en Europe. Du fait de la réorganisation actuelle d'ACTRAV, il est prévu qu'en 2014, l'ensemble des activités en Europe parvienne à une meilleure coordination et intégration, que celles-ci soient gérées par Genève, Turin ou les bureaux extérieurs.

Quant aux sujets abordés, l'année 2013 a été caractérisée par la priorité accordée aux normes internationales du travail, l'organisation syndicale, le renforcement des structures syndicales, la négociation collective et le dialogue social, l'emploi précaire, les entreprises multinationales et la formation syndicale. Concernant le dialogue social, l'accent n'était pas tant sur le mécanisme que sur le contenu à négocier au niveau national et européen ainsi que sa mise en œuvre. Le matériel existant a été mis à profit: il s'agit de supports tels que le *Manuel d'éducation syndicale sur le dialogue social*, *Dialogue social tripartite national: Guide de l'OIT pour une meilleure gouvernance* et *La Déclaration de l'OIT sur les EMN: que dit-elle pour les travailleurs?* D'autres supports ont également été rassemblés et adaptés à chaque activité à partir des sources d'ACTRAV, en étroite collaboration avec les experts choisis.

Le travail accompli l'année dernière a permis de donner lieu à une nouvelle caractéristique importante: le volet de recherche ou d'enquête a été ajouté à de nombreuses activités, ce qui a eu pour conséquence une meilleure adaptation du contenu de la formation aux besoins des participants et l'élaboration de présentations

et documents pouvant être utiles aux prochaines formations. Par exemple, une enquête en ligne sur la négociation collective a été réalisée avant le cours portant sur ce sujet en Europe (en anglais et en russe); une enquête en ligne a été mise en place avant cinq ateliers destinés au secteur du commerce; une conférence en ligne a été organisée pour ETF, une recherche a été effectuée pour le projet ENEL; une enquête en ligne sur les stratégies et pratiques d'organisation syndicale a été menée, etc. ACTRAV a toujours défendu des méthodes d'apprentissage actif qui passent par la participation aux travaux préalables aux cours, l'élaboration de présentations et rapports nationaux, la participation active aux débats et groupes de travail et la rédaction de plans d'action. Cette démarche devrait être maintenue et poursuivie en 2014, en renforçant la collaboration avec DELTA.

Difficultés actuelles

Le programme européen doit faire face à certaines difficultés: i) intégration avec les activités nationales et transnationales menées par ACTRAV-Genève et les bureaux extérieurs en Europe; ii) amélioration de la coopération avec CSI-CRP; iii) forte dépendance des projets et incertitudes s'y rapportant; iv) obligation de mener les activités dans au moins deux langues (et jusqu'à sept) et nécessité de traduire régulièrement le matériel principal dans la plupart de ces langues, ce qui revient cher et prend du temps; v) association d'une approche axée sur l'Europe avec une vision interrégionale lorsque cela est possible; vi) renforcement de la formation par l'intégration habituelle d'un volet de recherche; vii) élaboration de supports nouveaux et innovants (ce qui demande du temps et des fonds).

E) ÉTATS ARABES

La situation dans la région arabe possède un potentiel d'introduction d'un nouvel ordre social démocratique et d'une approche du développement qui engage les citoyens dans la formulation de politiques de développement et qui réponde aux aspirations de millions de jeunes et de femmes à un travail décent, mais elle présente aussi des risques sérieux de tendances négatives dans une direction opposée. Les conflits armés et les guerres civiles font toujours rage, emportant de nombreuses victimes et provoquant de grandes destructions. Elle n'en représente pas moins, pour la communauté internationale, une occasion de renforcer les institutions démocratiques, les organisations de la société civile et le mouvement syndical qui aideront à la promotion de la justice sociale, d'une bonne gouvernance et d'un processus de développement démocratique.

Le rôle éminent de catalyseur du changement démocratique, joué par le mouvement syndical dans un certain nombre de pays, a ouvert des perspectives et apporté des priorités nouvelles au syndicalisme dans la région. Dans certains pays, de nouveaux syndicats apparaissent; dans d'autres, ceux qui existent ont été des promoteurs actifs du changement ou subissent un processus de transformation. De manière générale, la liberté syndicale a acquis davantage de pertinence en tant que moyen de promouvoir les actions collectives, et le dialogue social entre syndicats et employeurs pourrait également jouer un rôle important à cet égard. Cette situation exige des efforts extraordinaires afin que les droits des travailleurs prennent corps dans les pays de cette région, où ils sont encore contestés ou fortement limités par le gouvernement, la législation et les employeurs.

Pour répondre aux réalités qui se font jour et compte tenu du potentiel des mouvements de travailleurs, le Programme des activités pour les travailleurs de Turin vise à *renforcer la capacité institutionnelle et technique des syndicats d'être des organisations indépendantes, démocratiques et représentatives et à développer les capacités des organisations de travailleurs dans la région d'Afrique du Nord de s'engager efficacement dans le dialogue social et de politique générale et les négociations par la promotion de la liberté syndicale et du droit à la négociation collective, d'influencer les décisions publiques et de défendre les droits et les intérêts des travailleurs. Les syndicats sont aussi appelés à contribuer au développement démocratique, inclusif et durable en mettant l'accent sur le respect des droits sur le lieu de travail, la migration, la condition féminine et l'emploi des jeunes. L'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les*

femmes est également importante afin de prendre en compte les besoins des travailleuses dans les relations professionnelles et dans la direction des syndicats, leurs programmes et leurs actions.

Nos activités dans la région ont également cherché à créer des occasions d'échange d'expériences et de mise en réseaux entre les syndicats des pays arabes, à renforcer les synergies et la coopération avec d'autres projets exécutés par ACTRAV, la CSI, la CES et d'autres organisations partenaires dans la région et à établir une nouvelle structure régionale de la CSI.

Les défis que doivent relever les syndicats dans la région exigeraient la mise en œuvre d'un **programme global de développement des capacités comprenant un appui technique à la fonction de dirigeant syndical et à la formation sur les questions organisationnelles, socio-économiques et juridiques pour les travailleurs syndiqués et non-syndiqués**, et contribuant aussi à l'établissement d'un **réseau d'éducation et de recherche** pour la région qui viendrait renforcer une coordination régionale intersyndicale plus efficace. Ce faisant, nous espérons remédier aux limitations de notre activité dans la région due à l'absence de responsable de programmes parlant l'arabe. Comme auparavant, nous comptons sur la collaboration de nos collègues d'ACTRAV et des spécialistes syndicaux de la région. Nous croyons toutefois qu'il est nécessaire de trouver la manière de disposer dans notre équipe d'une personne qualifiée et spécialisée, ne serait-ce qu'à temps partiel.

Les priorités en matière de formation syndicale sont: l'organisation et la construction de syndicats démocratiques, représentatifs et efficaces, la connaissance des normes internationales du travail, les mécanismes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale, les compétences en matière de négociation collective, la sécurité sociale, l'emploi des jeunes, l'organisation en zones économiques spéciales et la migration.

En 2013, les cours réguliers suivants ont eu lieu sur le campus de Turin:

«Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent dans les pays arabes» – (15 participants, dont quatre femmes)

Ce cours régulier, préparé en étroite collaboration avec la CSI et des collègues d'ACTRAV chargés de la région arabe, visait à approfondir, chez les représentants syndicaux, la compréhension de la nature des syndicats indépendants et démocratiques et des structures syndicales, des institutions et des politiques de dialogue social démocratique pour la promotion du travail décent et des systèmes de relations professionnelles réactifs, et à appuyer le Forum syndical régional récemment établi.

F) ACTIVITÉS INTERRÉGIONALES

Les activités interrégionales sont fondamentales pour un programme éducatif à portée mondiale comme ACTRAV-Turin et représentent une caractéristique de notre Programme. Bien que le coût de ces activités soit plus élevé du fait de la nécessité d'assurer des services d'interprétation et exige de plus grands efforts de la part des participants, qui évoluent dans un cadre d'apprentissage multilingue, elles constituent une occasion unique pour les participants et sont d'importants piliers dans le renforcement des capacités réelles des syndicats à coopérer, partager leurs vues sur leurs expériences et faire face au capital industriel et financier mondialisé. La coopération Sud-Sud devrait devenir un atout de ces activités par l'affectation de ressources provenant de projets de coopération technique gérés par ACTRAV.

L'année dernière nous avons expérimenté, ou renforcé, de nouvelles modalités d'activités régionales, surtout liées aux entreprises multinationales, par le biais d'un mélange entre formation et coordination syndicale pour les membres du comité d'entreprise mondial ou en organisant des activités bipartites avec des représentants syndicaux et des dirigeants de la même société, présente au niveau mondial et ayant signé un accord-cadre international. Chacune de ces activités offre d'intéressantes perspectives potentielles de développement futur de notre Programme, comme la coopération avec des centrales nationales, des syndicats de branche et des FSI et la mise à l'essai de nouveaux programmes (comme dans le cas des cours sur le

développement durable et les emplois verts, les travailleurs domestiques et les entreprises multinationales), et souvent organisées à la suite de plusieurs activités antérieures au niveau régional.

Un bref résumé des activités de formation interrégionales présentiels menées l'année dernière est présenté ci-dessous:

- **«Droits syndicaux et travail décent pour les travailleurs domestiques»**
Cours régulier avec 15 participants (dont 12 femmes) en anglais et en espagnol
- **«Protection et sécurité sociale pour les syndicats»**
Cours régulier avec 12 participants (dont 8 femmes) en portugais pour les pays africains lusophones et le Brésil
- **«Garantir les droits des travailleurs dans les EMN par l'organisation et la négociation collective»**
Cours régulier avec 15 participants (dont six femmes) en anglais, espagnol et français
- **«Réunion du réseau FIAT-CHRYSLER»**
Cette activité, menée à Turin en coopération avec IndustriAll avec 78 participants (dont dix femmes) en anglais, espagnol, français, polonais, portugais, tchèque, allemand et italien, comprenait également un volet formation concernant les questions émergentes dans les relations professionnelles avec le groupe, suite à la mise en place de la fabrication de classe mondiale (*World Class Manufacturing, WCM*), un nouveau système d'organisation du travail et de la productivité.
- **«Réunion du réseau Case-New Holland (CNH)»**
Cette activité, menée à Turin en coopération avec IndustriAll avec 56 participants (dont dix femmes) en anglais, espagnol, français, polonais, portugais, tchèque, allemand et italien comprenait également un volet formation concernant les questions émergentes dans les relations professionnelles avec le groupe, suite à la mise en place de la fabrication de classe mondiale (*World Class Manufacturing, WCM*), un nouveau système d'organisation du travail et de la productivité.
- **«Action syndicale pour promouvoir les droits des travailleurs migrants dans la région méditerranée»**
L'objectif de cette activité, qui a eu lieu à Turin avec 56 participants (dont 11 femmes), était d'organiser un réseau de syndicats avec l'établissement de coordonnateurs dans les pays d'origine et les pays d'accueil pour promouvoir l'aide et le soutien aux travailleurs migrants et protéger leurs droits dans la région méditerranée.

Liste des annexes

Annexe 1	Conclusions du TUTC 2013
Annexe 2	Résumé des descriptions des cours 2013
Annexe 3	Cours réguliers 2013 par région
Annexe 4	Cours réguliers (répartition par région 2000-2013)
Annexe 5	Activités résidentielles en 2013, hors cours réguliers et projets
Annexe 6	Activités sur le terrain en 2013, hors projets
Annexe 7	Activités d'apprentissage à distance et mixtes exécutées en 2013, hors projets
Annexe 8	Activités liées à un projet exécutées en 2013 par région
Annexe 9	Répartition selon le genre
Annexe 10	Évaluation
Annexe 11	Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
Annexe 11 bis	Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
Annexe 12	Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites
Annexe 12 bis	Tableau détaillé des Académies
Annexe 13	Cours réguliers 2014
Annexe 14	Activités prévues et exécutées en 2014
Annexe 15	Plans indicatifs pour 2015
Annexe 16	Généralités sur le programme

Annexe 1

Conclusions du TUTC 2013

32^{ème} Comité de la formation syndicale

tenue les 9 et 10 mai 2013

Centre international de formation de l'OIT, Turin

Membres présents:

Bheki Ntshalintshali (Président du groupe des travailleurs)
Maria Fernanda Carvalho Francisco (membre suppléante du groupe des travailleurs)
Cinzia Del Rio (membre du groupe des travailleurs)
Hadja Kaddous (membre du groupe des travailleurs)
Nilton Souza Da Silva (membre du groupe des travailleurs)
Guangping Jiang (membre suppléant du groupe des travailleurs)
Esther Busser (Secrétaire adjointe du groupe des travailleurs)
Dan Cunniah (Directeur, ACTRAV-Genève)
Raghwan Raghwan (ACTRAV-Genève)

Patricia O'Donovan (Directrice, Centre de Turin)
Antonio Graziosi (Directeur des programmes de formation, Centre de Turin)
Giacomo Barbieri (Secrétaire du Comité de la formation syndicale)

Observateurs:

Jesús García Jiménez
Mban Kabu
Arun Kumar
Evelyn Toth-Muciacciaro

Conclusions et recommandations

Prenant bonne note des opinions exprimées lors du débat, le Comité a atteint un consensus sur les points suivants:

1. Réitérer son inquiétude face à la baisse structurelle du financement disponible pour le développement des capacités des mandants de l'OIT en général, et des travailleurs en particulier, et demander à la Directrice du Centre de faire une priorité de la mobilisation de ressources aux fins de renforcement des capacités des mandants sur l'Agenda du travail décent, de sorte à remplir le mandat fondamental du Centre en tant qu'organe de formation de l'OIT, tel que reconnu par la Déclaration sur la justice sociale de 2008, et à créer les conditions permettant d'atteindre les objectifs fixés par le Plan stratégique.
2. Réaffirmer le rôle transversal stratégique des normes internationales du travail, et en particulier de la liberté syndicale et de la négociation collective, du tripartisme, de l'égalité des genres et de méthodologies d'apprentissage améliorées en tant que conditions essentielles et moyens d'action principaux de toutes les activités du Centre.
3. Demander que, pour que le Centre puisse jouer son rôle stratégique d'organe de formation de l'OIT, et pour rester cohérent avec le programme de réforme de celle-ci, une intégration accrue entre le Centre et le BIT soit recherchée, y compris par le biais de discussions régulières au Conseil d'administration sur l'avenir du Centre, et que l'allocation de ressources à ce dernier fasse partie intégrante de la stratégie de mobilisation de ressources de l'OIT et ne soit plus une composante distincte ou ajoutée en dernière minute, en particulier quand il est question de la coopération technique, des négociations avec les bailleurs de fonds, de l'utilisation du CSBO, etc.
4. Demander qu'un résultat spécifique relatif à la formation, au partage des connaissances et à la composante d'éducation du développement des capacités soit inclus dans le document présenté au Conseil d'administration d'octobre sur le nouveau cadre stratégique de l'OIT, afin d'assurer des ressources durables et prévisibles à l'avenir. Ce résultat devrait en particulier appuyer des plans d'études tels que l'ensemble sur le travail décent mis au point par ACTRAV-Turin pour aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD et les PNUAD, en se basant sur la Déclaration sur la justice sociale et les quatre piliers de l'Agenda du travail décent.
5. Réitérer sa demande d'application d'une stratégie de financement effective pour le Programme, qui a été fortement touché par la réduction des sources traditionnelles de financement non réservé.
6. Se féliciter de l'implication et des compétences du personnel du Centre et demander une amélioration de la pratique de négociation régulière et de discussion avec le Comité du Syndicat du personnel, en particulier sur les points et les objectifs du Plan stratégique relatifs au personnel, à la stabilité de l'emploi et aux conditions de travail.
7. Stimuler la politique du Centre sur les cours bi- et tripartites, avec une représentation accrue des partenaires sociaux et des plans d'étude adoptés de commun accord, en intensifiant la coopération entre le Programme des activités pour les travailleurs et d'autres programmes techniques et en insistant sur la qualité et la valeur ajoutée des contributions tripartites.

8. Exhorter le Centre à prendre des mesures pour garantir une meilleure représentation des travailleurs, à travers la consultation de la Secrétaire du groupe des travailleurs et l'approbation par cette dernière des participants travailleurs aux activités du Centre autres que celles organisées par le Programme, en particulier aux académies et aux activités tripartites, nationales et régionales.
9. Renforcer la coopération avec les bureaux régionaux pour le financement des participants travailleurs aux activités du Centre, y compris à travers la mise en relation des cours avec les résultats des programmes par pays et avec les fonds régionaux, afin d'augmenter la participation des travailleurs aux activités tripartites et aux académies, et nouer si nécessaire un dialogue avec les gouvernements pour s'assurer que cet objectif sera atteint.
10. Appréciant les efforts déployés par le Programme pour développer les capacités des syndicats, demander qu'il étende sa capacité à identifier et à répondre aux besoins de formation et à mobiliser des fonds grâce à une coopération accrue avec ACTRAV à tous les niveaux et avec la Secrétaire du groupe des travailleurs. Pour améliorer la communication, éviter les doubles emplois et renforcer la coopération pour la mise en oeuvre des activités de formation, en particulier celles organisées sur le terrain, et assurer une meilleure circulation de l'information sur les activités du Centre (autres que les cours réguliers) entre ACTRAV-Turin d'une part et ACTRAV-Genève, les points focaux régionaux et les spécialistes de terrain de l'autre, et vice versa.
11. Continuer à améliorer la coordination et l'interaction avec ACTRAV-Genève et les organisations syndicales régionales, y compris au moyen d'ateliers régionaux spécifiques, afin de contribuer à la planification des programmes de formation d'ACTRAV-Turin, comme suggéré dans le cadre du suivi du Symposium sur l'éducation ouvrière de 2007.
12. Consolider la coopération avec les fédérations syndicales internationales, en particulier sur les activités de formation relatives aux EMN.
13. Continuer à améliorer l'équilibre de genre et consolider l'intégration des questions de genre dans la conception, la réalisation et l'évaluation des activités.
14. Poursuivre le développement d'un programme de formation de qualité élevée, basé sur des plans d'études nouveaux ou mis à jour orientés sur le contenu spécifique des activités, dans le but de mettre en place des processus d'apprentissage consolidés et articulés en modules abordant des besoins et des thèmes diversifiés dans chaque domaine d'action du Programme et tenant compte des priorités identifiées par le groupe des travailleurs.
15. Organiser pour toutes les régions des formations sur les sujets fondamentaux, tels que les relations d'emploi, les politiques salariales, l'organisation des travailleurs, la négociation collective, la sécurité sociale, le développement durable, la politique macroéconomique et les EMN, et continuer à travailler sur les priorités du groupe des travailleurs afin de renforcer la pertinence des activités de formation pour les organisations syndicales et de contribuer à disséminer les connaissances et les informations.
16. Poursuivre le développement des activités pour les états arabes et les pays d'Afrique francophone, et inviter la Direction du Centre à contribuer à ces objectifs.
17. Intégrer les participants des pays d'Afrique lusophones dans les activités pour l'Afrique.

18. Évaluer en permanence l'impact des activités sur les syndicats, afin d'améliorer la qualité de la formation et de renforcer le suivi (y compris par l'établissement de réseaux de points focaux sur les sujets traités par les activités pour atteindre l'impact le plus élevé possible aux niveaux régional et national), ainsi que d'étendre la coordination avec les activités d'ACTRAV en général.
19. Tenir à jour une base de données des structures et institutions de formation gérées par des syndicats à travers le monde et nouer de nouveaux liens avec les collègues du travail dans l'optique de manifestations conjointes et soutenir la coopération syndicale Sud-Sud.
20. Plaider pour une meilleure diffusion de l'information sur les activités de formation du Programme au sein d'ACTRAV-Genève, du groupe des travailleurs, du mouvement syndical et des donateurs potentiels.
21. Passer à une planification sur deux ans.
22. Approuver la liste des activités proposées pour 2014 et demander des éclaircissements sur la liste pour 2015.

Turin, mai 2013.

Annexe 2

Résumé des descriptions de cours 2013

RÉSUMÉ DES DESCRIPTIONS DE COURS 2013

Les fichiers décrivant les activités de formation et le matériel didactique du Programme des activités pour les travailleurs de 2013 peuvent être consultés sur le site Web d'ACTRAV-Turin à l'adresse suivante:

http://actrav.itcilo.org/index_fr.php.

AFRIQUE

Activités à Turin

Titre: A1-06021 «Formation syndicale sur le développement durable et le travail décent»

Lieu: Turin

Dates: 25 février - 8 mars 2013

Participants: 15 (dont 4 femmes)

Langues: anglais et français

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- D'expliquer la crise de l'environnement et le lien entre un écosystème sain et le bien-être;
- D'analyser la répartition des coûts environnementaux et sociaux de la crise de l'environnement;
- D'expliquer l'approche utilisée par l'OIT pour relever les défis issus de la crise de l'environnement;
- De décrire les principaux défis environnementaux actuels et d'identifier les possibilités de promouvoir le travail décent par un nouveau modèle de production et consommation durable respectueux de l'environnement;
- D'expliquer les priorités du groupe des travailleurs pour parvenir au travail décent et garantir la préservation de l'environnement;
- De partager les expériences de l'action syndicale et les questions environnementales à différents niveaux — du lieu de travail au territoire régional, national et international — y compris les expériences sur les difficultés concernant le dialogue social bipartite et tripartite, la SST, la sécurité sociale, l'égalité entre hommes et femmes, les emplois verts et la transition juste vers le travail décent et durable;
- De préparer un plan d'action individuel et la voie à suivre vers l'économie verte, le travail décent et le développement durable.

Titre: A1-06025 «Renforcement des capacités pour organiser et gérer un syndicat»

Lieu: Turin

Dates: 13-24 mai 2013

Participants: 19 (dont 10 femmes)

Langue: anglais

À l'issue de la formation, les participants étaient en mesure:

- D'expliquer les répercussions de la mondialisation sur le monde du travail en mettant l'accent sur ses effets sur les syndicats;

- D'identifier les causes profondes de la baisse de l'adhésion syndicale, la fragmentation et la prolifération des syndicats ainsi que les conséquences de ces phénomènes sur les travailleurs et la société en générale;
- De partager leurs expériences, stratégies et outils concernant l'organisation et la gestion des syndicats en Afrique et en Europe;
- D'échanger des idées sur l'application, dans leur pays respectif, des conventions de l'OIT sur la liberté syndicale et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail;
- De proposer des stratégies visant à rendre compte des efforts des syndicats pour étendre la protection juridique à toutes les catégories de travailleurs, notamment les travailleurs migrants, les travailleurs domestiques et les travailleurs de l'économie informelle en constante croissance;
- D'élaborer des stratégies pour intégrer les questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans les mesures, propositions et actions des syndicats destinées à augmenter le taux d'adhésion des femmes au sein du mouvement syndical;
- De préparer des propositions individuelles de suivi pour transmettre les connaissances et l'expérience acquises au cours de la formation, ce qui permettra d'améliorer l'organisation et la définition des PPTD de façon favorable pour les travailleurs dans le cadre des programmes et activités de ces organisations syndicales.

Titre: A1-06030 «Renforcement des capacités des syndicats en matière de négociation collective»

Lieu: Turin

Dates: 2-13 décembre 2013

Participants: 10 (dont 4 femmes)

Langue: français

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- De décrire les forces à l'origine de la mondialisation et les effets de la crise économique et financière mondiale sur le monde du travail, ainsi que les réponses apportées par l'OIT;
- D'expliquer la procédure de normalisation de l'OIT et l'action des syndicats dans les organes de contrôle;
- De partager leurs expériences relatives aux relations industrielles, afin d'identifier les défis principaux qui se posent aux syndicats travaillant pour un travail décent au niveau national;
- D'expliquer le contenu des normes de l'OIT sur la liberté d'association, la négociation collective, les relations de travail, les travailleurs domestiques, la sécurité sociale et le socle de protection sociale;
- D'analyser les tendances salariales mondiales et les facteurs ayant une incidence sur les salaires et les conditions d'emploi;
- D'expliquer les tendances salariales mondiales et les formules à utiliser pour déterminer les salaires minimum;
- De partager leurs expériences sur l'amélioration productive et les techniques d'analyse des informations financières des entreprises à des fins de négociation sur la productivité;
- De débattre des techniques et stratégies pour une négociation collective efficace;
- De proposer des stratégies d'intégration de la perspective de genre dans les programmes et activités des syndicats, y compris dans la négociation collective, pour améliorer la participation des femmes aux structures décisionnelles;
- De préparer des plans d'action individuels permettant le transfert de l'expérience et des connaissances acquises pendant la formation à leur syndicat, afin d'améliorer leurs programmes et activités en faveur d'un travail décent pour tous.

Activités sur le terrain

Titre: A1-56353 «Formation syndicale sur le VIH/sida et la migration de main-d'œuvre»

Lieu: Lomé (Togo)

Dates: 1-5 juillet 2013

Participants: 19 (dont 12 femmes)

Langues: anglais et français

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- D'expliquer les notions de base relatives au VIH/sida ainsi que ses effets sur le monde du travail;
- D'améliorer leurs connaissances sur les risques liés au VIH, ainsi que sur les vulnérabilités et les besoins des travailleurs migrants;
- De décrire les interdépendances existant entre genre, migration de main-d'œuvre et VIH/sida.
- D'expliquer les normes de l'OIT concernant le VIH/sida et leur pertinence pour les travailleurs migrants;
- De développer les capacités des syndicats à gagner en influence, via le dialogue social, le lobbying et la sensibilisation, dans la conception et la formulation de politiques et de programmes liés au VIH/sida sur le lieu de travail, et qui répondent aux besoins particuliers des travailleurs migrants;
- De renforcer la capacité des syndicats à réduire la stigmatisation et la discrimination grâce à la fourniture de services de santé pour les travailleurs migrants;
- D'élaborer des plans d'action destinés à permettre aux participants de transmettre à leurs syndicats les connaissances et les compétences acquises durant la formation et d'influencer les politiques publiques.

Titre: A1-56354 «Développement des capacités des membres des comités Jeunesse sur la crise de l'emploi des jeunes en Afrique»

Lieu: Accra (Ghana)

Dates: 26-30 août 2013

Participants: 18 (dont 10 femmes)

Langues: anglais et français

À la fin de l'activité, les participants étaient en mesure:

- D'identifier les principaux obstacles à une réponse politique à la crise de l'emploi des jeunes axée sur le travail décent, l'emploi plein et productif, le développement des entreprises durables et le respect des droits des jeunes;
- D'intégrer les priorités des travailleurs dans les programmes pour l'emploi des jeunes, les PPTD, les stratégies de réduction de la pauvreté et la mise en œuvre des OMD;
- De formuler des réponses politiques dynamiques à la crise de l'emploi des jeunes en tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes et des secteurs de l'économie et de la société les plus vulnérables aux effets de la crise de l'emploi des jeunes;

- De développer les capacités des syndicats concernant les méthodes et processus nécessaires pour mettre en œuvre leurs propositions politiques et leur aptitude à exercer une plus grande influence, à travers le dialogue social, le lobbying et la sensibilisation, sur la conception et la planification des programmes nationaux pour l'emploi des jeunes.

Titre: A1-56356 «Renforcement des capacités pour la promotion du travail décent en faveur des travailleurs migrants et atypiques: concepts, instruments, actions et stratégies»

Lieu: Accra (Ghana)

Dates: 30 septembre - 4 octobre 2013

Participants: 14 (dont 9 femmes)

Langues: anglais et français

À la fin de l'activité, les participants étaient en mesure:

- De décrire la situation des migrations internationales de main-d'œuvre et les efforts initiés par l'OIT en vue de protéger les travailleurs migrants en adoptant une approche basée sur les droits;
- D'analyser les travailleurs migrants et l'économie mondiale en mettant tout particulièrement l'accent sur les répercussions de la crise économique mondiale sur les migrations de main-d'œuvre;
- D'analyser les conditions de travail et de vie des migrants et autres travailleurs atypiques;
- D'évaluer la situation des migrants et autres travailleurs atypiques et la nécessité d'une action syndicale;
- D'expliquer le contenu des conventions de l'OIT et des instruments connexes relatifs aux droits des travailleurs migrants;
- De décrire les principes de gouvernance clés, le rôle du dialogue social et de l'inspection du travail en matière de migrations de main-d'œuvre et de suggérer des pistes afin de renforcer la cohérence politique;
- D'examiner les liens entre les priorités des travailleurs migrants et autres travailleurs atypiques et l'Agenda du travail décent de l'OIT;
- De suggérer des actions syndicales destinées à éliminer les causes profondes des migrations de main-d'œuvre et la vulnérabilité des travailleurs sur le marché du travail africain et parvenir au travail décent pour tous;
- De préparer des plans d'action individuels afin d'orienter les efforts des participants en matière de défense et de promotion des droits des travailleurs migrants.

Titre: A1-56355 «Activité de suivi sur le renforcement des capacités en matière de SST et HIV/sida»

Lieu: Kisumu (Kenya)

Dates: 18-22 novembre 2013

Participants: 16 (dont 7 femmes)

Langue: anglais

À l'issue de cette activité, les participants étaient en mesure:

- D'étudier et mettre en pratique la méthode et les techniques d'apprentissage actif;
- D'analyser la relation entre sécurité et santé au travail;
- De décrire les initiatives pour intégrer la Stratégie globale en matière de sécurité et de santé au travail et le cadre normatif sur la SST de l'OIT dans les politiques et programmes nationaux;

- D'évaluer les progrès concernant la mise en application au niveau national et à l'échelle du lieu de travail de la recommandation n° 200 de l'OIT sur le VIH et le sida;
- D'identifier les difficultés existant dans le domaine de la SST et la lutte contre le VIH et le sida et proposer des actions et stratégies menées par les syndicats pour les surmonter;
- De préparer des stratégies pour conforter le rôle des syndicats dans le renforcement du niveau et de la qualité des systèmes publics d'inspection du travail;
- D'élaborer des plans d'action individuels permettant aux participants de transmettre les connaissances et compétences acquises pendant la formation aux autres membres du syndicat.

Titre: A1-56714 «Plan d'action stratégique pour le Congrès du travail de Sierra Leone et ses membres»

Lieu: Freetown (Sierra Leone)

Dates: 16-18 décembre 2013

Participants: 29 (dont 3 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de développement de cette activité était de soutenir le renforcement des capacités du Congrès du travail de Sierra Leone (SLLC) dans l'élaboration d'un plan stratégique pour influencer les politiques économiques et sociales en fonction des besoins des travailleurs et de leur famille.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- De comprendre la pertinence des priorités du groupe des travailleurs au sein de l'OIT;
- D'analyser le contexte macroéconomique et social de Sierra Leone;
- D'examiner la situation actuelle du mouvement syndical de Sierra Leone;
- De décrire le concept de planification stratégique et de suivre une procédure systématique afin d'élaborer un plan d'action stratégique cohérent pour le SLLC.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Activités à Turin

Titre: A2-06022 «Formation syndicale sur les politiques de l'emploi et l'économie informelle»

Lieu: Kisumu (Kenya)

Dates: 18 février - 8 mars 2013

Participants: 14 (dont 5 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours avait l'objectif suivant:

Soutenir les organisations syndicales et renforcer leur capacité à développer et planifier des stratégies syndicales de formalisation du travail de l'économie informelle, défendre les droits syndicaux et les droits des travailleurs et progresser dans la formalisation de leurs relations professionnelles.

Titre: A2-06026 «Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail»

Lieu: Turin

Dates: 8-26 avril 2013

Participants: 20 (dont 6 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

- Évaluer les politiques actuelles des syndicats en matière de sécurité et santé au travail;
- Identifier les idées principales, les pratiques exemplaires et les difficultés rencontrées par la politique syndicale dans la sécurité et santé au travail et la gestion de la prévention dans l'entreprise;
- Adopter une approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes dans les stratégies d'intervention et les politiques nationales de sécurité et santé au travail;
- Savoir se servir des instruments pertinents de l'OIT et développer les possibilités offertes par l'utilisation de l'approche fondée sur les droits comme outil d'action syndicale;
- Promouvoir la ratification et le respect des conventions n^{os} 155 et 187 de l'OIT;
- Promouvoir la coopération syndicale entre les pays participants dans le domaine de la sécurité et santé au travail;
- Renforcer l'action des syndicats par la création d'espaces de coordination et d'organisation dans le domaine de la santé au travail;
- Promouvoir le renforcement d'espaces de dialogue social et encourager la négociation collective sur la santé au travail;
- Favoriser la mise en œuvre de la Stratégie ibéro-américaine de sécurité et santé au travail au niveau régional et national;
- Favoriser la création de systèmes d'information, enregistrement et déclaration d'accidents et de maladies ainsi que la mise en place d'enquêtes sur les conditions de travail servant de base à la conception des politiques publiques et permettant de sélectionner les mesures préventives prioritaires, aussi bien de façon générale que sur le lieu de travail.

Activités sur le terrain

Titre: A2-56375 «Emploi et protection sociale dans le nouveau contexte démographique»

Lieu: Lima (Pérou)

Dates: 8-10 mai 2013

Participants: 20 (dont 5 femmes)

Langue: espagnol

Ce séminaire-atelier visait à développer les capacités techniques et syndicales des représentants des organisations syndicales en travaillant sur l'incidence politique du rapport entre travail décent, socle de protection sociale, emploi et contexte démographique actuel, en tenant compte des différentes situations régionales; le séminaire s'inscrivait au niveau national et sous-régional dans le contexte des discussions ayant lieu à Genève lors de la 102^e session de la Conférence internationale du Travail et dans le cadre de l'organisation de la formation syndicale prévue à cet effet.

Ce séminaire avait pour objectifs:

- Examiner la stratégie d'intervention du mouvement syndical américain lors de la 101^e session de la Conférence internationale du Travail en juin 2012, qui donna lieu à l'adoption de la recommandation sur les socles nationaux de protection sociale;
- Structurer la participation et l'action syndicale pour la Conférence de 2013;

- Identifier les éléments fondamentaux du débat sur le lien entre régime contributif, réforme fiscale, politique fiscale, élargissement de la protection sociale, viabilité des systèmes de protection sociale et leur rapport avec les principes définis par la Plate-forme syndicale de la sécurité sociale (PLACOSS);
- Faire respecter la convention n° 102 sur la norme minimum de la sécurité sociale: démographie, âge légal de départ à la retraite et besoins des personnes âgées en matière de protection sociale.

Titre: A2-56372 «Atelier régional sur l'emploi et la protection sociale»

Lieu: Lima (Pérou)

Dates: 28-30 août 2013

Participants: 11 (dont 4 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

- Examiner la stratégie d'intervention du mouvement syndical américain lors de la 101^e et 102^e sessions de la Conférence internationale du Travail;
- Identifier les éléments fondamentaux du débat sur le lien entre régime contributif, négociation collective, salaires et politique fiscale, élargissement de la protection sociale et viabilité des systèmes de protection sociale en mettant l'accent sur le partage des expériences entre les pays émergents;
- Faire respecter la convention n° 102 sur la norme minimum de la sécurité sociale en ce qui concerne la démographie, l'âge légal de départ à la retraite et les besoins des personnes âgées en matière de protection sociale ainsi que son rapport avec les priorités syndicales définies dans la stratégie syndicale continentale latino-américaine de sécurité sociale (PLACOSS).
- Accorder l'action de la CSA dans le domaine de la sécurité sociale et de l'économie informelle afin d'atteindre un programme commun comprenant le développement de politiques syndicales qui tiennent compte des particularités des différents types de travail informel afin que ces travailleurs aient accès aux prestations sociales.

Titre: A2-56376 «Atelier régional sur la négociation collective et la SST»

Lieu: Caracas (Venezuela)

Dates: 23-27 septembre 2013

Participants: 17 (dont 4 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

- Identifier les principaux progrès et obstacles ainsi que des pratiques exemplaires de politique syndicale de sécurité et santé au travail et de gestion de la prévention dans l'entreprise en adoptant une approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes;

- Connaître et utiliser les instruments pertinents de l'OIT et développer les possibilités offertes par l'utilisation de l'approche fondée sur les droits comme outil d'action syndicale pour la négociation collective et le dialogue social;
- Promouvoir la coopération syndicale entre les pays participants dans le domaine de la sécurité et santé au travail;
- Renforcer l'action des syndicats par la création d'espaces de coordination et d'organisation de l'action syndicale dans le domaine de la santé au travail;
- Promouvoir le renforcement d'espaces de dialogue social et encourager la négociation collective sectorielle sur la santé au travail;
- Favoriser la création de systèmes d'information, enregistrement et déclaration d'accidents et de maladies ainsi que la mise en place d'enquêtes sur les conditions de travail servant de base à la conception des politiques publiques et permettant de sélectionner les mesures préventives prioritaires, aussi bien de façon générale que sur le lieu de travail.

Titre: A2-56377 «Atelier régional d'économie pour le travail décent: Réseau des économistes du travail»

Lieu: Sao Paulo (Brésil)

Dates: 4-8 novembre 2013

Participants: 12 (dont 6 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette activité étaient les suivants:

- Situer les revendications syndicales relatives au travail décent dans le cadre des possibilités offertes par la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2008 en matière de politiques publiques;
- Sélectionner des politiques macroéconomiques pour la promotion du travail décent et la formalisation de l'économie en adoptant une approche fondée sur les droits;
- Connaître l'importance de l'utilisation du cadre normatif de l'OIT en tant qu'outil permettant de définir un modèle de développement durable;
- Mettre en perspective l'importance du travail décent pour la viabilité des petites entreprises;
- Analyser les caractéristiques du contexte économique et financier actuel en tenant compte des modifications résultant des politiques fiscales (espaces fiscaux) et leurs répercussions sur le travail décent et la répartition des recettes;
- Renforcer le réseau régional des économistes du travail issus du milieu syndical et universitaire dans le cadre de la Plate-forme syndicale de développement.

Titre: A2-56585 «Formation professionnelle et travail décent»

Lieu: Lima (Pérou)

Dates: 18-21 novembre 2013

Participants: 12 (dont 5 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

- Renforcer les capacités des formateurs travaillant dans la formation syndicale et professionnelle sur les questions liées au travail décent;
- À partir des activités réalisées par les institutions de formation professionnelle, décider s'il y a lieu d'intégrer ces éléments dans les programmes de formation professionnelle (le cas échéant, à différents niveaux) afin de faire prendre conscience aux travailleurs de l'importance du travail décent pour le développement durable, la cohésion sociale, la justice sociale et le recul des relations de travail informelles;
- Partager des expériences et élaborer une feuille de route pour la mise en place de stratégies de formation continue facilitant l'intégration, la formalisation du travail et la reconnaissance des compétences des groupes marginalisés;
- Présenter les expériences des fondations syndicales espagnoles dans le cadre du développement de leurs programmes de formation professionnelle intégrant le travail décent;
- Renforcer les activités de formation réalisées par ACTRAV par le biais des expériences pratiques que les deux institutions peuvent apporter;
- Élaborer une proposition pédagogique régionale à partir des feuilles de route, en tenant particulièrement compte des jeunes et des travailleurs de l'économie informelle.

Titre: A2-56584 «Travail rural et travail décent»

Lieu: Montevideo (Uruguay)

Dates: 25-29 novembre 2013

Participants: 15 (dont 3 femmes)

Langue: espagnol

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

- Renforcer les plate-formes syndicales de la CSA: les réseaux syndicaux régionaux ont analysé les meilleures expériences syndicales des travailleurs du secteur rural et de l'économie informelle en tenant compte des campagnes pour la défense de la liberté syndicale et la négociation collective, notamment celle qui a été conduite par la CSA;
- Conforter les réseaux syndicaux régionaux: à partir des résultats de cette activité, les réseaux syndicaux de protection sociale et économie informelle de la CSA, chargés de l'application des résolutions adoptées lors du dernier congrès, ont prévu de renforcer leur action dans le secteur agricole et l'économie informelle en collaboration avec l'OIT et la FAO;
- Concevoir des campagnes syndicales pour obtenir la ratification et le respect de la convention n° 184 sur la SST dans le secteur agricole, à partir de l'analyse des meilleurs exemples de mise en œuvre des conventions fondamentales et de la convention n° 184 de l'OIT.

Titre: A2-56676 «Travail décent et groupes vulnérables»

Lieu: Brasilia (Brésil)

Dates: 2-4 décembre 2013

Participants: 19 (dont 9 femmes)

Langue: espagnol

L'objectif principal de l'activité était l'adaptation de la formation «Travail décent au cube» aux besoins spécifiques des syndicats brésiliens concernant le concept de travail décent et des processus d'analyse et d'établissement de propriétés.

Objectifs spécifiques:

- Établir des buts concrétisant des objectifs et prendre des mesures orientant l'action pour la promotion du travail décent;

- Analyser les droits fondamentaux et les conventions relatives à la gouvernance en faisant référence au tripartisme au Brésil – qui a ratifié la convention n° 144 – et par conséquent à l'existence d'une certaine influence des organisations syndicales sur l'élaboration de normes dérivées de conventions internationales;
- Étudier le processus de création du PPTD de Brésil en mettant l'accent sur ses priorités à partir de la correspondance entre les axes stratégiques du travail décent.

Activités à distance et mixtes

Titre: A2-76370 «Cours d'initiation à la SST pour délégués syndicaux»

Lieu: à distance

Dates: 24 juin - 9 août 2013

Participants: 56 (dont 41 femmes)

Langue: espagnol

L'objectif de ce cours en ligne était de présenter des outils pratiques d'action syndicale dans le domaine de la santé au travail venant appuyer l'activité des délégués syndicaux dans les centres de travail, améliorant ainsi leur capacité d'organisation, la défense de la santé des travailleurs et leurs conditions de travail.

Titre: A2-76369 «Travail décent et économie informelle»

Lieu: à distance

Dates: 22 août - 4 octobre 2013

Participants: 62 (dont 25 femmes)

Langue: espagnol

L'objectif de cette formation était de soutenir les organisations syndicales et renforcer leur capacité à développer et planifier des stratégies syndicales de formalisation du travail dans l'économie informelle; défendre les droits syndicaux et les autres droits des travailleurs et progresser dans la formalisation de leurs relations professionnelles.

Les objectifs spécifiques de cette activité de formation à distance étaient:

- Identifier les différents aspects du travail dans l'économie informelle pour que les organisations syndicales puissent aborder le sujet de façon multidimensionnelle;
- Comparer et organiser les informations sur le déficit de travail décent favorisant le travail précaire et l'économie informelle en adoptant une approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes;
- Décrire et utiliser les instruments pertinents de l'OIT et développer les possibilités offertes par l'adoption de l'approche fondée sur les droits en tant qu'outil d'action syndicale;
- Renforcer les capacités des organisations syndicales afin de développer la syndicalisation des travailleurs de l'économie informelle et la protection de leurs droits.

Titre: A2-76368 «Sécurité et santé au travail»

Lieu: à distance

Dates: 2 octobre - 8 novembre 2013

Participants: 60 (dont 40 femmes)

Langue: espagnol

L'objectif de cette formation en ligne était de proposer des outils pratiques pour l'action syndicale dans le domaine de la santé au travail venant appuyer l'activité des délégués syndicaux dans les centres de travail, améliorant ainsi leur capacité d'organisation, la défense de la santé des travailleurs et leurs conditions de travail.

Il s'agissait surtout de contribuer à renforcer les connaissances sur les droits et obligations en matière de sécurité et santé au travail, conformément aux normes internationales du travail, en adoptant une approche intégrée de l'égalité entre hommes et femmes. Une attention particulière a été portée aux droits de participation par des stratégies syndicales d'intervention.

ASIE ET PACIFIQUE

Activités à Turin

Titre: A3-06024 «Renforcement des capacités des syndicats pour la promotion du travail décent»

Lieu: Turin

Dates: 18-28 mars 2013

Participants: 16 (dont 9 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de cette formation était:

- De faire comprendre les enseignements de la crise économique mondiale, la pertinence de l'Agenda du travail décent pour surmonter les obstacles au développement auxquels sont confrontés les pays asiatiques, les propositions pour une mondialisation équitable, les mesures de relance axées sur le travail décent et le rôle des syndicats;
- D'examiner la liberté syndicale, le droit d'organisation, le droit à la négociation collective et les obstacles à la protection sociale auxquels doivent faire face les syndicats en Asie; de considérer les différentes façons de surmonter ces difficultés dans le cadre de l'Agenda syndical du travail décent;
- De présenter la méthode de formation syndicale d'ACTRAV «Travail décent au cube», destinée à promouvoir le travail décent;

- De développer des connaissances sur les normes de l'OIT en matière de liberté syndicale, négociation collective et sécurité sociale, et notamment sur les mécanismes de contrôle de l'OIT, afin de promouvoir leur application au niveau national.
- De renforcer les connaissances sur les facteurs ayant une influence sur les salaires, la productivité et le travail décent; de renforcer les capacités des syndicats à prendre des mesures en connaissance de cause, en utilisant le dialogue social et la négociation;
- De sensibiliser aux questions d'égalité entre hommes et femmes et les intégrer dans les politiques et mesures syndicales pour promouvoir le travail décent pour tous;
- De soutenir les programmes de suivi de promotion de la liberté syndicale, droit d'organisation et droit à la négociation collective dans la région Asie-Pacifique dans le cadre de l'Agenda du travail décent.

Titre: A3-06028 «La communication au service d'un syndicalisme accessible et efficace»

Lieu: Turin

Dates: 1-12 juillet 2013

Participants: 14 (dont 6 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de cette formation était:

- D'examiner les pratiques existantes en matière de communication et d'identifier les principales difficultés d'organisation et les obstacles techniques rencontrés par les syndicats dans le cadre de leur stratégie de communication avec les membres, les employeurs, le gouvernement et la société;
- D'encourager la découverte de nouvelles méthodes participatives et de permettre le partage de ces expériences et d'autres initiatives syndicales pour améliorer la communication et les capacités techniques de communication avec les membres, les employeurs, le gouvernement et la société;
- De faire connaître les facteurs ayant une incidence sur le monde du travail dans une économie mondialisée et de renforcer les capacités des syndicats à lutter pour le travail décent en se faisant réellement entendre et représenter et en menant une négociation collective fructueuse;
- De comprendre le rôle de l'information et de la communication, d'acquérir des connaissances concernant plusieurs outils de communication innovants et de reconnaître les possibilités et les limitations des nouvelles technologies et des médias sociaux pour la communication syndicale, l'organisation et les activités de sensibilisation;
- D'adopter une approche intégrée des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans les orientations stratégiques du syndicat concernant la communication et les mesures de promotion du travail décent.

Activités supplémentaires à Turin

Titre: A3-06194 «Formation de formateurs sur la promotion du travail décent et la formation de cadres syndicaux (Chine)»

Lieu: Turin

Dates: 15-24 avril 2013

Participants: 21 (dont 11 femmes)

Langue: anglais et chinois

L'objectif de cette formation était:

- D'examiner et d'identifier les difficultés techniques et les obstacles à l'organisation syndicale auxquels sont confrontés les syndicats dans la formation des travailleurs, la syndicalisation, la négociation collective et la défense du travail décent en Chine;
- De comprendre les enseignements de la crise économique actuelle en matière d'emploi, développement et relations professionnelles, notamment la réponse de l'OIT et ses recommandations pour la reprise et le développement durable;
- D'approfondir les connaissances de l'Agenda du travail décent de l'OIT et de l'approche fondée sur les droits de l'OIT concernant la promotion du développement durable et le travail décent pour tous;
- De découvrir la méthode de formation et planification pour la promotion du travail décent d'ACTRAV (le modèle du travail décent au cube);
- D'identifier les principaux problèmes et difficultés rencontrés par les syndicats dans le domaine de la formation des travailleurs et d'approfondir le sujet de la formation participative et les méthodes d'apprentissage pour les cadres syndicaux;
- D'adopter une approche intégrée des questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre des politiques et mesures prises par le syndicat pour promouvoir le travail décent pour tous;
- De découvrir les mesures et les stratégies adoptées par les syndicats d'autres pays sur la syndicalisation, la négociation collective et la protection sociale et réfléchir à l'application de ces idées dans le contexte national;
- De permettre aux participants de proposer à leur syndicat de meilleurs stratégies pour promouvoir la syndicalisation et la négociation collective pour le travail décent à l'échelon de l'entreprise ainsi qu'au niveau sectoriel et national.

Titre: A3-06193 «Formation syndicale sur la négociation collective (Chine)»

Lieu: Turin

Dates: 4-13 novembre 2013

Participants: 20 (dont 8 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de cette formation était:

- D'identifier les principales difficultés d'organisation syndicale rencontrées par les syndicats dans la défense des droits des travailleurs en Chine et d'expliquer comment réussir à les surmonter;

- D'examiner les politiques et les pratiques concernant la négociation collective en Chine: leurs forces, leurs faiblesses et les changements nécessaires;
- De comprendre les principaux enjeux liés à la crise économique mondiale, ses répercussions sur l'emploi et les relations professionnelles ainsi que les propositions pour une mondialisation équitable et les mesures stratégiques de reprise basées sur le travail décent;
- De développer la compréhension du rôle des politiques et normes de l'OIT dans la promotion des conditions propices à une négociation collective efficace;
- De comprendre les différents facteurs qui influencent les salaires et les conditions d'emploi et développer les capacités des participants à analyser les données financières de la société (ex: lire un bilan comptable) pour servir la négociation collective;
- D'être capable de comprendre les politiques de gestion et les principaux thèmes de négociation collective et d'élaborer une liste de revendications avec justesse;
- De connaître les problèmes d'égalité entre hommes et femmes et d'en tenir compte dans la négociation collective;
- De découvrir les systèmes et les stratégies de syndicalisation et négociation collective adoptés par les syndicats dans d'autres pays;
- De proposer aux syndicats de meilleurs stratégies pour promouvoir la négociation collective à l'échelon de l'entreprise et de la branche d'activité ainsi qu'au niveau national.

Activités sur le terrain

Titre: A3-55204 «Formation syndicale sur une sortie de crise basée sur les salaires et favorisant l'emploi»

Lieu: Beijing

Dates: 13-17 mai 2013

Participants: 24 (dont 10 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De renforcer les capacités de dialogue social et négociation collective pour la défense du travail décent des syndicats, en mettant l'accent sur l'emploi, les salaires et un développement axé sur les normes du travail;
- D'approfondir le sujet des causes structurelles de la crise économique mondiale, la réponse de l'OIT fondée sur le travail décent et les différentes politiques de développement dans le cadre des recommandations du Pacte mondial pour l'emploi et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale;
- De connaître les normes pertinentes de l'OIT et les principaux instruments d'orientation salariale ainsi que le rôle des salaires minima dans les économies d'excédents de main-d'œuvre comprenant d'importants secteurs sans représentation syndicale;
- De découvrir les tendances actuelles des salaires et le rôle des politiques des salaires et des revenus dans la lutte pour une croissance économique durable et profitable à tous;

- De faciliter le dialogue et l'échange d'opinions sur les difficultés rencontrées par les syndicats et les possibilités qui s'offrent à eux dans la défense des intérêts et des droits des travailleurs dans une économie mondialisée.

Titre: A3-56512: «Promouvoir le respect des normes de l'OIT et du dialogue social au Myanmar»
[Projet «Soutien au gouvernement et partenaires sociaux de Myanmar pour la promotion de la liberté syndicale, les droits au travail et le dialogue social»]

Lieu: Yangon, Myanmar

Dates: 15-19 juillet 2013

Participants: 14 (dont 5 femmes)

Langue: anglais et birman

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De mieux faire comprendre le contenu de l'Agenda du travail décent de l'OIT et de l'approche du développement durable;
- De faire connaître les principes de la liberté syndicale et de la négociation collective et d'étudier la situation du pays à la lumière de ces enseignements;
- D'expliquer le rôle de l'OIT, sa fonction normative et le rôle des mandants dans le système de contrôle de l'OIT;
- D'observer la pratique de la liberté syndicale et du dialogue social au Myanmar à la lumière des expériences des autres pays;
- D'identifier les bénéfices du dialogue social et les conditions propices à un dialogue social national de qualité;
- D'élaborer des recommandations visant à renforcer le dialogue social et les organisations des partenaires sociaux.

Titre: A3-56349 «Formation pour jeunes dirigeants syndicaux sur la syndicalisation et la négociation collective pour la promotion du travail décent»

Lieu: Singapour

Dates: 13-16 août 2013

Participants: 24 (dont 10 femmes)

Langue: anglais

L'objectif de cet atelier de formation était:

- D'analyser les problèmes essentiels des pays asiatiques et d'identifier les principales difficultés rencontrées par les syndicats dans le domaine de la liberté syndicale, la syndicalisation, la négociation collective et la protection sociale des travailleurs;
- D'examiner les politiques et les pratiques de négociation collective: leurs forces, leurs faiblesses et les changements nécessaires;
- De comprendre les différents facteurs qui influencent les salaires et les conditions d'emploi et développer les capacités des participants à analyser les données financières de la société (ex: lire un bilan comptable) pour servir la négociation collective;

- D'être capable de comprendre les politiques de gestion et les principaux thèmes de négociation collective et d'élaborer une liste de revendications avec justesse;
- De partager les expériences des participants sur des initiatives de syndicalisation et de protection sociale menées par des syndicats de différents pays;
- D'intégrer les questions d'égalité hommes-femmes dans les programmes et actions des syndicats, notamment dans la négociation collective;
- De préparer un plan de suivi pour promouvoir la liberté syndicale, la syndicalisation et la négociation collective dans la région Asie-Pacifique.

Titre: A3-56464 «Promouvoir le travail décent pour les travailleurs de l'économie informelle: stratégies et actions syndicales»

Lieu: Bangkok (Thaïlande)

Dates: 21-25 août 2013

Participants: 24 (dont 13 femmes)

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De renforcer les capacités des syndicats à œuvrer pour le travail décent afin de réduire la pauvreté et de créer les conditions permettant de formaliser le travail informel;
- De s'employer à faire comprendre les différents aspects de l'économie informelle et des relations professionnelles, d'identifier les principales difficultés rencontrées par les syndicats dans la promotion du travail décent et la voie à suivre pour surmonter ces problèmes;
- De découvrir les normes et les axes stratégiques de l'OIT œuvrant pour la création d'un «environnement favorable» au travail décent pour tous, notamment dans l'économie informelle, en mettant l'accent sur les principes de la liberté syndicale et la négociation collective;
- De connaître des initiatives d'organisation syndicale, des thèmes de négociation collective et les stratégies des syndicats de différents pays pour défendre la sécurité de l'emploi et le travail décent pour les travailleurs de l'économie informelle;
- D'apprendre à connaître les autres pays asiatiques, notamment le Japon, et partager ses connaissances sur la défense de la sécurité de l'emploi et le travail décent pour les travailleurs au Japon;
- D'intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les programmes et mesures pris par les syndicats, notamment dans les activités de syndicalisation;
- De préparer une proposition adaptée au syndicat du participant dans le but d'améliorer les activités de syndicalisation des travailleurs de l'économie informelle et le programme de promotion du travail décent.

Titre: A3-56348 «Formation syndicale sur les relations professionnelles, la réforme du droit du travail et le travail décent»

Lieu: Manille (Philippines)

Dates: 17-20 septembre 2013

Participants: 22 (dont 9 femmes)

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De faire comprendre aux syndicats quelles sont les répercussions de la mondialisation, la crise et les réformes économiques en Asie sur la législation du travail, les droits des travailleurs et le système des relations professionnelles;
- D'identifier les principales lacunes de la législation du travail et du système national des relations professionnelles qui régissent les relations entre les partenaires sociaux et les priorités des syndicats en matière de réforme du droit du travail;
- De développer les connaissances des syndicats sur l'utilisation des normes de l'OIT pour protéger les travailleurs dans différents types de relation de travail et promouvoir le travail décent pour tous les travailleurs;
- De comprendre la recommandation n° 198 de l'OIT sur la relation de travail et faire évoluer les stratégies syndicales pour réformer la législation du travail afin d'obtenir le droit de s'organiser, le droit à la négociation collective et à la sécurité sociale pour les travailleurs en situation informelle;
- D'être capable d'expliquer les évolutions dans les politiques de gestion de la production, l'emploi et les relations professionnelles et connaître les principaux domaines de négociation collective et de la réforme du travail pour protéger les intérêts des travailleurs;
- D'améliorer la capacité des syndicats à prendre en compte les besoins des travailleuses dans le système des relations professionnelles et les programmes et actions des syndicats;
- D'élaborer un plan de suivi pour renforcer les capacités des syndicats à sensibiliser et prendre des mesures en connaissance de cause afin d'influencer la réforme du droit du travail, les relations professionnelles et promouvoir le travail décent pour tous les travailleurs.

Titre: A3-52856 «Formation syndicale sur les politiques salariales afin de promouvoir le travail décent (en mettant l'accent sur les salaires minima et la négociation collective)»

Lieu: Séoul (Corée)

Dates: 24-27 septembre 2013

Participants: 20 (dont 8 femmes)

L'objectif de cet atelier de formation était:

- D'être capable de rendre compte des enseignements de la crise mondiale actuelle en matière d'emploi, normes du travail et répartition des salaires ou revenus et d'identifier les principaux problèmes du dialogue social et de la négociation collective dans le but de parvenir au travail décent pour tous;
- De mieux comprendre les politiques salariales (ce qu'elles sont, comment les utiliser et pourquoi), les tendances salariales actuelles et le rôle du salaire minimal légal, de la protection sociale et de la négociation collective visant à promouvoir un développement axé sur les salaires;

- De connaître les normes pertinentes de l'OIT et les principaux instruments de politique salariale ainsi que l'importance de l'approche du travail décent de l'OIT dans l'élaboration des politiques salariales;
- De connaître le rôle du salaire minimum dans les pays en développement à excédent de main-d'œuvre et d'apprendre le fonctionnement de la fixation du salaire minimum et ses mécanismes d'application;
- D'examiner les modes de négociation collective et développer des connaissances concernant les domaines et compétences clés de la négociation collective pour le partage de la croissance et de la productivité;
- De préparer une proposition de suivi pour renforcer l'action des syndicats en matière de négociation collective pour la promotion du travail décent.

Titre: A3-56350 «Formation syndicale sur le développement durable, les emplois verts et le travail décent»

Lieu: Bangkok (Thaïlande)

Dates: 14-18 octobre 2013

Participants: 25 (dont 12 femmes)

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De faire connaître les notions fondamentales du débat sur l'environnement, notamment la durabilité, le rapport entre croissance et développement et le lien entre environnement, pauvreté et bien-être des personnes;
- De découvrir les problèmes écologiques et leurs conséquences sur l'emploi, les moyens de subsistance et le développement ainsi que le rôle des syndicats;
- D'examiner les principaux enjeux écologiques et d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les travailleurs et les syndicats suite aux changements climatiques et autres risques environnementaux;
- De comprendre le lien entre politiques de protection de l'environnement, conditions sur le lieu de travail et pertinence des normes du travail de l'OIT dans la stratégie pour les emplois verts et de saisir le rôle de la négociation collective dans la promotion des emplois verts et décents;
- De développer les connaissances des participants dans le domaine de l'approche du travail décent, les PPTD et leur pertinence pour traiter les problèmes du changement climatique, notamment la stratégie des emplois verts;
- De suggérer des orientations pour intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans les mesures prises en réponse au changement climatique;
- D'analyser les difficultés posées par la création du travail décent dans un nouveau modèle de production et consommation durable ainsi que les possibilités offertes par ce modèle;
- D'élaborer un plan de suivi pour contribuer au développement technique ou institutionnel des syndicats dans le domaine de la formation des travailleurs, le développement politique ou la promotion d'emplois verts et décents.

Titre: A3-55208 «Promouvoir la liberté syndicale et l'action syndicale pour le travail décent»

Lieu: Hanoi (Viet Nam)

Dates: 25-28 novembre 2013

Participants: 22 (dont 9 femmes)

L'objectif de cet atelier de formation était:

- De contribuer au renforcement des capacités organisationnelles et techniques des syndicats pour la défense, le suivi et l'établissement de rapports sur les normes internationales du travail, notamment la liberté syndicale;
- D'identifier les principales difficultés rencontrées par les syndicats dans le domaine de la liberté syndicale et la négociation collective et mieux connaître les principes de la liberté syndicale, les mécanismes de contrôle de l'OIT et le rôle des syndicats;
- De comprendre l'approche du travail décent de l'OIT, qui encourage le développement durable et le travail décent pour tous, et le rôle des syndicats dans l'élaboration et l'application des programmes par pays de promotion du travail décent;
- D'examiner et d'identifier les principales lacunes du système national des relations professionnelles (et de la législation du travail) qui régit les relations entre les partenaires sociaux et les droits syndicaux dans chaque pays;
- De découvrir les politiques de gestion de la production et du travail et développer des connaissances dans des domaines et compétences relatifs à la négociation collective afin d'assurer le travail décent pour tous;
- D'intégrer les questions d'égalité entre hommes et femmes dans les politiques, propositions et mesures syndicales pour la défense du travail décent pour tous;
- D'élaborer une proposition de suivi pour renforcer l'action des syndicats dans le cadre de la défense de la liberté syndicale, le droit d'organisation et de négociation collective.

Titre: A3-56465 «Atelier de suivi et évaluation avec VGCL»

Lieu: Hanoi (Viet Nam)

Dates: 29 novembre 2013

Participants: 16 (dont 9 femmes)

Le principal objectif de cet atelier d'une journée était de solliciter l'avis des participants sur le développement de leurs connaissances suite à la formation d'ACTRAV et d'obtenir des suggestions pour améliorer les prochaines activités et identifier les besoins en matière de formation.

Titre: A3-55209 «Formation syndicale sur les stratégies de syndicalisation et de négociation collective»

Lieu: Yangon (Myanmar)

Dates: 9-11 décembre 2013

Participants: 25 (dont 6 femmes)

À l'issue de cet atelier destiné à FTUM, les participants étaient en mesure de:

- De comprendre les changements du monde du travail, l'Agenda du travail décent de l'OIT et son rôle dans la promotion du développement durable au Myanmar;

- De déterminer les principales difficultés rencontrées par les syndicats birmanes concernant l'emploi, les conditions de travail, la syndicalisation et la création de syndicats;
- D'encourager le partage des expériences sur les stratégies de syndicalisation et négociation collective afin de promouvoir les droits des travailleurs et le partage des bénéfices de la croissance;
- De rendre compte de leur connaissance des politiques de gestion, des domaines clés de négociation collective et d'acquérir des connaissances en matière de compétences pour l'organisation syndicale et la négociation collective;
- De renforcer l'organisation et la gestion des syndicats dans le but de promouvoir des syndicats indépendants, démocratiques et ouverts à tous;
- D'élaborer un plan de suivi concernant la syndicalisation, la négociation collective et la formation pour la protection des droits des travailleurs birmanes.

Titre: A3-56713 «Formation syndicale sur la liberté syndicale, la syndicalisation et la négociation collective»

Lieu: Yangon (Myanmar)

Dates: 13-14 décembre 2013

Participants: 30 (dont 14 femmes)

À l'issue de cet atelier organisé pour FTUM et d'autres organisations syndicales, les participants étaient en mesure:

- De comprendre les principes de liberté syndicale et les mécanismes de contrôle de l'OIT pour la défense et la promotion des droits syndicaux;
- D'appréhender les facteurs influençant le monde du travail et de débattre sur l'Agenda du travail décent de l'OIT et sa pertinence pour les syndicats au Myanmar;
- D'analyser et partager des expériences en matière de stratégies de syndicalisation et de négociation collective pour promouvoir les droits des travailleurs et le partage des bénéfices de la croissance.

EUROPE

Activités à Turin

Titre: A4-06032 «Renforcement des capacités des dirigeants syndicaux de la région de la CEI en matière de négociation collective»

Lieu: Turin

Dates: 9-20 décembre 2013

Participants: 16 (dont 7 femmes)

Les objectifs de la formation étaient les suivants:

- Approfondir les connaissances des participants sur les normes internationales du travail en matière de négociation collective;
- Permettre un échange de vues sur les expériences vécues dans le domaine des relations professionnelles et du dialogue social afin d'identifier les principaux obstacles

rencontrés par les syndicats dans la lutte pour le travail décent dans leur économie nationale;

- Analyser les tendances mondiales des salaires et les différents facteurs qui influencent les salaires et les autres conditions d'emploi;
- Expliquer les tendances mondiales des salaires et les mécanismes de fixation des salaires;
- Maîtriser les compétences et techniques nécessaires à la négociation collective;
- Découvrir des stratégies pour intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes dans les programmes et activités des syndicats, notamment dans la négociation collective, et améliorer la participation des femmes dans les instances de décision;
- Apprendre à utiliser le guide de formation syndicale sur le dialogue social élaboré par ACTRAV afin d'améliorer les compétences et les connaissances du personnel des syndicats et des dirigeants syndicaux;
- Préparer des plans d'action individuels permettant de transmettre aux syndicats les connaissances et les enseignements tirés des expériences des participants au cours de la formation dans le but de renforcer les programmes et activités de promotion du travail décent pour tous.

Titre: A4-06362 «Rencontre ETUI-SOLIDAR»

Lieu: Turin

Dates: 25-26 mars 2013

Participants: 26 (dont 12 femmes)

L'objectif de cette rencontre était d'encourager la coopération méthodologique et technologique pour améliorer la formation des travailleurs dans l'Union européenne.

Titre: A4-06399 «Renforcement des capacités pour organiser et gérer un syndicat»

Lieu: Turin

Dates: 14-17 mai 2013

Participants: 19 (dont 9 femmes)

Les objectifs de la formation étaient les suivants:

- Expliquer les conséquences de la mondialisation sur le monde du travail en mettant l'accent sur ses effets sur les syndicats;
- Identifier les causes profondes de la baisse des affiliations et ses conséquences pour les travailleurs et la société dans son ensemble;
- Permettre le partage des expériences vécues dans le domaine de l'organisation syndicale et la gestion des syndicats en Europe et en Afrique;
- Renforcer les capacités de renouvellement syndical.

Activités sur le terrain

Titre: A4-56681 «La Déclaration de l'OIT: que signifie-t-elle pour les travailleurs? La flexibilité dans une période difficile»

Lieu: Arandjelovac (Serbie)

Dates: 16-18 octobre 2013

Participants: 23 (dont 2 femmes)

L'objectif de cette activité était:

- De présenter la Déclaration de l'OIT sur les EMN et les principes directeurs de son utilisation par les syndicats au niveau national et de l'entreprise;
- De partager des expériences sur la situation des syndicats dans les EMN de l'industrie automobile de six pays;
- De tirer des enseignements et des idées pour promouvoir et mettre en pratique la Déclaration au niveau sous-régional et national;
- D'évaluer les répercussions de la flexisécurité sur le marché du travail et le cadre juridique et partager ses connaissances sur les instruments de l'OIT relatifs aux relations professionnelles.

Projets

P405693: TRAVAIL DÉCENT POUR LES TRAVAILLEURS DES SECTEURS

D'INDUSTRIALL: renforcement du dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats dans les secteurs couverts par IndustriAll (15 novembre 2012 - 14 novembre 2013), 204 participants (dont 72 femmes).

Le projet «Travail décent pour les travailleurs dans les secteurs d'IndustriAll» exécuté par le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT, en partenariat avec le syndicat européen IndustriAll (IndustriAll Europe) visait à renforcer les capacités des syndicats du secteur industriel dans les nouveaux États membres et les pays candidats afin qu'ils contribuent à un dialogue social national et européen plus efficace. Ce projet s'est inscrit dans une coopération de longue date entre l'OIT et la CE en matière de dialogue social et relations professionnelles. Il est basé sur la complémentarité entre les normes de l'OIT et les acquis sociaux communautaires. Il faisait ainsi le lien entre l'objectif stratégique de l'OIT de défense du dialogue social en tant que pilier de l'Agenda du travail décent et l'engagement de la Commission européenne de soutenir les partenaires sociaux européens dans le renforcement du dialogue social sectoriel européen. Avec ce projet, le Centre international de formation de l'OIT, en partenariat avec le syndicat européen IndustriALL a contribué à la défense du travail décent dans les différents secteurs dans lesquels IndustriALL est représenté: textile; cuir et chaussures; acier et métaux de base;

secteur pharmaceutique; TIC; génie mécanique; automobile; industrie aérospatiale; construction navale; chimie, matériaux de base et énergie.

L'industrie reste le pilier de l'économie européenne et la base de la force des syndicats. L'industrie manufacturière est essentielle pour créer de la richesse en Europe. Le secteur industriel de l'Union européenne emploie plus de 34 millions de personnes; il totalise les trois quarts des exportations de l'Union et représente plus de 80 pour cent des dépenses de recherche et développement. Il joue un rôle fondamental dans la prospérité des travailleurs européens et leur famille et c'est aussi le moteur de l'économie européenne. Ce projet de formation permet de poser des jalons pour renforcer le dialogue social dans les nouveaux États membres et pays candidats et se servir pleinement de cet outil pour résoudre d'importants problèmes économiques et sociaux dans les secteurs sélectionnés.

Pour que le dialogue social européen fonctionne, il doit reposer sur des structures nationales de dialogue social représentatives et qui fonctionnent bien ainsi que des pratiques optimales de dialogue; l'absence de ces instances dans certains des nouveaux États membres ainsi que dans certains pays en voie d'adhésion, pays candidats et candidats potentiels avait inquiété IndustriAll, qui avait alors décidé d'œuvrer pour le renforcement des capacités par le biais de ce projet. Il y a lieu de mentionner que les difficultés rencontrées par les nouveaux États membres et les pays candidats se sont aggravées du fait de la crise économique et financière, provoquant de graves répercussions pour les industries et rendant nécessaire un investissement dans une base de connaissances qui permette de dégager des solutions satisfaisantes. Grâce au projet, des connaissances et compétences essentielles ont été renforcées en vue d'obtenir une participation plus active de ces syndicats au sein des commissions de dialogue social sectoriel et de garantir l'application des résultats de ce dialogue au niveau national. Zone d'exécution du projet: Bulgarie, Croatie, Chypre, République tchèque, Estonie, Macédoine, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, République slovaque, Slovénie et Turquie.

Le projet était composé de six activités de formation: (1) un atelier de formation des formateurs, (2) trois ateliers sous-régionaux dans trois sous-régions géographiques, l'Europe du Sud-Est, les États baltes et l'Est, (3) un atelier national en Turquie et (4) une conférence de clôture. En l'espace de 12 mois, le projet a été exécuté auprès de 80 organisations syndicales venant de 17 pays et a formé 204 participants (38% de participation féminine) remportant une note cumulative moyenne de 4,32 sur une échelle de 1 à 5.

Le projet a été réalisé en étroite collaboration avec le siège de l'OIT et l'équipe d'appui technique au travail décent du bureau de pays de Budapest, notamment pour l'activité ayant eu lieu à Zagreb – qui s'est déroulée au moment de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne – et la conférence de clôture à Budapest.

Le guide pour la formation syndicale sur le dialogue social élaboré en 2012 a été traduit en bulgare, tchèque, lituanien, slovène et serbe. Il est également disponible sur CD et a été distribué à tous les participants lors des activités du projet.

Liste des activités:

A406227 - Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: atelier de formation de formateurs, Centre de Turin, 18-22 février 2013, 37 participants (dont 14 femmes).

A456229 - Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: séminaire sous-régional pour la région Sud-Est, Zagreb (Croatie), 1-2 juillet 2013, 41 participants (dont 14 femmes).

A456231 - Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: séminaire sous-régional pour la région balte, Vilnius (Lituanie), 21-22 août 2013, 22 participants (dont 13 femmes).

A456228 - Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: séminaire sous-régional pour la région de l'Est, Prague (République tchèque), 16-17 septembre 2013, 21 participants (dont 9 femmes).

A456230 - Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: séminaire national pour les membres turcs, Ankara (Turquie) 19-20 septembre 2013, 31 participants (dont 8 femmes).

A456232 – Travail décent pour les travailleurs des secteurs d'IndustriAll: conférence de clôture, Budapest (Hongrie), 7-8 novembre 2013, 52 participants (dont 15 femmes).

P405738: Renforcement des modalités d'information et de consultation pour les membres du comité d'entreprise européen d'Enel et les responsables des ressources humaines dans une dimension internationale

(1 décembre 2012 - 30 novembre 2013), 42 participants (dont 16 femmes)

Renforcement des modalités d'information et de consultation pour les membres du comité d'entreprise européen d'Enel et les responsables des ressources humaines dans une dimension internationale est un projet bipartite de formation financé par l'Union européenne. Il a été mis en œuvre en 2013 par le Centre international de formation de l'OIT avec l'objectif d'améliorer les relations professionnelles au sein du groupe Enel au niveau européen et transnational. Le projet a permis de renforcer la coopération entre les partenaires sociaux de l'entreprise dans les États membres de l'Union (Italie, Espagne, Roumanie et Slovaquie) et de développer une base de connaissances et de compétences dans trois domaines fondamentaux liés à l'application de l'accord-cadre international signé en juin 2013: **sécurité et santé au travail, égalité des chances et gestion de la diversité et formation et apprentissage tout au long de la vie**. Le projet était composé des quatre volets suivants: (i) la recherche axée sur l'identification d'études de cas et de bonnes pratiques dans trois domaines prioritaires au niveau transnational; (ii) l'élaboration du support de formation; (iii) la formation intensive de quatre jours pour les membres du comité d'entreprise européen et les responsables des ressources humaines et relations professionnelles d'Enel et (IV) la plateforme de partage des connaissances disponible à l'adresse: <http://enel.itcilo.org/>. En diffusant

les connaissances, les outils et les bonnes pratiques et en créant un forum de discussion et de coopération en ligne pour les dirigeants d'Enel et les membres du comité d'entreprise européen, le projet a adopté une approche pragmatique qui a amélioré l'application de la procédure d'information et de consultation dans ces trois thématiques à l'échelle européenne et mondiale.

L'activité a atteint les objectifs suivants:

- Améliorer la base de connaissances et les compétences des membres du comité d'entreprise européen d'Enel en matière de (i) sécurité et santé au travail, (ii) gestion de la diversité et (iii) apprentissage tout au long de la vie en vue d'améliorer l'efficacité de la procédure d'information et de consultation;
- Mieux connaître le rôle du dialogue social dans les entreprises multinationales dans un contexte de mondialisation et augmentation des capacités d'application de l'accord-cadre international d'Enel (2013) et le renouvellement de l'accord du comité d'entreprise européen d'Enel;
- Renforcer les connaissances sur des pratiques pragmatiques à partir d'études de cas et de bonnes pratiques transnationales dans les domaines susmentionnés;
- Identifier les facteurs essentiels pour garantir l'intégration de la dimension internationale dans le travail à mener par l'Observatoire et les comités bilatéraux créés par l'accord-cadre international signé par Enel;
- Consolider les connaissances concernant les caractéristiques et difficultés courantes rencontrées dans la sécurité et santé au travail, la gestion de la diversité et l'apprentissage tout au long de la vie au niveau des filiales nationales.

Les principaux résultats du projet peuvent être classés dans trois catégories se renforçant mutuellement: le volet recherche qui a permis de configurer le programme de formation, la formation présentielle et le partage des connaissances sur la plate-forme en ligne. La recherche menée par SindNova a identifié des bonnes pratiques dans l'application des accord-cadres transnationaux en matière de sécurité et santé au travail, égalité des sexes et gestion de la diversité ainsi que dans la formation tout au long de la vie. L'atelier organisé du 3 au 6 septembre 2013 au Centre de Turin a formé 42 participants – 16 participants du groupe employeurs et 26 représentants des travailleurs – aux pratiques exemplaires mises en œuvres par les entreprises multinationales de différents secteurs concernant les thématiques citées. Cette activité a obtenu une note globale de 4,55 sur une échelle allant de 1 à 5. Le projet comprenait également la mise en place d'une plate-forme en ligne pour permettre l'apprentissage continu, le partage des connaissances, la diffusion des bonnes pratiques et des discussions sur les thématiques sélectionnées. Ces trois volets fondamentaux ont permis une application efficace de l'accord-cadre international, une amélioration de la coopération entre les différents acteurs sociaux au niveau mondial et européen et un renforcement des relations professionnelles dans le groupe.

Ces améliorations ont été confirmées par l'adoption des recommandations pour l'application de l'accord-cadre international dans trois domaines prioritaires par le comité d'entreprise européen le 22 octobre 2013: Recommandation sur l'application des normes de sécurité et santé, Recommandation sur l'égalité des chances et les programmes de diversité au sein du groupe

Enel et Recommandation sur le partage des connaissances au niveau mondial et le renforcement des compétences au sein du groupe Enel. Ces recommandations prévoient la mise en place d'un suivi des principes du groupe en 2014. Les trois thématiques ont également été adoptées par le Comité européen de dialogue social du secteur de l'électricité, duquel Enel est un membre actif. En janvier 2014 Eurelectric, IndustriALL European Trade Union et EPSU, les partenaires sociaux européens du secteur de l'électricité ont adopté une première action pour donner effet à la Position commune sur les aspects sociaux de la responsabilité sociale des entreprises: mesures actives de formation, sécurité et santé au travail, égalité des chances et diversité. Le projet est en accord avec ces évolutions positives et les a soutenues.

Activité

A406347 – Atelier: renforcement des modalités d'information et de consultation pour les membres du comité d'entreprise européen d'Enel et les responsables des ressources humaines dans une dimension internationale, Centre de Turin, 3-6 septembre 2013, 42 participants (38% de participation féminine).

Promouvoir le renforcement des capacités et améliorer le dialogue social dans le secteur du commerce pour les organisations des nouveaux États membres et les pays candidats

En sa qualité de prestataire de formation pourvu de savoir-faire, ACTRAV-Turin a participé au projet bipartite de renforcement des capacités des partenaires sociaux dans le secteur du commerce, dirigé par EuroCommerce en partenariat avec UNI-Europa. Le Programme s'est chargé de l'exécution des activités de formation et de la recherche en ligne sur le dialogue social dans le secteur du commerce, en interrogeant des syndicats et des organisations d'employeurs.

Activités:

A456434 – Promouvoir le renforcement des capacités et améliorer le dialogue social dans le secteur du commerce

Atelier sur le terrain 1: Varsovie (Pologne), 23-24 avril 2013, 51 participants (dont 23 femmes).

A456435 – Promouvoir le renforcement des capacités et améliorer le dialogue social dans le secteur du commerce pour les organisations - Atelier sur le terrain 2: Bruxelles (Belgique), 10-11 juillet 2013, 17 participants (dont 6 femmes).

En complément des activités susmentionnées et à la demande des fédérations syndicales européennes (UNI-Europa et ETF), ACTRAV-Turin a apporté son savoir-faire en matière de formation pour la mise en place des activités suivantes: la conférence des jeunes d'ETF à Zagreb les 14 et 15 octobre 2013, le troisième atelier du projet de renforcement des capacités à Prague les 29 et 30 octobre, le quatrième atelier du projet de renforcement des capacités à Istanbul les 3 et 4 décembre 2013 et la conférence de clôture à Bruxelles le 12 février 2014 pour EuroCommerce et UNI-Europa Commerce. Le Centre s'est occupé de la gestion des travaux préalables aux cours, l'enquête en ligne, la recherche et l'organisation des sessions de formation dans le domaine des relations professionnelles, le dialogue social et la promotion des capacités des jeunes dirigeants.

Activités à distance et mixtes

Titre: A4-76032 «Rencontre intersyndicale des jeunes membres d'ETF»

Lieu: Turin

Dates: 11 février - 14 avril 2013

Participants: 32 (dont 17 femmes)

Les objectifs de l'atelier étaient les suivants:

- Approfondir le sujet des difficultés actuelles concernant l'emploi et le travail des jeunes travailleurs des transports;
- Améliorer les connaissances des participants sur la politique et les outils de l'OIT pour une approche fondée sur les droits pour les jeunes travailleurs;
- Recueillir des observations et remarques sur le programme de travail d'ETF;
- Conclure l'intervention des jeunes travailleurs au congrès d'ETF et mettre au point le programme pour les jeunes d'ETF;
- Préparer la conférence des jeunes travailleurs des transports d'ETF;
- Améliorer les compétences communicatives (présentations et campagnes);
- Renforcer le réseau des jeunes membres d'ETF.

ÉTATS ARABES

Activités à Turin

Titre: A5-06552 «Renforcement des capacités des dirigeants syndicaux des organisations de récente formation au Moyen-Orient et Afrique du Nord»

Lieu: Turin

Dates: 9-13 décembre 2013

Participants: 12 (dont 5 femmes)

Langues: anglais et arabe

À l'issue de la formation, les participants étaient en mesure:

- D'examiner les principales caractéristiques des organisations syndicales et leur fonctionnement afin d'améliorer leur capacité à organiser, représenter et mener des négociations collectives pour les travailleurs et parvenir au travail décent pour tous;
- De comprendre le rôle du dialogue social et de la négociation collective ainsi que les capacités nécessaires pour y parvenir.

- D'acquérir des connaissances sur l'Agenda du travail décent de l'OIT et la pertinence des normes de l'OIT ainsi que leur application de façon efficace.
- D'élaborer des propositions et des programmes de réforme des syndicats (leur structure, leur système de relations professionnelles) et notamment des propositions pour une législation du travail protégeant mieux les droits des travailleurs;
- De partager les expériences sur les principes du syndicalisme, le fonctionnement des syndicats et leur rôle dans d'autres parties du monde;
- De tirer des enseignements des stratégies des organisations syndicales visant à renforcer les organisations de travailleurs dans l'économie mondiale.

INTERRÉGIONAL

Activités à Turin

Titre: A9-06029 «Droits syndicaux et travail décent pour les travailleurs domestiques»

Lieu: Turin

Dates: 23 septembre - 4 octobre 2013

Participants: 15 (dont 12 femmes)

Langues: anglais et espagnol

À l'issue de la formation, les participants étaient en mesure:

- D'acquérir des connaissances solides sur les principaux objectifs et les dispositions spécifiques des normes internationales du travail de l'OIT, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable;
- D'utiliser les mécanismes de l'OIT pour protéger et promouvoir la liberté syndicale et le droit à la négociation collective ainsi que de rendre compte de leurs connaissances sur les procédures et mécanismes de contrôle de l'application des normes internationales du travail et de les mettre en pratique lors des activités courantes du syndicat;
- D'évaluer la situation des travailleurs domestiques et la nécessité d'agir pour les syndiquer, protéger leurs droits et obtenir de meilleures conditions de travail;
- De faire connaître les objectifs, le champ d'action et la teneur de la convention n° 189 et la recommandation n° 201 de l'OIT et partager les stratégies de campagne sur la ratification de cette convention et sa mise en œuvre dans la législation nationale du travail;
- De renforcer la base de connaissances des syndicats et organisations de travailleurs domestiques par une meilleure compréhension de l'approche du travail domestique fondée sur les droits de l'OIT, en tenant également compte des travailleurs migrants;
- D'identifier les priorités des travailleurs domestiques et de les mettre en rapport avec les priorités de l'OIT pour parvenir à la réalisation du travail décent pour tous, avec une attention particulière à la question des agences d'emploi privées et les travailleurs domestiques migrants;
- D'élaborer des actions et stratégies visant à étendre la sécurité sociale et la protection sociale aux travailleurs domestiques;
- De préparer des plans d'action individuels pour orienter les efforts afin d'atteindre les travailleurs domestiques.

Titre: A9-06031 «Protection et sécurité sociale pour les syndicats»

Lieu: Turin

Dates: 14-31 octobre 2013

Participants: 12 (dont 8 femmes)

Langue: portugais

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- D'identifier les principaux obstacles et difficultés rencontrés par les syndicats dans l'organisation et la protection des droits des travailleurs et d'expliquer les méthodes utilisées par les syndicats pour surmonter ces problèmes;
- De comprendre et mettre en pratique les normes de protection sociale de l'OIT ainsi que celles de la liberté syndicale et la négociation collective, notamment les mécanismes de contrôle, afin de promouvoir un «environnement propice» à l'organisation syndicale et la protection sociale;
- De comprendre les actions et le rôle de l'OIT, en particulier les normes internationales du travail, le travail décent, la liberté syndicale et les points à l'ordre du jour de la Conférence annuelle de l'OIT et notamment l'importance de la Déclaration sur la justice sociale de 2008;
- D'expliquer les aspects essentiels des régimes de sécurité sociale, tels que la sélection des bénéficiaires, la couverture, les prestations et les sources de financement en analysant notamment la convention n° 102 sur la norme minimum de sécurité sociale et la recommandation n° 202 sur les socles nationaux de protection sociale;
- De connaître l'organisation et les initiatives qui sont menées dans ce domaine par les syndicats d'autres pays;
- De comprendre, promouvoir et proposer l'intégration des questions d'égalité hommes-femmes dans les politiques de protection sociale en adoptant une approche différenciée des effets sur les femmes et les hommes;
- De proposer à leur syndicat de meilleures stratégies pour garantir la protection sociale des travailleurs, et notamment pour les travailleurs de l'économie informelle;
- De concevoir des systèmes de formation syndicale dans le domaine de la sécurité sociale qui prévoient la planification, l'organisation et l'évaluation des activités de formation, intègrent les questions d'égalité hommes-femmes et tiennent compte de l'expérience préalable des participants;
- D'élaborer une proposition de projet (plan de travail ou plan d'action) visant à améliorer la capacité générale ou spécifique des syndicats dans le domaine de la protection sociale.

Titre: A9-06027 «Garantir les droits des travailleurs dans les EMN par l'organisation et la négociation collective»

Lieu: Turin

Dates: 11-22 novembre 2013

Participants: 15 (dont 6 femmes)

Langues: anglais, espagnol et français

À la fin de l'activité, les participants étaient en mesure:

- De démontrer leur compréhension du processus et des forces à l'origine de la mondialisation et de la crise économique mondiale et d'identifier les principaux défis auxquels font face les syndicats pour promouvoir un travail décent dans les économies nationales, ainsi que les actions nécessaires pour y répondre;
- De démontrer leur compréhension des politiques de gestion des multinationales relatives aux relations de travail et aux syndicats, et d'analyser les stratégies syndicales et les domaines clés pour la négociation collective;

- De sensibiliser à l'approche pour un travail décent et au rôle des normes fondamentales de l'OIT sur la liberté syndicale et la négociation collective en faveur d'un travail décent;
- D'approfondir leur connaissance de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT et du rôle des syndicats;
- De comprendre les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les autres instruments internationaux en ce sens;
- De comprendre les informations financières et économiques clés des entreprises, indispensables à une négociation efficace, et de les collecter;
- De se former à l'analyse des informations financières des entreprises telles que présentées au bilan, en vue de la négociation collective;
- De suivre les initiatives de la CSI et du groupement Global Unions en faveur d'un travail décent dans les multinationales, et de débattre et développer des stratégies d'organisation et de négociation collective;
- D'intégrer les questions d'égalité hommes-femmes dans les programmes et actions des syndicats, y compris dans les négociations collectives;
- De préparer une proposition de suivi du transfert de connaissances et d'expérience de leur syndicat afin d'appuyer les travaux syndicaux d'organisation et de négociation collective.

Autres activités à Turin

Titre: A9-06245 «Réunion du réseau FIAT-CHRYSLER»

Lieu: Turin

Dates: 19-20 mars 2013

Participants: 78 (dont 10 femmes)

Langues: anglais, espagnol, français, polonais, portugais, tchèque, allemand et italien

Cette activité, menée en partenariat avec IndustriAll Global Union, visait à renforcer la coordination des syndicats au niveau du nouveau groupe mondial Fiat-Chrysler. La réunion comprenait également un volet formation concernant les questions émergentes dans les relations professionnelles avec le groupe suite à la mise en place de la fabrication de classe mondiale (*World Class Manufacturing, WCM*), un nouveau système d'organisation du travail et de la productivité.

Titre: A9-06395 «Réunion du réseau Case-New Holland (CNH)»

Lieu: Turin

Date: 21 mars 2013

Participants: 56 (dont 8 femmes)

Langues: anglais, espagnol, français, polonais, portugais, tchèque, allemand et italien

Cette activité, menée en partenariat avec IndustriAll Global Union et parallèlement à la réunion du groupe automobile Fiat-Chrysler, était la première réunion spécifique des représentants des travailleurs et des cadres syndicaux. Elle visait à renforcer la coordination des syndicats au niveau du nouveau groupe mondial Case-New Holland (CNH) et comprenait également un volet formation sur les questions émergentes dans les relations professionnelles avec le groupe suite à la mise en place de *World Class Manufacturing* (fabrication de classe mondiale), un nouveau système d'organisation du travail et de la productivité.

Titre: A9-06675 «Action syndicale pour promouvoir les droits des travailleurs migrants dans la région méditerranée»

Lieu: Turin

Dates: 21-22 octobre 2013

Participants: 56 (dont 11 femmes)

Langues: anglais, français, arabe et italien

L'objectif de cette activité était d'organiser un réseau de syndicats avec l'établissement de coordonnateurs dans les pays d'origine et les pays d'accueil pour promouvoir l'aide et le soutien aux travailleurs migrants et protéger leurs droits dans la région méditerranée.

Activités à distance et mixtes

Titre: A9-76468 «Formation syndicale à distance sur le travail décent au cube» (lié à IFP01209 Outils de formation syndicale sur la promotion du travail décent: travail décent au cube)

Lieu: à distance

Dates: 18 février - 24 mai 2014

Participants:

Langue: espagnol

Les objectifs de la formation étaient les suivants:

- Renforcer les capacités des formateurs d'IFES et de FOREM sur la notion de travail décent;
- En analysant les activités réalisées par FOREM et IFES, décider s'il y a lieu d'intégrer ces éléments dans les programmes de formation professionnelle (le cas échéant, à différents niveaux) afin de faire prendre conscience aux travailleurs de l'importance du travail décent pour le développement durable et la cohésion sociale;
- Connaître la logique interne de la formation «Travail décent au cube» à partir d'un cours pilote;
- Élaborer des outils pour améliorer la formation afin de la proposer en mode d'enseignement à distance;
- Renforcer les activités de formation d'ACTRAV par les expériences pratiques proposées par les deux institutions;
- Élaborer une proposition pédagogique renforcée qui pourrait être transférée à la région.

Annexe 3

Cours réguliers 2013 par région

ANNEXE 3 - COURS REGULIERS 2013 PAR REGION

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A106021	Trade union training for sustainable development and decent work for all	25/02/2013 08/03/2013	10	15	ENFR	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents REGIONE PIEMONTE (Italy)
A106025	Capacity building for organizing and managing trade unions	13/05/2013 24/05/2013	10	19	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) FRIEDRICH EBERT STIFTUNG [Germany] UNI - Global Union [Cote d'Ivoire] ILO RBTC
A106030	Renforcement des capacités des syndicats sur la négociation collective	02/12/2013 13/12/2013	10	10	FR	ILO RBTC
TOTAL AFRICA			30	44		
A206022	Formación sindical sobre políticas de empleo y economía informal	18/02/2013 08/03/2013	15	14	ES	ITALY MAE ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A206026	Formación sindical sobre salud y seguridad en el trabajo	08/04/2013 26/04/2013	15	20	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) Sindicato de Trabajadores Oficiales (Municipio de Santiago de Cali) [Colombia] AOESP/UNIÃO GERAL DOS TRABALHADORES-UGT [Brazil] Força Sindical Nacional [Brazil]
TOTAL AMERICAS			30	34		
A306024	Capacity building for trade unions for promoting decent work	18/03/2013 28/03/2013	9	16	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A306028	Communications for inclusive and effective trade unionism	01/07/2013 12/07/2013	10	14	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
TOTAL ASIA & PACIFIC			19	30		
A406032	Collective bargaining - Capacity building for trade union leaders in CIS Region	09/12/2013 20/12/2013	10	16	ENRU	ILO RBTC
TOTAL EUROPE			10	16		
A506278	Capacity Building on Trade Union Actions and Strategies for Mainstreaming Gender Equality and Empowering Women Workers in the Middle East and North Africa	POSTPONED			ENAR	ILO - TURIN CTRE ALLOC. (A) - POSTPONED TO 2014
TOTAL ARAB STATES						
A906029	Trade Union Rights and Decent Work for domestic workers	23/09/2013 04/10/2013	10	15	ENES	ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents ILO RBTC Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany]
A906031	Proteção social e previdência social para sindicatos	14/10/2013 31/10/2013	14	12	PT	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A906027	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises for respect of workers' rights	11/11/2013 22/11/2013	10	15	ENES	ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents ILO RBTC RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland]
TOTAL INTERREGIONAL			34	42		
TOTAL			123	166		

Annexe 4

Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2013)

ANNEXE 4 - Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2013)

	English for Africa	French for Africa and Haiti	Portuguese for Africa/Brazil	Spanish for Latin America	Spanish for Brazil	English for Asia and the Pacific	Central and Eastern Europe	Arabic for Arabic speaking countries	Interregional Programmes	Sectoral Programmes
International Labour Standards										
ILS and on the Declaration and FOA	2003 - 2007	2000-2001-2005-2008-2011	2003	2001-2004-2009-2012	2000-2001-2011	2002-2005-2007-2011-2012	2000	2003-2006-2009	2008-2009-2013	
Child Labour									2000	
Employment Policies										
Employment Policies	2008	2002-2004-2006	2005	2001-2004-2006-2013		2003-2007-2010	2010	2005		
Sustainable development and decent jobs	2013					2013			2012	
Social protection										
Social security	2000-2004-2007	2002-2006-2009	2001	2002-2005-2008-2010	2013	2000-2003-2009	2011	2002-2012	2010	
OSH/E and HIV/AIDS	2002-2010-2012	2003-2012	2002-2006	2000-2003-2006-2013		2001-2006-2011		2004-2009		
Social dialogue and collective bargaining										
Economic and financial analysis of enterprises for c. bargaining			2000	2003		2005-2010			2013	
Collective bargaining	2002 - 2011	2004 - 2011-2013	2004	2011		2012	2013	2000-2010	2010	
Labour relations	2001 - 2012	2003-2009-2012	2012			2000-2008		2001	2010	
Organizing and TU management										
Organizing and capacity building	2006-2012-2013	2004-2007	2009	2007 - 2011-2012		2006		2007-2012	2011	
Communication		2010				2013	2012			
International economy & globalization										
International economics and political economy	2001-2005-2010	2000-2005		2000-2007-2009		2004			2010	
Social justice and global economy	2011									
Application of IT to trade unions										
Information technology with special focus on distance education	2003-2006	2005		2005		2002	2000			
Information technologies	2000-2005	2001-2007	2007	2002		2001-2004-2009				
Training methodology/distance education										
Training methodology	2007-2008	2008	2008	2008-2010		2008	2009	2008		
Sectoral programmes										
Training of trade union officials (tailor made training activities)										
PSI & UNI										2000
ITS										2001-2002
GUFS										2003-2004-2005-2006

Annexe 5

Activités résidentielles en 2013 hors cours réguliers et projets

ANNEXE 5 - ACTIVITES RESIDENTIELLES 2013 (HORS PROJETS ET COURS REGULIERS)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A306194	Training of trainers on promoting decent work and training of trade union officials (China)	15/04/2013 24/04/2013	8	21	ENCH	VARIOUS ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents ITALY MAE
A306193	Trade union training on collective bargaining (China)	04/11/2013 13/11/2013	8	20	ENCH	ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents
TOTAL ASIA			16	41		
A406362	ETUI SOLIDAR meeting	25/03/2013 26/03/2013	2	26	ENFR	European Trade Union Institute (ETUI) [Belgium] VARIOUS
A406399	Capacity building for organizing and managing trade unions	14/05/2013 17/05/2013	4	19	ENFR	European Trade Union Institute (ETUI) [Belgium]
TOTAL EUROPE			6	45		
A906245	FIAT-CHRYSLER network meeting	19/03/2013 20/03/2013	2	78	ENFR SPIT DEPL SR	IndustriAll Global Union [Switzerland] VARIOUS International Union, United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America, better known as the United Automobile Workers (UAW) [United States]
A906395	Case New Holland (CNH) network meeting	21/03/2013 21/03/2013	1	56	ENFR SPIT DEPL SR	IndustriAll Global Union [Switzerland] VARIOUS
A906675	Trade union action for promoting migrant worker rights in the Mediterranean region / L'action syndicale pour la promotion des droits des migrants dans les pays du bassin méditerranéen / Sindacati in azione per promuovere i diritti dei migranti	21/10/2013 22/10/2013	2	53	ENFR ARIT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) [Italy] ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) VARIOUS
TOTAL INTERREGIONAL			5	187		
			27	273		

Annexe 6

Activités sur le terrain 2013 hors projets

ANNEXE 6 - ACTIVITES SUR LE TERRAIN 2013 (HORS PROJETS)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A156354	Capacity building for members of youth committees on the youth employment crisis in Africa (Accra, Ghana)	26/08/2013 30/08/2013	5	18	ENFR	RBTC TC AFRICA [Switzerland] ILO 2013 Sup. Alloc. ACIs
A156356	Capacity building on promoting decent work for migrant workers: concepts, instruments, actions and strategies (Accra, Ghana)	30/09/2013 04/10/2013	5	14	FR	ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A156714	Strategic action plan for the Sierra Leone Labour Congress and its affiliates (Freetown, Sierra Leone)	16/12/2013 18/12/2013	3	29	EN	ILO RBTC ITALY MAE
TOTAL AFRICA			13	61		
A256375	Empleo y protección social en el nuevo contexto demográfico (Lima, Peru)	08/05/2013 10/05/2013	3	20	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A256372	Taller regional sobre empleo y protección social (Lima, Peru)	28/08/2013 30/08/2013	3	11	ES	ITALY MAE RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256376	Taller regional sobre negociación colectiva y SST (Caracas)	23/09/2013 27/09/2013	5	17	ES	ILO RBTC RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256377	Taller regional de economía para el trabajo decente - Red de economistas del trabajo (Sao Paulo)	04/11/2013 08/11/2013	5	12	ES	RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256585	Formación profesional y trabajo decente (Lima, Peru)	18/11/2013 21/11/2013	5	12	ES	ILO RBTC RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256584	Trabajo rural y trabajo decente (Montevideo, Uruguay)	25/11/2013 29/11/2013	5	15	ES	ILO 2013 Sup. Alloc. ACIs
A256676	Trabajo Decente y colectivos vulnerables (Brasilia, Brasil)	02/12/2013 04/12/2013	3	19	PT	ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents ILO RBTC
TOTAL LATIN AMERICA			29	106		
A355204	Trade union training on wage-led, job-rich recovery from crisis (Beijing, China)	13/05/2013 17/05/2013	5	24	ENCH	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A356349	Training for youth trade union leaders on organizing and collective bargaining for decent work (Singapore)	13/08/2013 16/08/2013	4	24	EN	RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A356464	Promoting Decent Work for workers in informal economy: Union strategies and actions (Bangkok, Thailand)	21/08/2013 25/08/2013	5	24	EN	Japan International Labour Foundation (JILAF) ILO 2013 Sup. Alloc. ACIs
A356348	Trade union training course on employment relations, labour law reforms and decent work (Manila, Philippines)	17/09/2013 20/09/2013	5	22	EN	RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC
A352856	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) (Seoul)	24/09/2013 27/09/2013	4	20	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A356350	Trade union training on sustainable development, green jobs and decent work (Bangkok, Thailand)	14/10/2013 18/10/2013	5	25	EN	RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) VARIOUS
A355208	Promoting Freedom of Association and union actions for Decent Work (Hanoi, Vietnam)	25/11/2013 28/11/2013	4	22	EN	ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents
A356465	Follow up and evaluation workshop with VGCL (Hanoi, Vietnam)	29/11/2013 29/11/2013	1	16	EN	
TOTAL ASIA & PACIFIC			33	177		
A456681	The ILO Declaration - What's in it for workers? Flexibility in challenging times (Arandjelovac, Serbia)	16/10/2013 18/10/2013	3	23	EN	ILO RBTC VARIOUS
TOTAL EUROPE			3	23		
TOTAL			78	367		

Annexe 7

**Activités d'apprentissage à distance et mixtes
exécutées en 2013, hors projets**

ANNEXE 7 - ACTIVITES D'APPRENTISSAGE A DISTANCE ET MIXTES 2013, (HORS PROJETS)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A276370	Curso básico en SST para delegados y delegadas sindicales	24/06/2013 09/08/2013	7	56	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A276369	Trabajo decente e economía informal	22/08/2013 04/10/2013	6	62	ES	RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland] ILO 2013 Sup. Alloc. ACIs
A276368	Salud y seguridad en el trabajo	02/10/2013 08/11/2013	7	60	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
TOTAL LATIN AMERICA			20	178		
A476023	ETF Transunion youth workshop	11/02/2013 14/03/2013	8	32	EN	European Transport Workers' Federation [Belgium]
TOTAL EUROPE			8	32		
A976468	Curso de Formación sindical a distancia sobre trabajo decente al cubo (linked to IF P01209 Union Training Tools on Decent Work Promotion - Decent Work Cubed)	18/02/2013 24/05/2013	14	14	ES	
TOTAL INTERREGIONAL			14	14		
TOTAL			42	224		

Annexe 8
Activités liées à un projet exécutées en 2013
par région

ANNEXE 8 - ACTIVITES LIEES A UN PROJET EXECUTEES EN 2013 PAR REGION

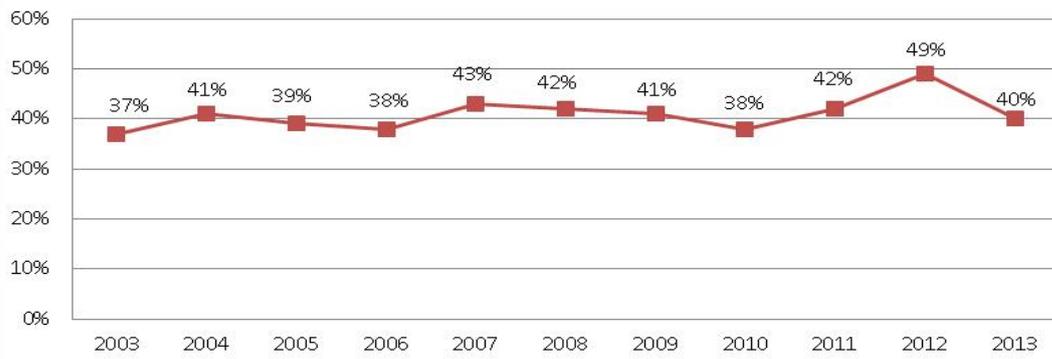
Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A156353	Trade union training on HIV and labour migration (Lomé, Togo)	01/07/2013 05/07/2013	5	19	ENFR	ILO - TRUST FUNDS (M) VARIOUS
A156355	Follow-up capacity building on OSH and HIV/AIDS (Kisumu, Kenya)	18/11/2013 22/11/2013	5	16	EN	ILO RBTC ILO - TRUST FUNDS (M)
TOTAL AFRICA			10	35		
A356512	Support to the government and social partners of Myanmar for the promotion of freedom of association, rights at work and social dialogue - linked to A356421/130266 - linked to P355702 (Yangon, Myanmar)	15/07/2013 19/07/2013	5	14	EN	
A355209	Trade union training for Federation of Trade Unions Burma (FTUB) (Yangon, Myanmar)	09/12/2013 11/12/2013	3	25	EN	Myanmar project [Italy]
A356713	Trade union training on organizing strategies and collective bargaining - FTUM and other organizations (Yangon, Myanmar)	13/12/2013 14/12/2013	2	30	EN	Myanmar project [Italy]
TOTAL ASIA & PACIFIC			10	69		
A406227	Decent work for IndustriALL sectors: Training of trainers workshop - linked to P405693	18/02/2013 22/02/2013	5	37	EN	ILO - TRUST FUNDS (M) VARIOUS
A456434	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 1 - linked to E456433 - linked to P456461 (Warsaw, Poland)	23/04/2013 24/04/2013	2	51	EN	
A456229	Decent work for IndustriALL sectors: Sub-regional seminar for South-East Region - linked to P405693 (Zagreb, Croatia)	01/07/2013 02/07/2013	2	41	EN	ILO - TRUST FUNDS (M) VARIOUS
A456435	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 2 - linked to E456433 - linked to P456461 (Brussels, Belgium)	10/07/2013 11/07/2013	2	17	EN	
A456231	Decent work for IndustriALL sectors: sub-regional seminar for Baltic Region - linked to P405693 (Vilnius, Lithuania)	21/08/2013 22/08/2013	2	22	EN	ILO - TRUST FUNDS (M) VARIOUS
A406347	Workshop - Building the information and consultation mechanisms for the Enel's EWC members and HR managers within an international dimension - linked to P405738	03/09/2013 06/09/2013	4	42	ENIT	Enel Spa [Belgium] Enel Spa [Italy]
A456228	Decent work for IndustriALL sectors: Sub-regional seminar for East Region - linked to P405693 (Prague, Czech Republic)	16/09/2013 17/09/2013	3	21	EN	ILO - TRUST FUNDS (M) VARIOUS
A456230	Decent work for IndustriALL sectors: National seminar Turkish affiliates - linked to P405693 (Ankara, Turkey)	19/09/2013 20/09/2013	2	31	EN	ILO - TRUST FUNDS (M)
A456232	Decent work for IndustriALL sectors: Final conference - linked to P405693 (Budapest, Hungary)	07/11/2013 08/11/2013	2	52	EN	ILO - TRUST FUNDS (M)
TOTAL EUROPE			24	314		

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A506552	Capacity building for the leadership of recently established trade union organizations in Middle East and North Africa	09/12/2013 13/12/2013	5	12	ENAR	ITA - GEN-FUND - MENA [Italy]
TOTAL ARAB STATES			5	12		
A976468	Curso de Formación sindical a distancia sobre trabajo decente al cubo (linked to IF P01209 Union Training Tools on Decent Work Promotion - Decent Work Cubed)	18/02/2013 24/05/2013	14	14	ES	
TOTAL INTERREGIONAL			14	14		
TOTAL			63	444		

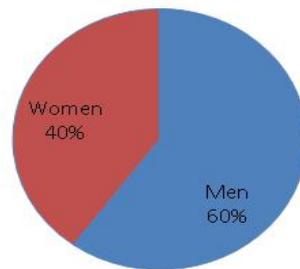
Annexe 9

Répartition selon le genre

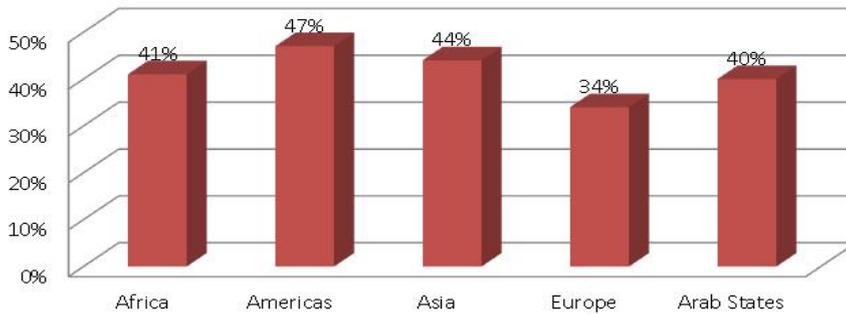
Taux de participation des femmes 2003 - 2013



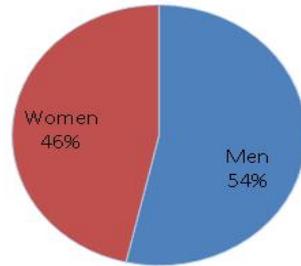
Taux de participation femmes 2013 (général)



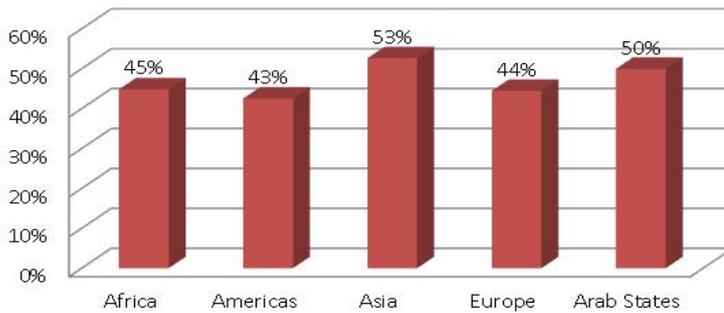
Taux de participation femmes 2013 par région (général)



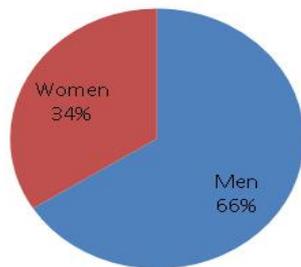
Participation des femmes aux cours réguliers 2013



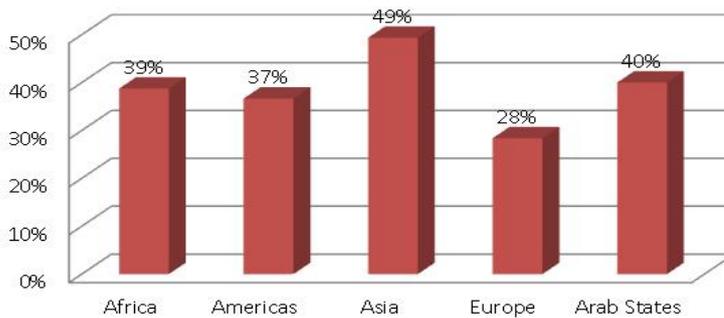
Participation des femmes aux cours réguliers par Région 2013



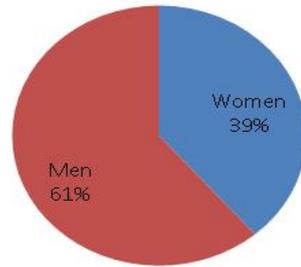
Participation des femmes 2013 (toutes les activités à Turin)



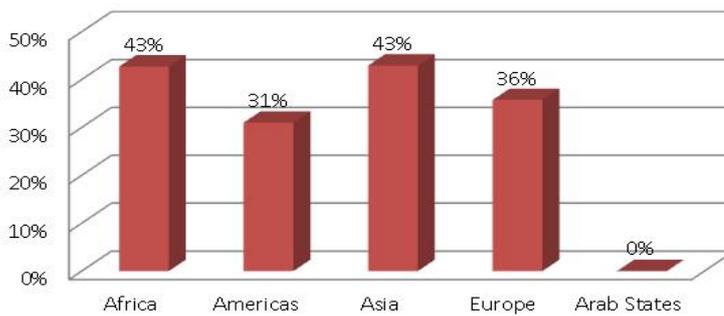
Participation des femmes 2013 toutes les activités Turin par région



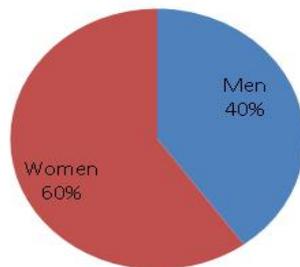
Participation des femmes aux activités sur le terrain 2013



Participation femmes aux activités sur le terrain 2013 par région



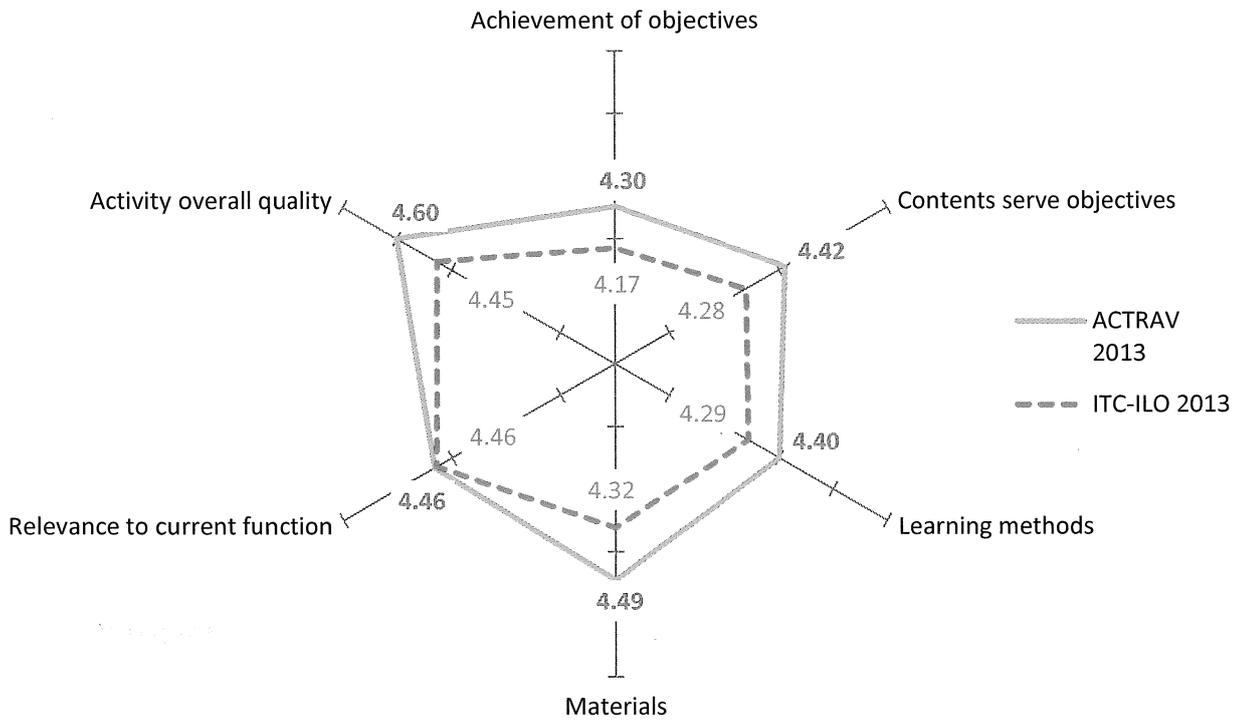
Participation des femmes à la formation à distance 2013



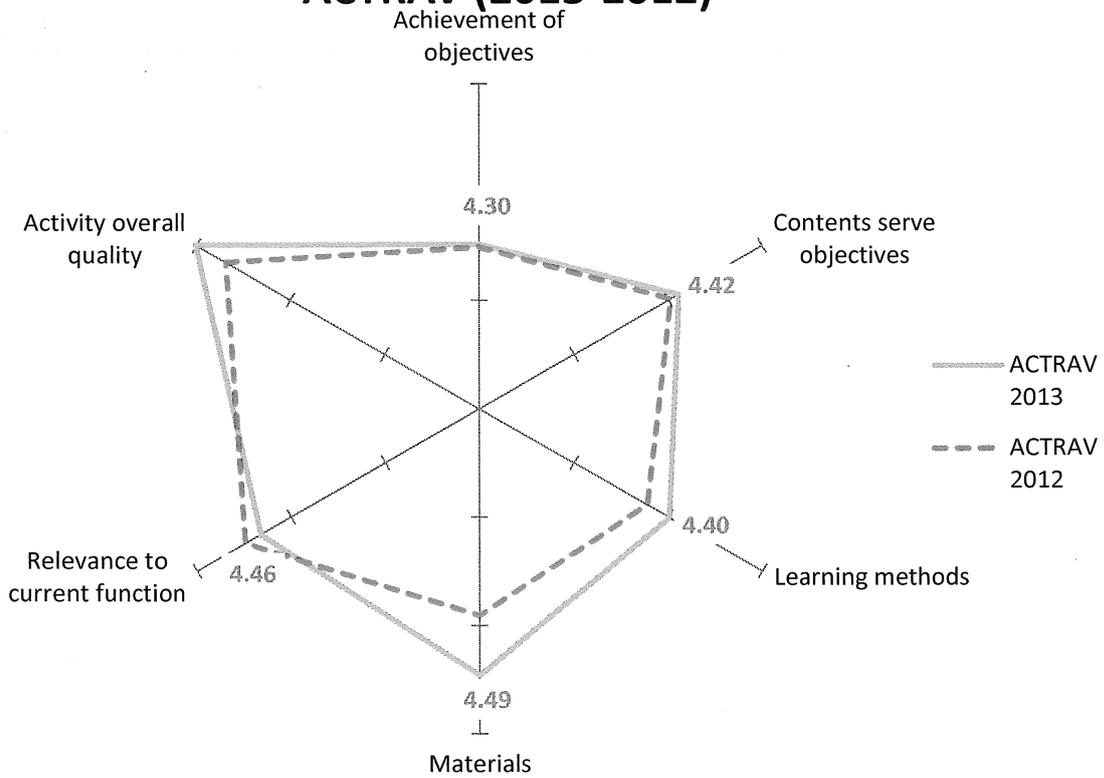
Annexe 10

Evaluation

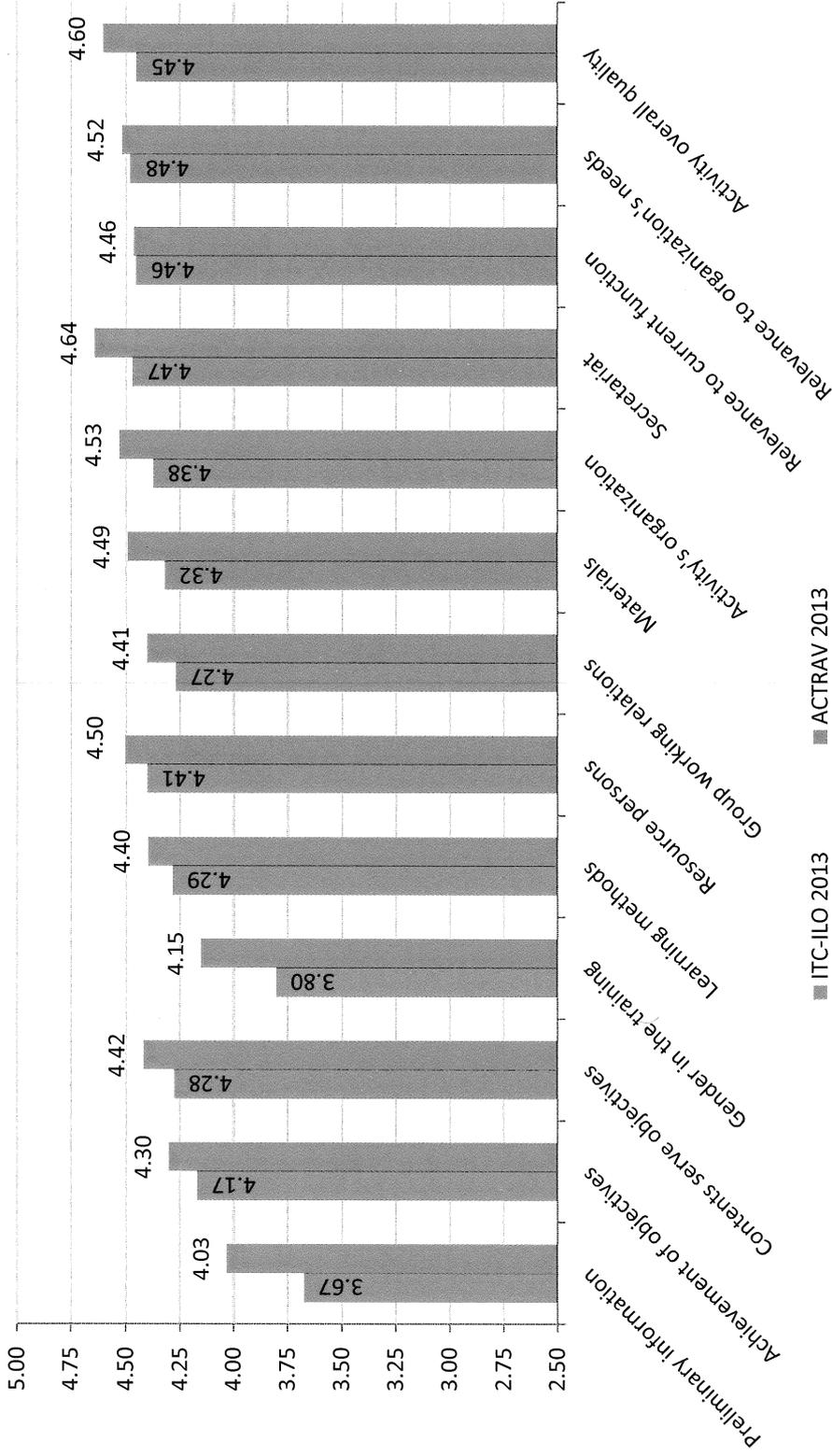
ACTRAV 2013 and ITC-ILO 2013



ACTRAV (2013-2012)



Average scores on the mandatory questions - 2013



Annexe 11

Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

ANNEXE 11 - ACTIVITES FINANCEES OU COFINANCEES PAR ACTRAV

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A106021	Trade union training for sustainable development and decent work for all	25/02/2013 08/03/2013	10	15	ENFR	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents REGIONE PIEMONTE (Italy)
A106025	Capacity building for organizing and managing trade unions	13/05/2013 24/05/2013	10	19	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) FRIEDRICH EBERT STIFTUNG [Germany] UNI - Global Union [Cote d'Ivoire] ILO RBTC
A156356	Capacity building on promoting decent work for migrant workers: concepts, instruments, actions and strategies (Accra, Ghana)	30/09/2013 04/10/2013	5	14	FR	ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A106030	Renforcement des capacités des syndicats sur la négociation collective	02/12/2013 13/12/2013	10	10	FR	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A156714	Strategic action plan for the Sierra Leone Labour Congress and its affiliates (Freetown, Sierra Leone)	16/12/2013 18/12/2013	3	29	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO RBTC ITALY MAE
TOTAL AFRICA			38	87		
A206022	Formación sindical sobre políticas de empleo y economía informal	18/02/2013 08/03/2013	15	14	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ITALY MAE
A206026	Formación sindical sobre salud y seguridad en el trabajo	08/04/2013 26/04/2013	15	20	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) Sindicato de Trabajadores Oficiales (Municipio de Santiago de Cali) [Colombia] AOESP/UNIÃO GERAL DOS TRABALHADORES-UGT [Brazil] Força Sindical Nacional [Brazil]
A256375	Empleo y protección social en el nuevo contexto demográfico (Lima, Peru)	08/05/2013 10/05/2013	3	20	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A276370	Curso básico en SST para delegados y delegadas sindicales	24/06/2013 09/08/2013	7	56	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A276368	Salud y seguridad en el trabajo	02/10/2013 08/11/2013	7	60	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256585	Formación profesional y trabajo decente (Lima, Peru)	18/11/2013 21/11/2013	5	12	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO RBTC RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
A256676	Trabajo Decente y colectivos vulnerables (Brasilia, Brasil)	02/12/2013 04/12/2013	3	19	PT	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO 2013 Sup. Alloc. Constituents ILO RBTC
TOTAL LATIN AMERICA			55	201		

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A306024	Capacity building for trade unions for promoting decent work	18/03/2013 28/03/2013	9	16	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A355204	Trade union training on wage-led, job-rich recovery from crisis (Beijing, China)	13/05/2013 17/05/2013	5	24	ENCH	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A306028	Communications for inclusive and effective trade unionism	01/07/2013 12/07/2013	10	14	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A356349	Training for youth trade union leaders on organizing and collective bargaining for decent work (Singapore)	13/08/2013 16/08/2013	4	24	EN	RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A356348	Trade union training course on employment relations, labour law reforms and decent work (Manila, Philippines)	17/09/2013 20/09/2013	5	22	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC
A352856	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) (Seoul)	24/09/2013 27/09/2013	4	20	EN	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A356350	Trade union training on sustainable development, green jobs and decent work (Bangkok, Thailand)	14/10/2013 18/10/2013	5	25	EN	RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC [Switzerland] ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) VARIOUS
TOTAL ASIA & PACIFIC			42	145		
A406032	Collective bargaining - Capacity building for trade union leaders in CIS Region	09/12/2013 20/12/2013	10	16	ENRU	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ILO RBTC
TOTAL EUROPE			10	16		
A906031	Proteção social e previdência social para sindicatos	14/10/2013 31/10/2013	14	12	PT	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A)
A906675	Trade union action for promoting migrant worker rights in the Mediterranean region / L'action syndicale pour la promotion des droits des migrants dans les pays du bassin méditerranéen / Sindacati in azione per promuovere i diritti dei migranti	21/10/2013 22/10/2013	2	53	ENFR ARIT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) [Italy] ILO RBTC ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) VARIOUS
TOTAL INTERREGIONAL			16	65		
TOTAL			161	514		

Annexe 11 bis

**Activités financées ou cofinancées par la
contribution volontaire italienne**

ANNEXE 11bis - ACTIVITES FINANCEES OU COFINANCEES PAR LA CONTRIBUTION COLONTAIRE ITALIENNE

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A156714	Strategic action plan for the Sierra Leone Labour Congress and its affiliates (Freetown, Sierra Leone)	16/12/2013 18/12/2013	3	29	EN	ILO RBTC ITALY MAE
AFRICA			3	29		
A206022	Formación sindical sobre políticas de empleo y economía informal	18/02/2013 08/03/2013	15	14	ES	ILO RBTC - TURIN CTRE ALLOC. (A) ITALY MAE
A256372	Taller regional sobre empleo y protección social (Lima, Peru)	28/08/2013 30/08/2013	3	11	ES	ITALY MAE RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [Switzerland]
AMERICAS			18	25		
A355209	Trade union training for Federation of Trade Unions Burma (FTUB) (Yangon,	09/12/2013 11/12/2013	3	25	EN	Myanmar project [Italy]
A356713	Trade union training on organizing strategies and collective bargaining -	13/12/2013 14/12/2013	2	30	EN	Myanmar project [Italy]
ASIA			5	55		
A506552	Capacity building for the leadership of recently established trade union	09/12/2013 13/12/2013	5	12	ENAR	ITA - GEN-FUND - MENA [Italy]
ARAB STATES			5	12		

Annexe 12

Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites

0 skipped.		Venue	DoT	No. Part	AFRICA					AMERICAS					ASIA					EUROPE					ARAB STATES					TOT W	Notes	TOT E									
Title	DoT				M	W	Work		Empl	M	W	Work		Empl	M	W	Work		Empl	M	W	Work		Empl	M	W	Work		Empl												
							M	W				M	W				M	W				M	W				M	W					M	W	M	W	M	W	M	W	
A106652 - Promouvoir le dialogue social national tripartite pour une meilleure gouvernance socio-économique (Algérie, Maroc, Niger, Sénégal, Tchad, Tunisie)	C	3	17	17	0	3	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	tripartite	5		
SUBTOTAL 'SOCDIAL'		35	512	32	7	9	0	11	4	86	39	39	9	1	6	67	25	29	7	22	11	147	63	46	14	31	13	0	153		99										
A106609 - Atelier tripartite de renforcement des capacités opérationnelles des mandants pour la mise en oeuvre des Programmes par Pays de promotion du Travail Décent (PPTD)	C	5	23	18	5	9	1	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	tripartite	5		
SUBTOTAL 'SDG'		10	25	18	5	9	1	3	2	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10		6			
A456167 - Training of trainers for European Trade Union Institute	F	3	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	8	7	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13	only for workers	0		
A976307 - Competency-based human resources management: designing an integrated reward system	B-C	9	20	0	0	0	0	0	0	14	5	4	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	tripartite	3	
A356663 - TOT tripartism training for Vanuatu Tripartite Labour Advisory Council	F	3	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	6	1	2	1	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	tripartite	5	
SUBTOTAL 'DELTA'		15	49	0	0	0	0	0	0	14	5	4	1	3	0	7	6	1	2	1	4	8	8	7	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21		8		
A156697 - La finance inclusive pour les travailleurs - formation pour l'Afrique Francophone	F	5	16	12	4	12	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16	only for workers	0	
SUBTOTAL 'PRODEV'		5	16	12	4	12	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16		0		
A156216 - Cours sur les politiques de l'emploi	F	5	32	25	6	6	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	marginal tripartite	7	
A156683 - Le travail décent à travers les emplois verts en Afrique	F	3	28	20	6	5	1	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	tripartite	7	
SUBTOTAL 'EPSD'		8	60	45	12	11	1	12	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12		14		
A906144 - Building effective wage policies	C	5	26	13	1	6	0	0	0	0	1	0	0	0	0	6	2	1	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	marginal tripartite	1	
A155552 - Mainstreaming employment in national and regional development policies in Africa	F	5	14	10	3	2	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	marginal tripartite	3	
SUBTOTAL 'ERAS'		10	40	23	4	8	1	2	1	0	1	0	0	0	0	6	2	1	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12		4		
A355217 - Training of trainers for national trade union members and other relevant stakeholders involved in enforcement (labour and factory inspectors) - linked to E355212 (year 2013)	F	5	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37	3	30	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32	only for workers	0	
A356291 - Training course for trade union lawyers on the use of international labour standards before national courts, with special focus on freedom of association	F	3	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	5	23	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29	only for workers	0
A156392 - Normes internationales et procédures constitutionnelles	F	5	30	20	10	10	0	6	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	tripartite	8	
A906057 - ILO Maritime Labour Academy - Track 4bis - Workshop for the ITF Affiliates on the ILO Maritime Labour Convention, 2006	C	3	23	4	0	4	0	0	0	2	0	2	0	0	0	7	1	7	1	0	0	8	1	8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	only for workers	0

0 skipped.	Venue	DoT	No. Part	AFRICA						AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						TOT W	Notes	TOT E		
				TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl						
				M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W				M	W
A106187 - Formation sous-régionale sur le travail des enfants dans le travail domestique, le rôle de l'inspection du travail et la préparation des rapports de suivi	C	5	20	11	8	3	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	marginal tripartite	4		
A556390 - Training course for trade union lawyers on the use of ILS before national courts, with focus on freedom of association (joint activity ACTRAV-GVA, ITUC, ITCILO)	F	3	20	11	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	only for workers	0	
SUBTOTAL 'ILSGEN'		24	162	46	18	28	1	9	3	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	118		12															

A456427 - Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - field workshop 3 - linked to E456317	F	2	23	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	bipartite	11						
A456428 - Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 4 - linked to E456317	F	2	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21	bipartite	13				
SUBTOTAL 'ACTEMP'		4	57	0	33		24																																									
A456434 - Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 1 - linked to E456433	F	2	51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29	bipartite	22		
A456435 - Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Field workshop 2 - linked to E456433	F	2	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	bipartite	8		
A406347 - Workshop - Building the information and consultation mechanisms for the Enel's EWC members and HR managers within an international dimension	C	4	42	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28		14	
SUBTOTAL 'ACTRAV'		8	109	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	65		44																													
TOTAL			779																																											470		291

Annexe 12 bis

Tableau détaillé des Académies

Annexe 13

Cours réguliers 2014

ANNEXE 13_ Cours réguliers 2014

Coord Code	Title	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A107157	Decent Work and the fight against poverty in the Post-2015 Development Agenda	9	15	ENFR	VARIOUS
A107154	Trade union training on social protection - linked to P157305	10	15	ENFR	VARIOUS
A107150	Communication for trade unions	15	15	EN	VARIOUS
TOTAL AFRICA		34	45		
A207152	Normas Internacionales del Trabajo y la Declaración de la Justicia Social para las empresas multinacionales	15	15	ES	VARIOUS
A207155	Desarrollo de capacidades sindicales sobre relaciones de empleo y trabajo precario	15	15	ES	VARIOUS
TOTAL LATIN AMERICA		30	30		
A307153	Promoting rights and International Labour Standards for domestic workers and workers in the informal economy	10	17	EN	VARIOUS
A307156	Organizing and collective bargaining for trade unions with a special focus on youth and women	10	15	EN	VARIOUS
TOTAL ASIA & PACIFIC		20	32		
A407151	International Labour Standards and the ILO Declaration on Social Justice for a fair globalization for MNEs	10	15	ENRU	VARIOUS
TOTAL EUROPE		10	15		
A507158	More and better decent jobs: capacity building for trade unions with a special focus on women and youth	10	15	ENAR	VARIOUS
A506278	<i>Capacity building for trade unions on mainstreaming gender equality and empowering women workers - postponed from 2013</i>	10	14	ENAR	VARIOUS
TOTAL ARAB STATES		20	29		
A907149	Promoting workers' rights and International Labour Standards: Training for trade union leaders	10	15	ENFR ES	VARIOUS
A907159	Fortalecendo o sindicalismo através da organização da ação	15	15	PT	VARIOUS
A907160	Fighting inequalities: Capacity building for trade unions on wage policy	10	15	ENES	VARIOUS
TOTAL INTERREGIONAL		35	45		
		149	196		

Annexe 14

Activités prévues et exécutées en 2014

ANNEXE 14 - Activités prévues et exécutées en 2014

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No.	Lang	Sponsor Part
P157305	Renforcer les capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs	F	03/02/2014 31/12/2014			FR	
A107157	Decent Work and the fight against poverty in the Post-2015 Development Agenda	C	07/04/2014 17/04/2014	9	14	ENFR	VARIOUS
A157325	Formation syndical sur sécurité et protection sociale dans la région des Grand Lacs - linked to P157305 (Kigali, Rwanda)	F	07/04/2014 11/04/2014	5	30	FR	VARIOUS
A157319	Promoting trade unionism for decent work in the informal economy as a key to strategies aimed at eradicating poverty and inequality (Kisumu, Kenya)	F	05/05/2014 09/05/2014	5	15	EN	VARIOUS
A107154	Trade union training on social protection - linked to P157305	C	23/06/2014 04/07/2014	10	15	ENFR	OPEN 2014 [MAP]
A157321	Formation syndical sur le renforcement des capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs - linked to P157305 (Kinshasa)	F	15/07/2014 18/07/2014	5	20	FR	WALLON Community [MAP] ITALY MAE [MAP]
A157322	Trade union training on ILS concerning FOA and CB and the ILO supervisory system for HTURs Coordinators (Accra, Ghana)	F	28/07/2014 01/08/2014	5	15	EN	RBTC TC ACTRAV [MAP] [MAP]
A107150	Communication for trade unions	C	01/09/2014 19/09/2014	15	15	EN	OPEN 2014 [MAP]
A157323	Capacity building for organising and managing trade unions to serve workers efficiently and effectively (Lome, Togo)	F	29/09/2014 03/10/2014	5	20	ENFR	SURPLUS [MAP]
A157333	Formation syndical sur le renforcement des capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs - linked to P157305 (Lomé, Togo)	F	20/10/2014 23/10/2014	4	20	FR	WALLON Community [MAP] ITALY MAE [MAP]
A157331	Trade union training on decent work and sustainable development, climate change, green jobs, social and human rights (Bujumbura, Burundi)	F	10/11/2014 14/11/2014	5	20	ENFR	SURPLUS [MAP]
A157334	Capacity building on organizing migrant workers into viable trade unions (Accra, Ghana)	F	08/12/2014 12/12/2014	5	15	EN	ITALY MAE [MAP]
A157320	Capacity building for trade unions on enhancing employment generation for young workers through advocacy for effective employment and labour market policies and strategies (Accra, Ghana)	F	30/12/2014 31/12/2014	5	15	EN	ITALY MAE [MAP] RBTC TC AFRICA (usd 25000) [MAP]
AFRICA				78	214		

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
C207352	Escuelas Trabajo Decente - America Latina	C	17/02/2014 31/12/2014			ES	VARIOUS
A277315	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169	D	24/02/2014 30/04/2014	10	40	ES	VARIOUS
A207152	Normas Internacionales del Trabajo y la Declaración de la Justicia Social para las empresas multinacionales	C	24/03/2014 11/04/2014	15	16	ES	VARIOUS SELF-PAYING (C700002) [Italy] VARIOUS
A257314	Trabajo decente y economía informal (Panamá)	F	23/04/2014 26/04/2014	4	25	ES	VARIOUS
A277310	Inserción laboral y juventud	D	01/05/2014 30/06/2014	9	40	ES	VARIOUS
A257414	Plataforma de desarrollo de Las Americas (Sao Paulo, Brazil)	F	05/05/2014 09/05/2014	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] CSA in kind [MAP] ACTRAV REGIONAL in kind [MAP]
A207155	Desarrollo de capacidades sindicales sobre relaciones de empleo y trabajo precario	C	12/05/2014 30/05/2014	15	15	ES	VARIOUS
A277415	Técnicas de comunicación y negociación	D	15/06/2014 16/08/2014	9	40	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] [MAP] CSA in kind [MAP] ACTRAV LIMA in kind [MAP]
A257309	Taller regional sobre TICS en trabajo decente y juventud sindical (Buenos Aires, Argentina)	F	30/06/2014 04/07/2014	5	20	ES	VARIOUS
A257388	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169 (Lima, Peru)	F	14/07/2014 18/07/2014	5	15	ES	OIT Lima in kind [MAP] RBTC/TC ACTRAV [MAP]
A277311	Promoción de trabajo decente para jóvenes sindicalistas	D	04/08/2014 19/09/2014	7	40	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [MAP]
A277312	NITs y sector publico	D	01/09/2014 17/10/2014	7	40	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP]
A277416	Cooperación sindical al desarrollo	D	01/09/2014 17/10/2014	7	40	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] CSA in kind [MAP] ACTRAV LIMA in kind [MAP]
A257313	Taller regional bipartito piso protección social (Lima, Peru)	F	15/09/2014 18/09/2014	4	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [MAP] Proyecto Subregional PPS [MAP]
A277389	Políticas de empleo para la promoción del trabajo decente	D	15/09/2014 21/11/2014	9	40	ES	OIT Lima in kind [MAP] RBTC/TC/ACTRAV [MAP]
A257316	Sector rural y desarrollo sostenible (Montevideo, Uruguay)	F	10/11/2014 14/11/2014	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN [MAP] Proyecto Regional ACI-Rural [MAP]
A257317	Políticas de empleo para la promoción del trabajo decente (Montevideo, Uruguay)	F	17/11/2014 21/11/2014	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] ILO LIMA [MAP]
A257308	Acción sindical y empresas multinacionales (Buenos Aires, Argentina)	F	24/11/2014 28/11/2014	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] OIT GINEBRA [MAP]

AMERICAS

126 446

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No.	Lang	Sponsor
A307164	Trade Union training for ACFTU on sustainable development, green jobs and trade union agenda	C	17/02/2014 26/02/2014	8	19	ENCH	VARIOUS
A307153	Promoting rights and International Labour Standards for domestic workers and workers in the informal economy	C	03/03/2014 14/03/2014	10	17	EN	VARIOUS
A357326	Trade Union Training on Social Protection and Social Security for all (Beijing, China)	F	12/05/2014 16/05/2014	5	20	ENCH	VARIOUS
A357324	Training on labour law reforms and Decent Work in Asia (Bangkok, Thailand)	F	20/05/2014 23/05/2014	4	29	EN	VARIOUS
A307156	Trade union training on organizing and collective bargaining	C	23/06/2014 04/07/2014	10	18	EN	VARIOUS
A357327	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) (Singapore)	F	12/08/2014 15/08/2014	4	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] SNTUC [MAP]
A357328	Promoting employment security and Decent Work for workers in informal employment relationship (focus on workers in non-standard employment relations) (Bangkok, Thailand)	F	18/08/2014 22/08/2014	5	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] JILAF (USD 28000) [MAP]
A357329	Trade union training on organizing and collective bargaining in MNEs (Seoul, Korea)	F	23/09/2014 26/09/2014	5	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] KLF [MAP]
A357330	Trade union training on sustainable development, Green Jobs and Decent Work (Bangkok, Thailand)	F	13/10/2014 17/10/2014	5	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC (USD 35000) [MAP] ILO GREEN JOBS [MAP]
A307212	Training on Decent Work in public sector (China)	C	27/10/2014 05/11/2014	8	20	ENCH	ITALY MAE 2013 [MAP] [MAP]
A357332	Promoting decent work for workers in informal economy (focus on organizing and social protection) (Ho Chi Min City, Vietnam)	F	17/11/2014 21/11/2014	5	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC (USD 35000) [MAP]
A357335	Training on organization, organizing and collective bargaining (FTUM) (Yangon, Myanmar)	F	08/12/2014 12/12/2014	5	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] CGIL [MAP]
A357336	Trade union rights and decent work for domestic workers (Bangkok, Thailand)	F	15/12/2014 19/12/2014	5	20	EN	
ASIA				79	263		

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
P456704	Decent work for workers in construction industry - Promoting capacity-building and improving social dialogue in the construction sector for the workers organizations in New Member States and Turkey	F	15/11/2013 14/11/2014			EN	
E456433	Promoting capacity building and improving social dialogue in the commerce sector for the organizations - Advisory service (2014) (Brussels)	F	01/01/2014 31/03/2014			EN	Eurocommerce [Belgium] VARIOUS
E457267	Decent work for workers in construction industry - Promoting capacity-building and improving social dialogue in the construction sector for the workers organizations in New Member States and Turkey - linked to P456704	F	01/01/2014 14/11/2014			EN	VARIOUS
P407268	A4I European network for assistance for integration of migrant workers and their families - HOME/2012/EUFZ/CA/CFP/4216 - 30-CE-0586556/00-40	C	01/01/2014 31/12/2014			ENFR ESIT	
A407261	Transnational Trade Union Coordination Meeting - Unicredit	C	25/02/2014 25/02/2014	1	48	ENFR ES	VARIOUS VARIOUS
A457295	Decent work for workers in construction industry: Kick-off workshop - linked to P456704 (Brussels, Belgium)	F	10/03/2014 12/03/2014	3	15	EN	VARIOUS
A407151	International Labour Standards and the ILO Declaration on Social Justice for a fair globalization for MNEs	C	24/03/2014 04/04/2014	10	15	ENRU	VARIOUS
A407253	ETUI Network Meeting	C	27/03/2014 28/03/2014	2	28	ENFR	VARIOUS
A407269	A4I European network for assistance for integration of migrant workers and their families - Conference - linked to P407268	C	14/04/2014 16/04/2014	3	58	ENFR ESIT	ISCOS [MAP]
A457294	Rights-based approach to migrant workers in construction industry - linked to P456704 (Riga, Latvia)	F	14/05/2014 15/05/2014	2	25	EN	VARIOUS
A407296	Right to freedom of association and organizing workers in construction industry - linked to P456704	C	10/06/2014 12/06/2014	3	25	EN	VARIOUS
A457297	Decent work for precarious workers in construction industry - linked to P456704 (Zagreb, Croatia)	F	01/07/2014 02/07/2014	2	25	EN	VARIOUS
A457298	Occupational health and safety in construction industry in New Member States and Candidate Countries - linked to P456704 (Prague, Czech Republic)	F	23/09/2014 24/09/2014	2	25	EN	EC-ILO agreement RER/13/52/EEC [MAP]
A407293	Evaluation conference - linked to P456704	C	22/10/2014 24/10/2014	3	50	EN	EC-ILO agreement RER/13/52/EEC [MAP]
EUROPE				31	314		
A506278	Capacity building for trade unions on mainstreaming gender equality and empowering women workers	C	10/03/2014 21/03/2014	10	14	ENAR	VARIOUS
A507158	More and better Decent Jobs: Capacity building for trade unions with a special focus on youth and women	C	29/09/2014 10/10/2014	10	15	ENAR	OPEN 2014 [MAP]
ARAB STATES				20	29		

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A907285	FIAT-CHRYSLER	C	23/04/2014 24/04/2014	2	55	ENFR ESIT	VARIOUS
A907339	Communication Forum - IndustriALL	C	02/06/2014 06/06/2014	5	60	ENFR ES	
A907149	Promoting workers' rights and International Labour Standards: Training for trade union leaders	C	21/07/2014 01/08/2014	10	15	ENFR ES	OPEN 2014 [MAP]
A907159	Fortalecendo o sindicalismo através da organização da ação	C	20/10/2014 07/11/2014	15	15	PT	OPEN 2014 [MAP]
A907160	Fighting inequalities: Capacity building for trade unions on wage policy	C	17/11/2014 28/11/2014	10	15	ENES	OPEN 2014 [MAP]
A903023	Trade union training on strengthening trade union network on human and trade union rights	C	30/12/2014 31/12/2014	5	25	ENFR ES	ITALY MAE (VC) [MAP]
INTERREGIONAL				47	185		
GRAND TOTAL							
				381	1451		

Annexe 15

Plan indicatif pour 2015

PLAN PROVISOIRE POUR LE PROGRAMME 2015

ACTIVITÉS À TURIN

RÉGION	TITRE	DATES	SEMAINES	PARTICIP.	LANGUE(S)	VISITE D'ÉTUDE	LIEN AVEC DOMAINE DE PREMIÈRE IMPORTANCE (ACI)
AFRIQUE							
	Renforcement des capacités des syndicats sur l'amélioration de la création d'emplois pour les jeunes travailleurs par la promotion de politiques efficaces de l'emploi et du marché du travail		2	15	anglais		ACI2
	Renforcement des capacités sur les normes internationales du travail en mettant l'accent sur les droits syndicaux des travailleurs domestiques et de l'économie informelle		2	15	anglais, français		ACI6
	Renforcement des capacités des syndicats en matière de travail décent, emplois verts et développement durable		2	15	anglais, français		ACI1
AMÉRIQUES							
	Renforcement des capacités sur les stratégies à l'égard des jeunes et de l'organisation syndicale		3	15	espagnol		ACI2
	Lutter contre les inégalités: renforcement des capacités des syndicats en matière de politique salariale		3	15	espagnol		

ASIE						
	Formation syndicale sur le développement durable, les emplois verts et le travail décent		2	15	anglais	ACI1
	Formation syndicale sur les politiques en matière de salaire et sécurité sociale pour la promotion du travail décent (accent sur les politiques des revenus, les salaires minima, la protection sociale et la négociation collective)		2	15	anglais	ACI3

EUROPE						
	Formation des jeunes dirigeants pour les nouveaux États indépendants sur les stratégies et compétences en matière d'organisation syndicale		2	15	anglais, russe	
ÉTATS ARABES						
	Renforcement des capacités sur le travail en réseau des syndicats au niveau de la région		2	15	arabe	
INTERRÉGIONAL						
	Renforcement des capacités des syndicats sur la mondialisation		3	15	portugais	
	Renforcement des capacités des syndicats en matière de migration - lié à l'Académie du CIF-OIT sur les migrations		2	15	anglais, espagnol, français	ACI8
	Normes internationales du travail et droits syndicaux pour les travailleurs de l'économie informelle par l'organisation syndicale et le dialogue social		2	15	anglais, espagnol	ACI6

Annexe 16

Généralités sur le Programme

GÉNÉRALITÉS SUR LE PROGRAMME

Le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT a pour but de répondre à l'évolution des besoins de formation des organisations de travailleurs; à cet effet, il exécute des cours de perfectionnement, produit du matériel didactique pour des formations résidentielles ou en ligne, prépare des projets spécifiques et fournit des services de consultation. Il fait partie intégrante du grand programme du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT, qui coordonne tous les programmes de formation concernant les organisations de travailleurs au siège comme sur le terrain.

ACTRAV-Turin, qui répond aux besoins de formation pour le compte du Bureau des activités pour les travailleurs, a pour objectif de développer l'éducation des travailleurs afin d'appuyer le processus de renforcement des capacités de la structure organisationnelle des syndicats.

La structure et le contenu du Programme ont pour objectif de répondre aux principaux défis que la mondialisation pose au mouvement syndical international. Des actions plus fortes et plus cohérentes des travailleurs au niveau internationale sont nécessaires pour répondre aux transformations politiques et économiques liées à ce processus, caractérisées par la croissance et la diversification des transactions transfrontalières de biens et de services et le développement des technologies dans le domaine de l'information et des transports qui a permis la mondialisation des cycles productifs à partir des chaînes de production transnationales.

La formation syndicale internationale peut contribuer à tracer un nouveau programme syndical s'inspirant de la solidarité internationale des travailleurs. La constitution d'un internationalisme syndical efficace est un enjeu de la plus haute importance pour les organisations de travailleurs et pour l'avenir du mouvement syndical. Le Programme a publié en plusieurs langues deux trousse de formation traitant de la mondialisation et en particulier des changements structurels qui y sont liés.

Aujourd'hui, la crise financière et économique impose au mouvement syndical d'apporter une réponse claire, susceptible de propager les valeurs démocratiques et les droits des travailleurs en tant que priorité mondiale du mouvement syndical mondial unifié. L'organisation des travailleurs peut jouer un rôle essentiel dans le remodelage de l'économie mondiale en apportant de nouvelles dimensions liées à l'Agenda pour le travail décent et à la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Dans ce cadre, l'éducation des travailleurs et ses ensembles de formation sans cesse remis à jour peut s'avérer utile pour le développement de l'action syndicale internationale dans une perspective de mondialisation de la solidarité et des droits des travailleurs.

Le respect des normes internationales du travail, qui est à la base du programme d'activités de l'OIT « Un travail décent pour tous », peut contribuer à consolider le binôme développement économique et social. Dans cette optique, le « travail décent » devient un objectif mondial, à partir duquel les normes internationales du travail, la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, ainsi que la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable pourront constituer pour les syndicats autant d'instruments importants afin d'ajouter la dimension sociale à une nouvelle phase de la mondialisation.

Dans le cadre d'un effort mondial visant à renforcer la capacité des syndicats en matière de formation et leur connaissance de l'économie mondiale, le Programme des activités pour les travailleurs du Centre (ACTRAV-Turin) se propose de promouvoir la complémentarité de la formation internationale/régionale et nationale, afin de stimuler la formulation de politiques à

l'échelle internationale, l'organisation de campagnes et la mobilisation internationale des travailleurs. Par la mise en œuvre de la formation syndicale internationale, le Programme peut contribuer à accroître encore une identité commune du mouvement syndical international. Des liens plus étroits entre la formation nationale, régionale et internationale, aux plans sectoriel et national, permettraient au mouvement syndical d'atteindre plus facilement ses objectifs mondiaux.

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin vise à créer les capacités des syndicats de renforcer les politiques de formation et leur capacité d'élaborer leurs programmes de formation dans plusieurs domaines. Ces domaines sont essentiellement liés aux quatre piliers de l'agenda du « Travail décent » et incluent: la construction de solides systèmes d'organisation syndicale; le développement du dialogue social au niveau mondial par le soutien de la création de capacités pour les centrales nationales et par l'appui aux fédérations syndicales internationales (FSI); la concrétisation des droits des travailleurs, et notamment de la liberté syndicale et de la négociation collective; et le traitement du problème du développement de réseaux et de la « fracture numérique ».

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin est une composante stratégique du programme opérationnel du Bureau des activités pour les travailleurs, où l'éducation et la formation jouent un rôle positif dans le développement du mouvement syndical national et international.

ACTRAV-Turin soutient les initiatives actuelles de renforcement des organisations syndicales régionales en gérant un programme d'éducation spécifique visant à réunir des instructeurs syndicaux. Grâce au développement de ce programme, ACTRAV-Turin s'efforce de promouvoir l'éducation des travailleurs en tant que moyen de poursuivre le développement et l'enrichissement de l'histoire et de la pratique syndicales, avec l'objectif d'apporter à une organisation nouvelle des éléments de consensus, de solidarité et de cohésion.

Le renforcement des organisations de travailleurs et de leurs capacités constitue une base fondamentale du travail exécuté par le Bureau des activités pour les travailleurs. À cet égard, le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT (ACTRAV-Turin) a été encore révisé et renforcé depuis l'année dernière pour répondre aux problèmes futurs du renforcement du mouvement syndical international dans l'avenir.

Le Programme poursuit les objectifs à long terme suivants:

- renforcer le processus de renforcement et de création des capacités des syndicats;
- accroître la capacité des syndicats à planifier et mettre en œuvre l'éducation ouvrière par le biais de différentes approches;
- favoriser le développement et le renforcement de services techniques spécialisés des syndicats, notamment dans les (sept) secteurs stratégiques du Programme (droits des travailleurs, emploi, protection sociale, dialogue social et négociation collective, questions de genre, méthodologie de la formation et technologies de l'information);
- mettre un accent spécifique sur la liberté syndicale et la négociation collective;
- établir une liaison plus étroite entre les pratiques d'éducation des travailleurs et les études et la recherche;
- promouvoir l'intégration des questions de genre dans toutes les activités des syndicats;
- appuyer le développement des capacités d'enseignement et de formation des organisations syndicales internationales;
- assurer aux syndicats une formation concernant les méthodologies efficaces pour mieux participer aux activités concernant les normes internationales du travail de l'OIT, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail

et son suivi, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale et les lignes directrices de l'OCDE pour les EMN;

- promouvoir la création de réseaux des technologies de l'information entre les syndicats et les autres institutions chargées de questions du travail dans l'optique de l'échange de pratiques et politiques syndicales concernant l'éducation ouvrière;
- renforcer le tripartisme et le dialogue social par la mise en place de cours bipartites et tripartites et par l'augmentation du nombre de travailleurs participant aux activités de formation du Centre de l'OIT de Turin;
- contribuer à l'intégration du Centre avec l'OIT.

Les objectifs immédiats du Programme des activités pour les travailleurs du Centre de Turin sont les suivants:

- assurer une formation d'excellente qualité faisant appel aux méthodologies, technologies et compétences appropriées;
- améliorer la qualité du matériel didactique approprié aux cours traditionnels ou à distance;
- mettre au point un réseau permanent spécialisé dans les domaines de formation du Programme;
- assurer l'appui formatif requis au personnel d'ACTRAV à Turin et Genève et sur le terrain;
- associer les conseillers régionaux en éducation des travailleurs aux activités qu'ACTRAV-Turin organise aux niveaux national, sous-régional et régional;
- assister les organisations de travailleurs dans l'élaboration de politiques en matière d'égalité des genres mettant un accent spécial sur la formation;
- assister le Groupe des travailleurs pour ce qui est des questions politiques par le biais de la facilitation d'activités spécifiques sur des sujets d'actualité;
- aider les syndicats à intégrer les technologies de l'information, notamment en matière de développement de réseaux (développement de SoliComm) et d'éducation des travailleurs;
- élaborer des programmes de formation à distance;
- organiser des formations bipartites et tripartites en collaboration avec d'autres programmes régionaux et techniques;
- améliorer la qualité du site web du Programme moyennant l'accessibilité d'une bibliothèque spécialisée en matière d'éducation des travailleurs.